

Chambre des Représentants

Kamer der Volksvertegenwoordigers

3 FÉVRIER 1953.

3 FEBRUARI 1953.

BUDGET

du Ministère des Affaires Etrangères
et du Commerce Extérieur
pour l'exercice 1953.

BEGROTING

van het Ministerie van Buitenlandse Zaken
en van Buitenlandse Handel
voor het dienstjaar 1953.

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DES AFFAIRES ETRANGERES
ET DU COMMERCE EXTERIEUR (1)

PAR M. LE HODEY.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE
VOOR DE BUITENLANDSE ZAKEN
EN BUITENLANDSE HANDEL (1) UITGEBRACHT

DOOR DE HEER LE HODEY.

SOMMAIRE :

INHOUDSOPGAVE :

	Page
L'O. N. U. et les Organisations spécialisées...	1
L'Organisation de l'Europe :	
a) La Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier ...	4
b) La Communauté Européenne de Défense et la Communauté Politique Européenne ...	6
Le N. A. T. O. ...	9
Benelux ...	11
L'O. E. C. E. ...	16
Le Commerce Extérieur ...	19
Questions diverses...	24

	Bladz.
O. V. N. en gespecialiseerde organisaties ...	1
Europese organisatie :	
a) Europese Gemeenschap voor Kolen- en Staal ...	4
b) Europese Defensiegemeenschap en Euro- pese Politieke Gemeenschap ...	6
N. A. T. O. ...	9
Benelux ...	11
E. O. E. S. ...	16
Buitenlandse Handel ...	19
Allerhande kwesties ...	24

(1) Composition de la Commission : MM. Van Cauwelaert, président; Brasseur, Bruyninx, Delwaide, De Schryver, De Vleeschauwer, Gilson, le Hodey, Maes, Merget, Parisi, Scheyven, Wigny. — Bohy, Buset, Fayat, Housiaux, Huysmans, Larock, Spaak, Tielemans, Van Eynde. — Devèze, Kronacker.

Voir :

4-IX : Budget.

(1) Samenstelling van de Commissie : de heren Van Cauwelaert, voorzitter; Brasseur Bruyninx, Delwaide, De Schryver, De Vleeschauwer, Gilson, le Hodey, Maes, Merget, Parisi, Scheyven, Wigny. — Bohy, Buset, Fayat, Housiaux, Huysmans, Larock, Spaak, Tielemans, Van Eynde. — Devèze, Kronacker.

Zie :

4-IX : Begroting.

MESDAMES, MESSIEURS.

Votre Commission a examiné attentivement les divers problèmes internationaux qui intéressent notre Pays.

M. le Ministre des Affaires Etrangères et M. le Ministre du Commerce Extérieur ont exposé au cours de plusieurs réunions, les aspects de notre politique internationale et ont répondu aux nombreuses questions qui leur ont été posées.

Votre rapporteur tient à remercier le Département, de la diligence avec laquelle une abondante documentation lui a été fournie.

CHAPITRE PREMIER.

L'O. N. U.
ET LES ORGANISATIONS SPECIALISEES.

L'activité de l'O. N. U. a montré, encore en 1952, le peu d'efficacité d'une organisation universelle des Nations, lorsque celles-ci sont groupées en blocs antagonistes. Il faut espérer cependant que les contacts que l'O. N. U. maintient entre les divers Etats, permettront un jour une détente réelle de la situation.

L'accroissement des pouvoirs de l'assemblée, et le fait que celle-ci comprend de nombreux pays ayant peu de responsabilités internationales, ont eu comme résultats d'entraîner l'O. N. U. à adopter certaines positions critiquables et à vouloir élargir l'interprétation de la Charte de San-Francisco.

Le conflit Coréen.

Les négociations d'armistice en Corée, qui durent depuis de longs mois, se sont arrêtées sur le problème du rapatriement des prisonniers de guerre : les prisonniers ont-ils le droit de refuser de retourner dans leur pays d'origine ou bien doivent-ils obligatoirement être contraints d'y retourner ?

Entre la thèse américaine, liberté du choix de l'individu, et la thèse soviétique, obligation pour l'individu de rester lié à son état, il y a peu de possibilités de compromis. Dans cette opposition d'idées, deux civilisations s'affrontent : pour l'une, le premier privilège de l'homme est d'être libre et de déterminer lui-même son destin; pour l'autre, l'homme est la propriété de la collectivité dont il est membre; à lui d'obéir, à elle de décider.

Certains espoirs d'entente subsistent encore, car l'U. R. S. S. a signé des accords, notamment à Stalingrad et à Budapest, par lesquels elle accepte le rapatriement des prisonniers selon nos conceptions. A la dernière session de l'Assemblée Générale, la Délégation Indienne entreprit des efforts remarquables en vue de mettre sur pied une formule acceptable pour tous et susceptible de terminer le conflit coréen; malheureusement, l'intransigeance de l'U. R. S. S. a fait échouer cette tentative.

L'O. N. U. et les territoires non-autonomes.

La tendance existant à l'O. N. U. d'élargir l'interprétation du Pacte de San-Francisco et de s'arroger des droits plus étendus se marque particulièrement dans le problème des territoires non-autonomes.

MEVROUWEN, MIJNE HEREN.

Uw Commissie heeft de verschillende internationale kwesties die ons land aanbelangen nauwkeurig onderzocht.

De Minister van Buitenlandse Zaken en de Minister van Buitenlandse Handel hebben tijdens verschillende vergaderingen de aspecten van onze internationale politiek uiteengezet en geantwoord op de talrijke vragen die hun werden gesteld.

Uw verslaggever stelt er prijs op, het Departement te danken voor de spoed waarmee hem een aanzienlijke documentatie werd bezorgd.

HOOFDSTUK I.

O. V. N.
EN GESPECIALISEERDE ORGANISATIES.

De bedrijvigheid van de O. V. N. heeft ook in 1952 aangetoond hoe weinig doeltreffend een wereldorganisatie der Naties is, wanneer deze gegroepeerd zijn in vijandige blokken. Er valt nochtans te hopen, dat eens een werkelijke ontspanning van de toestand zal intreden dank zij de contacten die de O. V. N. tussen de verschillende Staten in stand houdt.

De aangroei van de bevoegdheden der vergadering, en het feit dat deze tal van landen omvat met weinig internationale verantwoordelijkheden, hadden ten gevolge dat de O. V. N. zekere aanvechtbare standpunten heeft ingenomen en dat zij de interpretatie van het Handvest van San Francisco heeft willen verruimen.

Koreaans conflict.

De wapenstildstandsonderhandelingen in Korea, die sedert lange maanden aanslepen, zijn gestuit op het vraagstuk van de repatriëring der krijgsgevangenen : hebben de gevangenen het recht te weigeren terug te keren naar hun land van oorsprong of moeten zij daartoe gedwongen worden ?

Tussen de Amerikaanse stelling, vrije keuze van het individu, en de Sovjetthesis, verplichting voor het individu, om aan zijn staat gebonden te blijven, bestaan weinig mogelijkheden tot vergelijk. In die strijd tussen ideeën staan twee beschavingen tegenover elkaar : voor de ene, is het eerste voorrecht van de mens vrij te zijn en zelf over zijn lot te beschikken; voor de andere is de mens eigendom van de gemeenschap waarvan welke hij lid is; hij moet gehoorzamen, zij zal beslissen.

Er bestaat nog een zekere hoop, want de U. S. S. R. heeft o. m. te Stalingrad en te Budapest overeenkomsten ondertekend waarbij zij de repatriëring van de krijgsgevangenen volgens onze opvattingen aanvaard. Tijdens de jongste zitting van de Algemene Vergadering, heeft de Indische afvaardiging merkwaardige pogingen gedaan om een formule tot stand te brengen die door iedereen zou kunnen aanvaard worden en die een einde zou kunnen maken aan het Koreaans conflict; jammer genoeg, leed die poging schipbreuk ingevolge de onverzoenlijke houding van de U. S. S. R.

O. V. N. en de niet-zelfbesturende gebieden.

De strekking van de O. V. N. om de interpretatie van het Pact van San Francisco te verruimen en zich meer uitgebreide rechten toe te eigenen komt bijzonder tot uiting in verband met de kwestie der niet-zelfbesturende gebieden.

Deux notes établies par le Ministère des Affaires Etrangères et jointes en annexe au présent rapport, précisent : l'une, l'évolution de la question; l'autre, la position adoptée par la Délégation belge.

Le Comte d'Aspremont Lynden notait déjà dans le rapport de la Commission du Sénat, sur le budget des Affaires Etrangères de l'an dernier, que « Il est manifeste que l'O. N. U. est animée d'une véritable hostilité contre les » puissances coloniales, elle n'hésite pas à outrepasser les » droits qui lui sont reconnus par les articles de la Charte » de San-Francisco ou à les interpréter d'une manière » tendancieuse. »

Ces constatations s'imposent cette année avec plus de force encore, ces tendances ont suscité les protestations les plus nettes de la Délégation belge.

Aucune disposition de la Charte des Nations-Unies ne soumet notre action au Congo à un contrôle de l'O. N. U. C'est la Belgique, et la Belgique seule, qui a la lourde responsabilité de faire pénétrer la civilisation au Congo et de conduire l'évolution des populations de ce territoire. Cette responsabilité, nous l'avons assumée de façon exemplaire et l'œuvre déjà réalisée constitue le meilleur garant de l'avenir.

Les vues du Gouvernement sur le champ d'application du Chapitre XI de la Charte, sont parfaitement claires : dans la mesure où la Charte oblige les Gouvernements à fournir des informations sur l'état des populations sous-développées, tous les pays sont liés par cette disposition, que les populations sous-développées soient situées ou non sur le territoire métropolitain.

C'est ainsi que les pays d'Amérique, d'Afrique ou d'Asie, qui ont à l'intérieur de leurs frontières métropolitaines des populations sous-développées, sont tenus aux mêmes obligations que les puissances dites coloniales.

Commission de désarmement.

Certains Commissaires se sont préoccupés de l'activité de la Commission de désarmement. Est-il besoin de dire que tous les peuples libres se réjouiraient si les travaux d'une telle Commission aboutissaient à un accord, gage d'une paix durable et certitude d'un allègement des charges militaires.

La sixième session de l'Assemblée a créé une nouvelle Commission de désarmement, composée des membres du Conseil de Sécurité et du Canada.

Cette Commission a tenu sa première séance le 14 mars 1952. Le plan américain prévoyait comme première mesure, la divulgation par chaque Etat, de la composition de ses forces armées et de ses armements. L'U. R. S. S. proposait l'interdiction immédiate des armes atomiques, suivie d'une réduction d'un tiers de tous les armements.

Cherchant un terrain de compromis, la Délégation française a mis en avant un plan de travail comportant la divulgation et la vérification de tous les armements, suivies de la réglementation et de la réduction de ceux-ci, selon un calendrier de désarmement.

La proposition française ne fut pas accueillie favorablement. Une autre proposition introduite à la séance du 28 mai 1952, et proposant de fixer un plafond numérique des forces armées de chaque Etat fut rejetée par l'U. R. S. S. Il en fut de même d'un projet de conférence des cinq grandes Nations.

In twee nota's, opgemaakt door het Ministerie van Buitenlandse Zaken en als bijlage bij dit verslag gevoegd, wordt nader bepaald, in de ene de ontwikkeling van de kwestie, in de andere de stelling die door de Belgische afvaardiging werd ingenomen.

Graaf d'Aspremont Lynden stipte reeds aan, in het verslag van de Commissie van de Senaat over de begroting van Buitenlandse Zaken van het vorig jaar : « Het is klaar dat de O. V. N. beziel is met een gevoel van echte vijandigheid tegen de koloniale machten. Zij aarzelt niet om de haar bij de artikelen van het Handvest van San Francisco toegekende rechten te overtreden of er een tentatieve verklaring aan te geven. »

Deze vaststellingen dringen zich dit jaar nog meer op en bedoelde strekkingen hebben het scherpste protest uitgelokt vanwege de Belgische Afvaardiging.

Het Handvest van de Verenigde Naties houdt geen bepaling in waarbij onze werking in Congo aan toezicht vanwege de O. V. N. is onderworpen. België, en België alleen, draagt de zware verantwoordelijkheid om de beschaving te doen doordringen in Congo en de ontwikkeling der aldaar gevestigde volken te leiden. Deze verantwoordelijkheid hebben wij voorbeeldig waargenomen, en het reeds tot stand gebrachte werk is de beste waarborg voor de toekomst.

De inzichten van de Regering in verband met de toepassing van Hoofdstuk XI van het Handvest zijn volkomen duidelijk : in zover de Regeringen overeenkomstig het Handvest verplicht zijn inlichtingen te verstrekken omtrent de toestand van de onvoldoend ontwikkelde volken zijn alle landen door bedoelde bepaling gebonden, of de onvoldoend ontwikkelde volken het grondgebied van het moederland al dan niet bewonen.

Aldus zijn de landen uit Amerika, Afrika of Azië, die onvoldoend ontwikkelde volken binnen de grenzen van hun grondgebied hebben, tot dezelfde verplichtingen gehouden als de zogenaamde koloniale mogendheden.

Ontwapeningscommissie.

Sommige leden van de Commissie maken zich bezorgd over de werkzaamheden van de Ontwapeningscommissie. Onnodig te zeggen dat alle vrije volkeren zich er over zouden verheugen, indien de werkzaamheden van een dergelijke Commissie tot een overeenkomst mochten leiden die de waarborg zou zijn van een duurzame vrede met de zekerheid dat de militaire lasten minder zwaar zouden worden.

De zesde zitting van de Vergadering heeft een nieuwe Ontwapeningscommissie ingesteld, samengesteld uit leden van de Veiligheidsraad en van Canada.

Deze Commissie vergaderde voor de eerste maal op 14 Maart 1952. Volgens het Amerikaanse plan, gold als eerste maatregel de bekendmaking, door elke Staat, van de samenstelling van zijn strijdkrachten en van zijn bewapening. De U. S. S. R. stelde het onmiddellijk verbod van de atoomwapens voor, gevolgd door inkrimping met een derde van al de wapens.

De Franse Afvaardiging legde, als vergelijk, een werkprogramma voor, dat bestond in de bekendmaking en het nagaan van de ganse bewapening, gevolgd door de reglementering en de vermindering er van overeenkomstig een ontwapeningskalender.

Het Franse voorstel werd niet gunstig onthaald. Een ander voorstel werd in de vergadering van 28 Mei 1952 ingediend om een maximum voor de strijdkrachten van elke Staat vast te stellen; het werd door de U. S. S. R. verworpen. Een ontwerp van conferentie van de vijf grote Mogendheden onderging hetzelfde lot.

En conclusion, on doit noter à regret, qu'aucun progrès n'a été réalisé dans la voie d'un accord de désarmement.

Admission de l'Espagne à l'U. N. E. S. C. O.

Certains commissaires ont regretté que la Belgique ait voté à l'Assemblée Générale de l'U. N. E. S. C. O. en faveur de l'admission de l'Espagne à cet organisme, les principes mêmes du régime franquiste étant opposés à ceux de l'U. N. E. S. C. O.

M. le Ministre des Affaires Etrangères a rappelé que notre Pays avait toujours réglé sa position vis-à-vis de l'Espagne, selon les décisions de l'O. N. U.

Le 4 novembre 1950, l'Assemblée Générale de l'O. N. U. a abrogé sa motion du 12 décembre 1946, demandant aux Etats membres de ne pas entretenir de relations diplomatiques avec l'Espagne et de ne pas introduire ce pays dans les organisations internationales.

C'est en vertu de cette motion, que de nombreux Etats, dont la Belgique, ont repris les relations diplomatiques avec l'Espagne, et que ce pays a été admis au sein d'un grand nombre d'institutions internationales spécialisées (F. A. O., Organisation de la Santé, etc.).

Les institutions spécialisées ont en effet un caractère technique et non politique; elles sont créées pour servir tous les peuples.

L'Espagne ayant demandé son admission à l'U. N. E. S. C. O., le Conseil Economique et Social de l'O. N. U., n'a pas formulé d'objections et le Conseil Exécutif de l'U. N. E. S. C. O. a recommandé cette admission.

La Belgique a fait partie à l'Assemblée Générale de l'U. N. E. S. C. O. de la majorité de 44 voix favorable à l'entrée de l'Espagne. Ce vote ne comporte aucun jugement sur le régime intérieur de ce pays, mais correspond au principe d'universalité des institutions spécialisées.

CHAPITRE II.

ORGANISATION DE L'EUROPE.

a) La Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.

En 1952, l'Europe est sortie du domaine des discours pour entrer dans celui des faits.

Le traité instituant la première autorité supranationale par la création de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (C. E. C. A.) est entré en vigueur le 25 juillet dernier.

Les Membres de la Haute Autorité ont été immédiatement nommés. M. Coppé, membre de la Chambre des Représentants, Ministre de la Reconstruction, a été désigné par le Gouvernement belge et le neuvième siège a été attribué par cooptation à notre compatriote M. Finet, Secrétaire Général de la F. G. T. B.

La Haute Autorité est entrée en fonctions le 10 août 1952. Aucun accord n'ayant pu être réalisé ni sur le siège définitif ni sur le siège provisoire de cette institution; Luxembourg a été choisi comme siège précaire.

L'Assemblée Commune de la Communauté a tenu sa première séance le 10 septembre, à Strasbourg. La Cour de Justice a été constituée le 10 décembre, et les membres du

Als besluit moet met leedwezen worden voorgesteld, dat geen stap werd gevorderd op de weg naar een ontwapeningsovereenkomst.

Opneming van Spanje in de U. N. E. S. C. O.

Sommige leden van de Commissie betreunden dat België in de Algemene Vergadering van de U. N. E. S. C. O. zijn stem heeft uitgebracht voor de opneming van Spanje in dit organisme, daar er een principiële tegenstrijdigheid bestaat tussen het Franco-regime en de grondbeginselen van de U. N. E. S. C. O.

De Minister van Buitenlandse Zaken wees er op dat ons Land steeds zijn standpunt tegenover Spanje heeft bepaald volgens de beslissingen van de O. V. N.

Op 4 November 1950 heeft de Algemene Vergadering van de O. V. N. haar motie van 12 December 1946, waarbij de Staten-Leden verzocht werden geen diplomatieke betrekkingen te hebben met Spanje, noch de toetreding van bedoeld land tot de internationale organisaties te steunen, ingetrokken.

Krachtens deze motie hebben talrijke Staten, waaronder België, de diplomatieke betrekkingen met Spanje hervat en werd dit land toegelaten tot een groot aantal gespecialiseerde internationale Instellingen (C. F. A. O., Organisatie voor de Gezondheid, enz.).

De gespecialiseerde Instellingen hebben immers een technisch en geen politiek karakter; zij werden opgericht in het belang van al de volken.

Toen Spanje zijn opneming in de U. N. E. S. C. O. heeft aangevraagd, werden door de Economische en Sociale Raad van de O. V. N. geen bezwaar geuit en werd deze opneming aanbevolen door de Uitvoerende Raad van de U. N. E. S. C. O.

België maakte, op de Algemene Vergadering van de U. N. E. S. C. O., deel uit van de meerderheid van 44 stemmen voor de toetreding van Spanje. Deze stemming onderstelt geenszins een oordeel over het inwendig regime van dit land, doch stemt overeen met het universaliteitsbeginsel der gespecialiseerde Instellingen.

HOOFDSTUK II.

ORGANISATIE VAN EUROPA.

a) Europese gemeenschap voor Kolen- en Staal.

In 1952 heeft Europa het stadium der redevoevingen verlaten om over te gaan naar dit der feiten.

Het Verdrag waarbij het eerste supranationaal gezag werd ingesteld door de oprichting van de Europese gemeenschap voor Kolen en Staal (E. G. K. S.) is op 25 Juli laatstleden in werking getreden.

De Leden van de Hoge Autoriteit werden onmiddellijk benoemd; de heer Coppé, lid van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, Minister van Wederopbouw, werd door de Belgische Regering aangewezen, en de negende zetel werd bij coöptatie toegekend aan onze landgenoot, de heer Finet, Algemeen Secretaris van het A. B. V. V.

De Hoge Autoriteit is in werking getreden op 10 Augustus 1952. Daar geen akkoord werd bereikt, noch wat de vaste zetel, noch wat de voorlopige zetel dezer Instelling betreft: werd Luxemburg gekozen tot voorlopige zetel.

De Gemeenschappelijke Vergadering der Gemeenschap hield haar eerste vergadering op 10 September, te Straatsburg. Het Hof van Justitie werd samengesteld op 10 De-

Comité Consultatif ont été nommés par le Conseil Spécial des Ministres dans sa session des 1^{er} et 2 décembre.

Dès son installation, M. Monnet, Président de la Haute Autorité a cherché à établir des relations entre la Communauté et le monde extérieur.

Les entretiens que M. Monnet eut avec les autorités britanniques compétentes aboutirent rapidement. Dès le 22 août, le Gouvernement britannique décidait d'envoyer à Luxembourg une délégation qui aurait pour mission d'établir les bases d'une association intime et durable entre la Communauté et le Royaume-Uni et de traiter les problèmes d'intérêt commun au fur et à mesure qu'ils se présenteront et que la Communauté se développera.

Le 27 août à Paris, M. W. Draper, représentant spécial des Etats-Unis en Europe, annonçait que les Etats-Unis prenaient des mesures immédiates pour établir une représentation auprès de la Haute Autorité. Cette décision faisait suite à la déclaration de M. Dean Acheson, qui, le jour de l'entrée en fonction de la Communauté, exprimait l'intention des Etats-Unis de traiter dorénavant avec la Haute Autorité de toutes les questions concernant le charbon et l'acier, conformément au traité.

Le 10 décembre 1952, le Gouvernement suédois a également envoyé une délégation permanente à Luxembourg.

Les Parties Contractantes à l'Accord Général sur les Tarifs Douaniers et le Commerce (G.A.T.T.) ont accordé le 10 novembre 1952 les dispenses nécessaires à la création du marché commun entre les six pays membres de la Communauté pour les produits du charbon et de l'acier. Par ailleurs, les Etats-membres ont notifié le 24 décembre 1952 à l'O. E. C. E., conformément au § 21 de la Convention relative aux dispositions transitoires, que les Etats membres de la Communauté reconnaissent qu'ils constituent un régime douanier particulier au sens de l'article 8 du Code de libération des échanges.

Touchant plus particulièrement les rapports entre l'O. E. C. E. et la Haute Autorité, il a été admis que durant la période préparatoire, c'est-à-dire jusqu'à l'établissement du marché commun, la Haute Autorité pourra envoyer à l'O. E. C. E. un observateur n'ayant toutefois pas le droit de vote, celui-ci restant réservé aux délégués nationaux des six pays. Rien n'a été décidé en ce qui concerne le statut du délégué de la Haute Autorité à l'O. E. C. E. après l'instauration du marché commun.

La Haute Autorité après avoir procédé à l'organisation de ses services, a entrepris les vastes études et consultations qui lui permettront de prendre les mesures nécessaires à l'établissement des marchés communs du charbon et de l'acier qui doivent, d'après le traité, entrer en vigueur respectivement en février et avril 1953.

Grâce à une activité remarquable, il semble que la Haute Autorité sera en mesure de respecter les délais très brefs qui lui ont été fixés par le traité.

La Haute Autorité a fixé le montant du prélèvement établi à son profit sur la production du charbon et de l'acier. Le traité l'autorisait à atteindre le taux de 1 % de la valeur de ces produits. Elle a établi une échelle progressive atteignant au mois de juillet prochain 0,9 %. Ce taux élevé qui approche le maximum prévu, a soulevé de vives critiques.

Le fonctionnement du marché commun, s'il permet réellement la libre circulation des produits prévus et la suppression des mesures discriminatoires établies dans certains

cember en de leden van het Raadgevend Comité werden benoemd door de Bijzondere Raad van reviseurs, in zijn zitting van 1 en 2 December.

Eens aangesteld, heeft de heer Monnet, Voorzitter van de Hoge Autoriteit, gepoogd tussen de Gemeenschap en de buitenwereld betrekkingen tot stand te brengen.

De besprekingen welke de heer Monnet voerde met de bevoegde Britse overheden, hadden een gunstig gevolg. Reeds op 22 Augustus besloot de Britse Regering een afvaardiging naar Luxemburg te zenden die tot opdracht zou hebben de grondslagen te leggen voor een innige en duurzame samenwerking tussen de Gemeenschap en het Verenigd Koninkrijk, en de vraagstukken van gemeenschappelijk belang te behandelen naargelang deze zich mochten voordoen en de Gemeenschap zich zal ontwikkelen.

Op 27 Augustus kondigde de heer W. Draper, bijzonder vertegenwoordiger van de Verenigde Staten in Europa, te Parijs, aan dat de Verenigde Staten onmiddellijke maatregelen troffen om een vertegenwoordiging bij de Hoge Autoriteit in te stellen. Deze beslissing was het gevolg van de verklaring van de heer Dean Acheson, die, op de dag van de inwerkingtreding van de Gemeenschap, het voornemen van de Verenigde Staten te kennen gaf, voortaan met de Hoge Autoriteit, in overeenstemming met het verdrag, te onderhandelen over alle aangelegenheden betreffende steenkool en staal.

Op 10 December 1952 had de Regering van Zweden eveneens een vaste afvaardiging naar Luxemburg gezonden.

De Hoge Verdragsluitende Partijen bij de Algemene Overeenkomst betreffende de Tol- en Handelstarieven (G. A. T. T.), hadden op 10 November 1952 de nodige vrijstellingen verleend voor het oprichten van de gemeenschappelijke markt onder de zes landen, leden der Gemeenschap voor de steenkool- en staalproducten. Daarenboven hebben de Staten-leden, op 24 December 1952, aan de E. O. E. S., overeenkomstig § 21 van de Overeenkomst betreffende de overgangsmaatregelen, bekendgemaakt dat de Staten-leden van de Gemeenschap erkennen dat zij een bijzonder tolregime vormen in de zin van artikel 8 van het Wetboek tot vrijmaking van het ruilverkeer.

Meer speciaal in verband met de betrekkingen tussen de E. O. E. S. en de Hoge Autoriteit werd aangenomen, dat de Hoge Autoriteit gedurende de overgangperiode, d.w.z. tot de instelling van de gemeenschappelijke markt, een waarnemer naar de E. O. E. S. mag zenden, die evenwel geen stemrecht heeft, daar dit recht uitsluitend aan de nationale afgevaardigden van de zes landen voorbehouden blijft. Niets werd beslist met betrekking tot het statuut van de afgevaardigde der Hoge Autoriteit bij de E.O.E.S., na de instelling van de gemeenschappelijke markt.

Nadat zij haar diensten had ingericht, heeft de Hoge Autoriteit de uitgebreide onderzoeken en raadplegingen aangevat, waardoor zij in staat zal gesteld worden de vereiste maatregelen te nemen met het oog op de instelling van de gemeenschappelijke markten voor kolen en staal, die krachtens het verdrag respectievelijk in Februari en in April 1953 in werking moeten treden.

Dank zij een merkwaardige activiteit, schijnt de Hoge Autoriteit in staat te zullen zijn, de zeer korte termijnen te eerbiedigen, die haar door het verdrag werden gesteld.

De Hoge Autoriteit heeft het bedrag vastgesteld van de heffing, die te haren behoeve op de steenkolen- en staalproducten wordt toegepast. Volgens het verdrag mocht zij gaan tot 1 % van de waarde dezer producten. Zij heeft een geleidelijk stijgende schaal opgemaakt, die voor de maand Juli e.k. 0,9 % bereikt. Dit hoog percentage, dat het vastgestelde maximum benadert, heeft scherpe kritiek uitgelokt.

Zo de gemeenschappelijke markt werkelijk het vrije verkeer van de bedoelde producten mogelijk maakt, evenals de afschaffing van de discriminatoire maatregelen die in

Etats, doit normalement provoquer un mouvement vers l'égalisation des prix et des salaires dans la Communauté.

b) Communauté Européenne de Défense et Communauté Politique Européenne.

S'inspirant de la résolution prise le 30 mai 1952 par l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe, les six Ministres des Affaires Etrangères des Pays participant à la C. E. C. A. réunie à Luxembourg, ont invité, le 10 septembre 1952, les membres de l'Assemblée de la C. E. C. A. à se transformer en Assemblée ad hoc et à élaborer, en cette qualité, un projet de traité instituant une Communauté Politique Européenne.

Il importe de préciser nettement que la mission de l'Assemblée ad hoc ne comporte pas le vote d'une Constitution Européenne, mais simplement l'étude d'un projet de Constitution répondant aux caractéristiques définies à l'article 38 du traité de la Communauté Européenne de Défense.

Ce projet sera transmis aux Gouvernements des six Etats membres de la C. E. C. A., il leur appartiendra de convoquer une conférence diplomatique qui, s'inspirant du travail de l'Assemblée ad hoc rédigera un projet de traité établissant une Communauté Politique.

Les membres de l'Assemblée de la C. E. C. A. ont accepté la tâche qui leur était confiée par le Conseil des Ministres et ont coopté des membres supplémentaires, afin que soit atteint un effectif égal à celui prévu pour chaque pays, à l'Assemblée de la C. E. D.

L'Assemblée ad hoc ainsi constituée, a formé dans son sein, une Commission Constitutionnelle chargée de préparer le travail de l'Assemblée.

Agissant avec une incontestable prudence, les membres de la Commission Constitutionnelle ont estimé que l'œuvre urgente était de créer un cadre politique à compétence réduite et expressément limitée, mais un cadre politique capable de recevoir progressivement toutes les compétences que les Etats-membres seraient amenés dans l'avenir à lui attribuer.

Cette conception évolutive de l'Autorité Européenne paraît extrêmement sage; les réactions de l'opinion publique permettront, souhaitons-le, d'élargir progressivement la compétence de la Communauté. Sa compétence serait limitée au domaine déjà couvert par le traité de la C. E. C. A. et le traité de la C. E. D. et à la coordination de la politique extérieure des Etats-membres dans ces matières. Un protocole annexe prévoit de larges compétences de coordination des économies des Etats-membres.

On peut redouter un enchevêtrement particulièrement lourd des structures. Déjà, lors de la discussion du traité de la C. E. C. A., nombreux furent ceux qui s'inquiétèrent de la complexité des institutions mises sur pied et lorsque le traité de la C. E. D. viendra en discussion, les mêmes remarques seront probablement faites. Le projet de la Commission constitutionnelle ne cherche pas à simplifier les institutions, il se borne à fournir la possibilité de rationaliser progressivement ces organismes nouveaux pour en faire les premières administrations de la Communauté.

Quant aux institutions mêmes qui sont prévues, le problème de l'organisation du pouvoir exécutif reste à pré-

sommiger. Les Etats, dan moet haar werking normaal leiden tot de gelijkschakeling van de prijzen en lonen in de Gemeenschap.

b) Europese Defensiegemeenschap en Europese Politieke Gemeenschap.

De resolutie, die op 30 Mei 1952 door de Raadgevende Vergadering van de Raad van Europa aangenomen werd, tot richtsnoer nemend, hebben de zes Ministers van Buitenlandse Zaken van de Staten, die deel uitmaken van de te Luxemburg vergaderde E. G. K. S., op 10 September 1952 de leden van de Vergadering der E. G. K. S., verzocht als Vergadering ad hoc bijeen te komen, en als dusdanig een ontwerp van verdrag tot instelling van een Europese Politieke Gemeenschap.

Het is van belang duidelijk te verklaren dat de Vergadering ad hoc niet opdracht heeft een Europese Grondwet goed te keuren, maar eenvoudig een ontwerp van Grondwet te bestuderen dat beantwoordt aan de kenmerken bepaald in artikel 38 van het verdrag betreffende de Europese Defensiegemeenschap.

Dit ontwerp zal overgemaakt worden aan de Regeringen van de zes Staten-leden van de E. G. K. S.; deze kunnen eventueel een diplomatieke conferentie bijeenroepen die het werk van de Vergadering ad hoc als voorbeeld nemend, een ontwerp van verdrag tot instelling van een Politieke Gemeenschap zal opmaken.

De leden van de Vergadering der E. G. K. S. hebben de taak aanvaard, die hun door de Raad van Ministers werd toevertrouwd, en hebben bijkomende leden gecoöpteerd, om tot dezelfde getalsterkte te komen, als in de Vergadering van de E. D. G. aan elk land wordt toegekend.

De Vergadering ad hoc, aldus samengesteld, heeft in haar midden een Constitutionele Commissie ingesteld, belast met het werk van de Vergadering.

De leden van de Constitutionele Commissie hebben onbetwistbaar voorzichtig gehandeld, toen zij oordeelden dat het dringendste werk er in bestond een politiek kader in het leven te roepen met uitdrukkelijke beperkte bevoegdheid, een politiek kader dan dat in staat zou zijn geleidelijk alle bevoegdheden op te nemen, die de Staten-leden er in de toekomst zouden aan toekennen.

Deze opvatting van een progressieve ontwikkeling van de Europese Autoriteit lijkt bijzonder verstandig; de reacties van de publieke opinie zullen, hopen wij, de mogelijkheid scheppen de bevoegdheid van de Gemeenschap geleidelijk uit te breiden. Haar bevoegdheid zou beperkt blijven tot het domein, dat reeds door het verdrag van de E. G. K. S. en door het verdrag van de E. D. G. bestreken wordt, en tot de coördinatie van de buitenlandse politiek der Staten-leden op deze gebieden. In een bijgevoegd protocol worden ruime bevoegdheden in zake coördinatie van de economie der Staten-leden vastgesteld.

Er valt te vrezen voor een te grote ineenstrengeling van de structuurvormen. Toen het verdrag tot instelling van de E. G. K. S. G. besproken werd, maakten velen zich ongerust over de ingewikkelde vormen van de tot stand gebrachte instellingen, en wanneer het verdrag van de E. D. G. ten berde zal worden gebracht, zullen waarschijnlijk dezelfde opmerkingen worden gemaakt. Het ontwerp van de constitutionele Commissie is er niet op gericht de instellingen te vereenvoudigen, het beperkt er zich toe een mogelijkheid te verschaffen om bedoelde nieuwe instellingen geleidelijk te rationaliseren om er de eerste bestuursorganen van de Gemeenschap van te maken.

In verband met de ontworpen instellingen zelf, moet de kwestie betreffende de inrichting der uitvoerende macht

ciser. Sa mission apparaît d'ailleurs mal, tant que les exécutifs propres de la C. E. C. A. et de la C. E. D. subsisteront.

L'organe législatif bi-caméral prévu soulève immédiatement une réaction. La Chambre des Peuples représente par suffrage direct, les populations; le Sénat représente les Etats, mais le projet ne donne pas à chaque Etat, un nombre égal de sièges. Il semble cependant que le principe de l'égalité des Etats doit être à la base d'une organisation de la Communauté.

Quelles que soient les aspirations à l'union, qui parcourent l'Europe, l'élément le plus réel et le plus vivant restera pendant longtemps encore les Etats traditionnels; le moment n'est pas venu de les méconnaître et de refuser à chacun d'eux une place égale autour de la table de discussion.

C'est ce que M. van Zeeland, Ministre des Affaires Etrangères, exprimait dans le discours qu'il a prononcé à Strasbourg, le 10 décembre 1951 : « La Confédération » devra avoir à sa tête un véritable parlement et un véritable exécutif, réalisant ainsi une véritable autorité, tenant son mandat des Nations Confédérées. Mais, à notre sens, un tel parlement confédéral devra de toute évidence comporter deux chambres égales en droit et en puissance.

» Dans la première, les délégués seront élus aux suffrage direct suivant une procédure identique pour tous les pays confédérés; par contre, la seconde sera l'émulation des Etats représentés sur une base de complète égalité.

» C'est de cette manière qu'on trouvera, je crois, le point de rencontre entre les exigences de la vie inter-européenne et le respect nécessaire des souverainetés nationales. »

L'Assemblée *ad hoc*, dans la session qu'elle vient de tenir à Strasbourg, a discuté les conclusions de sa Commission constitutionnelle.

Les débats ont été marqués par une tendance plus fédérale que confédérale aussi bien vis-à-vis de la compétence que vis-à-vis des institutions de la Communauté. C'est ainsi que sur des points très importants, les garanties offertes aux petits pays par le projet de la Commission, ont été réduites, tout en leur refusant une représentation égale au sein du Sénat ou Chambre des Etats.

Certaines délibérations prises rapidement, entre autres, au sujet de l'Union Française et de l'Allemagne Orientale, ont rendu très imprécises les limites géographiques de la Communauté Politique, celles-ci ne paraissent plus correspondre aux frontières de la C. E. C. A. et de la C. E. D.

Si les travaux de l'assemblée *ad hoc* ne sont pas encore soumis à l'approbation des Etats, le traité de la C. E. D. est, lui, signé depuis plusieurs mois.

Certains Commissaires ont insisté pour que le Parlement en soit saisi et pour que le débat sur son approbation puisse commencer sans retard.

Toutefois, il leur a été objecté que le traité sur la C. E. D. ayant pour principal objectif le rapprochement franco-allemand, n'a de sens et de valeur que dans la mesure où il lie définitivement et avec leur plein accord les deux antagonistes traditionnels.

Quelle que soit la position de notre pays vis-à-vis du traité, il ne réussira que si l'opinion publique en France et en Allemagne lui est favorable.

nog nader worden bepaald. Men kan zich trouwens moeilijk haar opdracht voorstellen zolang de eigen uitvoeringsorganen van de E. K. G. S. en van de E. D. G. blijven voortbestaan.

Het wetgevend orgaan met twee Kamers heeft onmiddellijk reactie uitgelokt. De Kamer der Volken vertegenwoordigt door rechtstreekse stemmingen volken; de Senaat vertegenwoordigt de Staten, doch het ontwerp kent niet een gelijk aantal zetels aan elke Staat toe. Het lijkt nochtans, dat het beginsel van de gelijkheid van de Staten ten grondslag moet liggen aan de inrichting van de Gemeenschap.

Welke de uienbetrachtingen wezen die in Europa de ronde doen, zullen het werkelijkst en levendigst bestanddeel nog lang de traditionele Staten zijn; het ogenblik is niet gekomen om ze te miskennen en aan ieder er van het recht te ontkennen een gelijkwaardige plaats in te nemen rond de conferentietafel.

Deze mening werd trouwens door de heer van Zeeland, Minister van Buitenlandse Zaken, geuit in de redevoering die hij op 10 December 1951 te Straatsburg uitsprak : « Aan het hoofd van de Confederatie moeten een echt parlement en een echte uitvoerende macht staan, die aldus een echt gezag zullen uitmaken, dat zijn opdracht houdt van de geconfedereerde Naties. Maar naar onze mening moet zulk confederaal parlement klaarblijkelijk uit twee kamers bestaan, met gelijke rechten en gelijke macht.

» In de eerste kamer worden de afgevaardigden bij rechtstreekse stemming gekozen, volgens een procedure die dezelfde is voor al de geconfedereerde landen; daarentegen spreekt de tweede kamer uit de Staten voort, die op grondslag van volkstrekke gelijkheid zijn vertegenwoordigd.

» Op zulke wijze zal men, mijns inziens, het punt van overeenstemming vinden tussen de vereisten van het inter-europese leven en van de noodzakelijke eerbiediging van de nationale soevereiniteiten.

Tijdens de zitting die de Vergadering *ad hoc* zo pas te Straatsburg heeft gehouden, besprak zij de besluiten van haar Constitutionele Commissie.

De strekking van de besprekingen wezen eerder op een federale dan op een confederale vorm, zowel op het stuk van de bevoegdheid als van de instellingen van de Gemeenschap. Zo werden op zeer belangrijke punten de waarborgen beperkt, die volgens het ontwerp van de Commissie aan de kleine landen waren gegeven, terwijl hun een gelijke vertegenwoordiging werd ontzegd in de Senaat of Kamer der Staten.

Sommige beslissingen, die snel werden genomen, onder meer in verband met de « Union Française » en Oost-Duitsland hadden ten gevolge, dat de aardrijkskundige grenzen van de Politieke Gemeenschap zeer onduidelijk zijn geworden, want ze stemmen blijkbaar niet langer overeen met de grenzen van de E. K. S. N. noch van de E. D. G.

Zo de werkzaamheden van de vergadering *ad hoc* nog niet ter goedkeuring werden voorgelegd aan de Staten is, daarentegen, het bedrag van de E. D. G. reeds sedert maanden ondertekend.

Sommige leden van de Commissie drongen er op aan dat dit voorgelegd zou worden aan het Parlement en dat de bespreking over de goedkeuring er van onverwijld een aanvang zou nemen.

Zij stuiten nochtans op de opwerping, dat het verdrag op de E. D. G. de Frans-Duitse toenadering tot hoofddoel had; het heeft slechts betekenis en waarde in zover de twee traditionele tegenstanders voorgoed en met hun volle wederzijdse toestemming worden gebonden.

Welke de positie van ons land ook zij tegenover het verdrag, zal dit alleen succes hebben wanneer de openbare mening in Frankrijk en in Duitsland er tegenover gunstig gestemd is.

Les récentes réactions des Parlements dans ces deux pays, ainsi que l'état de négociations sur le statut de la Sarre, font craindre qu'il ne se passe un certain temps avant que le traité, peut-être amendé et complété, soit ratifié par les différentes parties intéressées.

Ce traité apparaît cependant, en ce moment, comme la seule solution permettant d'assurer la cohésion de la Défense Européenne et, l'opinion publique américaine semble attacher une importance extrême à sa mise en vigueur rapide.

Le projet de loi approuvant le traité sera soumis prochainement aux Commissions compétentes, afin que celles-ci puissent entreprendre l'examen détaillé de ses nombreuses dispositions.

Les réactions hostiles à l'union des six pays européens qui se font jour dans certaines parties de leurs opinions, ne peuvent passer inaperçues. Sans doute viennent-elles en grande partie du caractère limité de l'Europe en train de se constituer. A la place de la Grande Europe que laissait prévoir le congrès du Mouvement Européen de La Haye et la création du Conseil de l'Europe, apparaît une Petite Europe qui ne correspond guère à une tradition historique ni à une tradition sentimentale, certains des pays membres ayant été souvent adversaires au cours du dernier siècle.

La Petite Europe, si elle est un but en elle-même, suscite de légitimes inquiétudes; si elle est une étape vers une intégration plus vaste, vers la Grande Europe, on peut se demander — et la Conférence du Commonwealth n'a pas donné de particulières assurances à ce sujet — si la Grande-Bretagne a vraiment envie d'associer étroitement son destin à celui de l'Europe Continentale.

En tout cas, on ne peut ignorer que dans la mesure où la Grande-Bretagne accepte de participer à l'organisation de l'Europe, elle ne l'accepte que par les méthodes qui lui conviennent et en refusant de se soumettre à toute organisation supranationale rigide. Autrement dit, pour autant que l'Europe à six avec sa structure juridique poussée, sa forme constitutionnelle, ses attributions de souveraineté se constitue, la Grande Europe risque de s'estomper, car chacune des formes par laquelle se matérialise la Petite Europe heurte la conception britannique.

Au fur et à mesure que la séparation d'avec la Grande-Bretagne se fait sentir, les réactions sont plus vives dans l'opinion publique continentale. Le problème des liaisons entre la Communauté des « Six » et la Communauté des « Quinze » apparaît dès lors comme essentiel: « Le jour » où se constituerait sur le continent, un bloc politico-militaire à peu près complètement autonome et à l'intérieur duquel les forces allemandes reconstituées peseraient certainement d'un grand poids, qui pourrait affirmer que la politique étrangère de ce bloc serait toujours » également orientée tout entière vers le maintien de la » paix ?

» Nous ne pouvons perdre de vue que dans les mois » et les années qui viennent, la réunification de l'Allemagne, le recouvrement des territoires allemands de l'Est, » sera le grand problème européen. Si l'Europe Continentale est unie à la Grande-Bretagne par de solides organismes, nous pouvons espérer que ce problème se résoudra pacifiquement. Si, au contraire, elle devait former » un complexe à part, une sorte de camp retranché au sein » de l'Alliance Atlantique, il ne serait nullement certain que » ceux qui tâcheront tôt ou tard de prendre le commandement des Six, ne seront pas tentés en même temps d'entraîner l'Europe dans l'aventure ».

De jongste reacties van de Parlementen in beide landen alsmede de stand van de onderhandelingen over het statuut van het Saargebied wettigen de vrees dat enige tijd zal verlopen eer, wellicht geamendeerd en aangevuld, het verdrag bekrachtigd wordt door de verschillende betrokken partijen.

Dat verdrag schijnt nochtans op dit ogenblik de enige oplossing te zijn om de cohesie van de Europese Defensie te verzekeren, en de Amerikaanse publieke opinie schijnt er uiterst veel belang aan te hechten dat het spoedig in werking wordt gesteld.

Het wetsontwerp tot goedkeuring van het verdrag zal eerlang aan de bevoegde Commissies worden voorgelegd, opdat deze het grondig onderzoek van de talrijke bepalingen er van zouden kunnen aanvatten.

De vijandige reacties tegen de unie van de zes Europese landen, welke in zekere gedeelten van hun opinies aan de dag treden, kunnen niet onopgemerkt voorbijgaan. Zij zijn ongetwijfeld te wijten aan het beperkt karakter van het Europa dat thans in wording is. In plaats van het Groot Europa dat op het congres van de Europese Beweging te 'S-Gravenhage in het vooruitzicht werd gesteld, verschijnt een Klein Europa, dat overeenstemt noch met een historische, noch met een sentimentele traditie, omdat sommige landen-leden in de loop van de vorige eeuw dikwijls tegenstanders zijn geweest.

Het Klein Europa, indien het een doel op zichzelf is, geeft aanleiding tot gewettigde bezorgdheid; indien het slechts een stap is op de weg naar een ruimere integratie, naar het Groot Europa, dan mag men zich afvragen — en de Conferentie van het Commonwealth heeft in dit verband geen bepaalde geruststellingen verstrekt — of Groot-Brittannië werkelijk lust heeft om zijn lot nauw met dat van continentaal Europa te verbinden.

Men mag in ieder geval niet uit het oog verliezen, dat Groot-Brittannië, in zover het aanvaardt mede te werken aan de organisatie van Europa, dit slechts aanneemt met de methoden die het geschikt acht, en dat het weigert zich te onderwerpen aan iedere strakke supranationale organisatie. Met andere woorden, in zover het zes landen Europa, met zijn ver doorgedreven juridische structuur, zijn constitutionele vorm en zijn soevereiniteitsbevoegdheden tot stand komt, loopt het Grote Europa gevaar te vervangen, want iedere vorm welke het Klein Europa aanneemt, druist in tegen de Britse opvatting.

Naarmate de scheiding met Groot-Brittannië merkbaar wordt, worden de reacties bij de continentale publieke opinie scherper. In die omstandigheden blijkt het essentiële te liggen in het vraagstuk van de verbanden tussen de Gemeenschap der « Zes » en de Gemeenschap der « Vijftien »: « Wanneer op het Continent een haast volledig » zelfstandig politiek-militair bloc mocht tot stand komen, binnen hetwelk de opnieuw gevormde Duitse » strijdkrachten zeker een groot gewicht zouden uitmaken, » wie zou dan kunnen zeggen dat de buitenlandse politiek » van dit bloc steeds gericht zal zijn naar het behoud van » de vrede ?

» Wij mogen niet uit het oog verliezen, dat de eenmaking » van Duitsland, de terugwinning van de oostelijke gebieden van Duitsland, in de komende maanden en jaren » het grote Europese vraagstuk zullen uitmaken. Indien » continentaal Europa met Groot-Brittannië verbonden is » door stevige organismen, dan mogen wij hopen dat dit » vraagstuk op vredelievende wijze zal opgelost worden. » Indien Groot-Brittannië, daarentegen, een afzonderlijk » complex, een soort stelling in de Atlantische Alliantie » zou vormen, dan is het geenszins uitgesloten dat zij die » vroeg of laat de leiding van de zes landen zullen trachten in handen te krijgen, geneigd zullen zijn tevens » Europa mee te sleuren in een avontuur. »

Ces phrases de notre Collègue M. Victor Larock, dans son intervention à la séance du 29 septembre 1952 de l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe, gardent toute leur valeur.

Pour la plupart, toute organisation de l'Europe qui rendrait plus fragile l'union réalisée à Strasbourg, apparaît comme regrettable.

Sans doute la position prise par la Grande-Bretagne et avec elle par les Pays Scandinaves, de même que la position encore plus catégorique de la Suisse, ne facilite pas l'intégration européenne.

Cependant les réactions de ces pays sont des faits dont les autres Nations doivent tenir compte et, tout en cherchant à organiser dans la mesure du possible les institutions entre celles qui veulent une union plus profonde, nous devons veiller à fortifier les liens avec celles qui ne souhaitent qu'une collaboration moins juridiquement définie.

Les procédures d'associations et de liaisons entre les « Six » et les « Quinze » Etats, mises en avant par le projet de Communauté Politique et le Plan Eden prévoyant les relations à établir entre les Communautés nouvelles et le Conseil de l'Europe, lieu de rencontre de l'Europe occidentale, semblent les seules propositions pratiques cherchant à concilier toutes les tendances. Il appartient à ceux qui seront responsables de l'élaboration de la Petite Europe, d'éviter tout ce qui pourrait, légitimement ou non, donner l'impression qu'elle veut constituer un bloc fermé.

Cependant le Plan Eden ne réussira que si le Conseil de l'Europe reste un lieu de rencontres actives et efficaces.

Les responsabilités du Comité des Ministres sont lourdes en ce domaine. C'est à lui en effet qu'il appartient d'orienter les travaux de l'Assemblée et de traduire dans les faits, les recommandations qui lui sont adressées.

D'autre part, la tendance qui a prévalu à l'Assemblée *ad hoc*, d'attribuer à la Communauté Politique, des pouvoirs économiques, n'apparaît pas comme sans danger. Créer un marché commun entre les six Etats par la suppression des restrictions quantitatives et du contrôle des changes et par l'abaissement des tarifs douaniers, peut aboutir à créer un bloc continental directement opposé au bloc sterling et au bloc dollar si le même effort de libéralisation des échanges n'est pas poursuivi en même temps par les six Etats vis-à-vis des Etats non membres de la Communauté

Le risque de voir se constituer une économie continentale n'est pas négligeable. La proposition de M. van Zeeland, Ministre des Affaires Etrangères, de réunir une conférence économique groupant les Pays-membres de l'O.E.C.E., les Etats-Unis et le Canada, de même que les conclusions de la Conférence du Commonwealth sont des signes précieux d'une volonté de traiter les problèmes économiques non par un circuit fermé, mais dans le cadre de la Communauté Atlantique.

Le Nato serait alors non seulement une organisation de défense, mais l'organisme cherchant à créer une véritable communauté de vie de tous les peuples atlantiques.

CHAPITRE III.

LE NATO.

La dernière conférence de Nato à Paris a laissé l'opinion publique un peu désorientée. Alors que récemment encore le péril de guerre lui était présenté comme imminent, et

Die woorden van onze collega, de heer Victor Larock, uitgesproken tijdens zijn tussenkomst op de vergadering van 29 September 1952 van de Raadgevende Vergadering van de Raad van Europa, zijn nog steeds van actuele betekenis.

De meesten achten iedere organisatie van Europa, waardoor de unie die verwezenlijkt werd te Straatsburg in het gedrang zou komen, betreurenswaardig.

Weliswaar wordt de Europese integratie niet vergemakkelijkt door de houding van Groot-Brittannië en van de Skandinavische landen, en door de nog meer besliste positie van Zwitserland.

Nochtans zijn de reacties van die landen feiten waarmee de andere Naties rekening moeten houden. Wij moeten trachten de instellingen tussen die Naties die een nauwere unie willen zoveel mogelijk organiseren, doch er tevens voor zorgen de banden te verstevigen met die welke slechts een juridisch minder bepaalde samenwerking wensen.

De procedures van verenigingen en verbindingen tussen de Zes Landen en de Vijftien Landen, die werden voorgesteld door het ontwerp van Politieke Gemeenschap en het Eden-Plan waarbij de betrekkingen werden vastgesteld die tot stand moeten gebracht worden tussen de Nieuwe Gemeenschappen en de Raad van Europa, trespunt van West-Europa, schijnen de enige praktische voorstellen te zijn om alle strekkingen te verzoenen. Het is de plicht van hen die verantwoordelijk zullen zijn voor de oprichting van Klein Europa, alles te vermijden wat terecht of niet de indruk zou kunnen wekken dat het een gesloten bloc wil tot stand brengen.

Nochtans zal het Eden-Plan alleen slagen indien de Raad van Europa een plaats van actieve en doeltreffende samenkomsten blijft.

In dit verband draagt het Comité der ministers een zware verantwoordelijkheid. Dit Comité moet toch leiding geven aan de werkzaamheden van de Vergadering en de aanbevelingen die het ontvangt in feiten omzetten.

Anderzijds schijnt de strekking die in de Vergadering *ad hoc* overheerste om aan de Politieke Gemeenschap economische machten toe te kennen, niet zonder gevaar te zijn. Een gemeenschappelijke markt tussen de Zes Staten inrichten door de afschaffing van de quantitatieve beperkingen en van de controle op de wissel en door de verlaging van de douanetarieven kan uiteindelijk uitlopen op de oprichting van een continentaal bloc, in scherpe tegenstelling met het Sterling-blok en met het Dollar-blok, indien dezelfde inspanning tot vrijmaking van het ruilverkeer niet terzelfder tijd werd voortgezet door de Zes Staten ten overstaan van de Staten niet-leden van de Gemeenschap.

Het gevaar dat een continentale economie zou ontstaan mag niet over het hoofd worden gezien. Het voorstel van de heer van Zeeland, Minister van Buitenlandse Zaken, om een economische conferentie bijeen te roepen van de landen leden der E.O.E.S., de Verenigde Staten en Canada, alsmede de conclusies van de Conferentie van het Commonwealth zijn belangrijke voortekenen van een wil om de economische problemen te behandelen, niet door een gesloten kringloop, maar in het kader van de Atlantische Gemeenschap.

De NATO zou dan niet alleen een defensieorganisatie zijn, het organisme dat er toe strekt een werkelijke levensgemeenschap van al de Atlantische volken tot stand te brengen.

HOOFDSTUK III.

NATO.

De jongste NATO-conferentie te Parijs heeft wat verwarring gesticht bij de publieke opinie. Terwijl het oorlogsgevaar haar onlangs nog als dreigend werd voorge-

que l'accent était mis sur la nécessité d'un effort soutenu d'armement; il semble que les programmes aient été considérablement allégés.

C'est à la conférence de Bruxelles, en décembre 1950, que l'armement d'unités allemandes a été jugé indispensable. En janvier 1953, l'état des discussions autour de la ratification du traité de la C. E. D. permet difficilement de préciser le moment où les 12 divisions allemandes prévues seront effectivement constituées.

Le fait que la nouvelle administration américaine n'était pas encore entrée en fonction a fortement réagi sur les travaux de la conférence de Paris.

Chargé d'établir le bilan des efforts défensifs des quatorze pays membres, le Conseil des Ministres a constaté que les objectifs fixés à la Conférence de Lisbonne avaient été pratiquement atteints à la fin de 1952.

Après avoir été informé par les organismes militaires des plans stratégiques défensifs de Nato, le Conseil a conclu qu'il conviendrait de s'attacher davantage à l'amélioration de la qualité des forces de l'Alliance, plutôt qu'à l'accroissement numérique des effectifs, mais uniquement dans la mesure où les ressources ne seraient pas suffisantes pour remplir ces deux tâches.

Les Ministres se sont mis d'accord sur le financement d'une nouvelle tranche du programme d'infrastructure, concernant les aérodromes, les transmissions et les moyens d'approvisionnement en carburant-réacteur pour un montant de 80 millions de livres environ.

La Belgique participera à ces dépenses dans une proportion de 5 %, comme par le passé.

Le Conseil a, en outre, entériné l'accord anglo-américain sur le Commandement en Méditerranée et adopté des résolutions notamment sur l'Indochine et la Communauté Européenne de Défense. Aucune de ces résolutions n'entraîne d'engagement nouveau pour les pays atlantiques.

Le Conseil a accordé une particulière attention aux exposés des divers Ministres, tendant au développement de la collaboration économique, sociale et culturelle des quatorze pays.

M. le Ministre Van Zeeland a insisté sur le principe de la corrélativité des efforts accomplis par les membres de l'Alliance. Chaque pays doit faire un effort maximum en vue de tenir ses engagements. S'il constate qu'il en est incapable, il encourra une responsabilité particulière et devra réviser sa politique. Si ce pays est contraint de réviser ses engagements, en accord bien entendu avec les autres pays Nato, tout autre pays aura le droit de reconsidérer les engagements qu'il a lui-même pris. De ce principe découle la nécessité d'une procédure multilatérale; une telle procédure permettra seule d'obtenir des résultats concrets et positifs.

Enfin, M. Van Zeeland a rappelé les conditions mises par la Belgique à l'exécution complète du programme et souligné que la création d'un Fonds Atlantique Commun utilisant les ressources disponibles sur les marchés mondiaux pourrait permettre de faciliter une plus complète réalisation du programme belge et aider au développement des ressources de chaque pays dans les domaines économique et financier.

Il a été convenu que la prochaine session ministérielle du Conseil se tiendrait aussitôt que possible au printemps 1953 et que sa première tâche serait d'étudier le rapport final sur l'exercice annuel 1952.

steld, terwijl nadruk werd gelegd op de noodzaak van een volgehouden inspanning inzake bewapening, blijkt thans dat de programma's merkelijk werden verlicht.

Tijdens de conferentie te Brussel, in December 1950, werd de bewapening van Duitse eenheden voltrekt nodig geacht. In Januari 1953 kan uit de stand van de besprekingen over de bekrachtiging van het verdrag betreffende de Europese Defensiegemeenschap moeilijk worden afgeleid op welk ogenblik de in het vooruitzicht gestelde twaalf Duitse divisies werkelijk zullen samengesteld zijn.

Het feit dat de nieuwe Amerikaanse administratie nog niet in functie was getreden heeft een sterke weerslag gehad op de werkzaamheden van de Conferentie van Parijs.

De Raad der Ministers, belast met het opmaken van de balans der defensieinspanningen van de veertien landen, heeft vastgesteld dat de doeleinden bepaald op de Conferentie van Lissabon, einde 1952, practisch bereikt werden.

Nadat hij door de militaire organismen op de hoogte was gebracht van de strategische verdedigingsplannen van de NATO, besloot de Raad dat men zich veeleer diende toe te leggen op de verbetering van de hoedanigheid der strijdkrachten van de Alliantie, dan op de numerieke verhoging van de effectieven, doch alleen in zover de middelen niet toereikend mochten zijn om die twee opdrachten te vervullen.

De Ministers zijn het eens geworden over de financiering van een nieuwe schijf van het infrastructuurprogramma, betreffende de vliegvelden, de transmissies en de middelen tot bevoorrading in reactie-brandstof, voor een bedrag van ongeveer 80 miljoen pond.

België zal, zoals in het verleden, tot die uitgaven bijdragen naar verhouding van 5 t. h.

Daarenboven heeft de Raad de Brits-Amerikaanse overeenkomst in zake het Commando in de Middellandse Zee bekrachtigd, en zij heeft resoluties aangenomen, onder meer omtrent Indochina en de Europese Defensiegemeenschap. Geen van bedoelde resoluties houdt nieuwe verbintenissen in voor de Atlantische landen.

De Raad is bijzonder aandachtig geweest voor de uiteenzettingen van de verschillende Ministers met het oog op de ontwikkeling van de economische, maatschappelijke en culturele samenwerking der veertien landen.

De heer Minister van Zeeland legde de nadruk op het beginsel van de overeenstemming van de pogingen welke door de leden van de Bond worden aangewend. Elk land moet een uiterste inspanning doen om zijn verbintenissen na te komen. Zo het vaststelt dat het daartoe niet in staat is, loopt het een bijzondere verantwoordelijkheid op en moet het zijn politiek herzien. Zo dit land genoopt is zijn verbintenissen te herzien, vanzelfsprekend in gemeen overleg met de andere Nato-landen, dan heeft ieder ander land het recht de verbintenissen te herzien die het zelf heeft aangegaan. Uit dit beginsel vloeit de noodzakelijkheid van een multilaterale procedure voort; alleen dergelijke procedure maakt het mogelijk tastbare en positieve uitslagen te boeken.

Ten slotte herinnerde de heer van Zeeland aan de voorwaarden waarvan België de volledige uitvoering van het programma afhankelijk maakte, en hij legde er de nadruk op, dat de instelling van een Gemeen Atlantisch Fonds, dat al de op de wereldmarkten beschikbare middelen aanwendt, een vollediger verwezenlijking van het Belgische programma in de hand zou werken en bijdragen tot de ontwikkeling van de middelen van elk land op economisch en financieel gebied.

Er werd besloten, dat de eerstkomende ministeriële zitting van de Raad zo vroeg mogelijk zou worden gehouden in het voorjaar 1953 en dat zijn eerste opdracht er in zou bestaan, het eindverslag over het dienstjaar 1952 te onderzoeken.

CHAPITRE IV.

BENELUX.

Notre opinion publique s'émue profondément de certains aspects de Benelux et il ne faut pas se dissimuler que cette association traverse une crise grave.

A première vue cependant, on devrait se réjouir des résultats déjà atteints, la Belgique et les Pays-Bas ont vu leur marché s'élargir et leurs possibilités de production augmenter, le commerce entre les deux pays ayant pris des développements considérables.

HOOFDSTUK IV.

BENELUX.

Onze publieke opinie is diep onder de indruk van sommige aspecten van Benelux, en men mag zich niet ontveinzen dat bedoelde unie een erge crisis doormaakt.

Op het eerste gezicht, zou men zich moeten verheugen over de reeds behaalde uitslagen : België en Nederland hebben hun markt uitgebreid, hun productievermogen is gestegen, daar de handel tussen beide landen aanzienlijk is toegenomen.

EPOQUE JAAR	Importations belges en provenance des Pays-Bas (en millions de francs)			Exportations belges à destination des Pays-Bas (en millions de francs)		
	Belgische invoer uit Nederland (in miljoenen frank)			Belgische uitvoer naar Nederland (in miljoenen frank)		
	Chiffres annuels Jaarlijkse bedragen	Chiffres mensuels Maandelijkse bedragen	Moyenne mensuelle Maandelijks gemiddelde	Chiffres annuels Jaarlijkse bedragen	Chiffres mensuels Maandelijkse bedragen	Moyenne mensuelle Maandelijks gemiddelde
1949	7.587	—	632	11.727	—	977
1950	9.778	—	815	18.561	—	1.547
1951	13.901	—	1.158	23.778	—	1.982
1952	—	—	—	—	—	—
Dix mois — Tien maanden	13.452	—	1.345	15.545	—	1.554

Même ceux qui, aux Pays-Bas, s'inquiétaient des répercussions du protocole du 9 mai 1947, indispensable protection de l'agriculture belge, sur les exportations agricoles néerlandaises, doivent reconnaître que le marché belge ainsi organisé offre un débouché remarquable à leur production, les Pays-Bas s'étant substitués à nos autres fournisseurs dans les secteurs agricoles où ils sont exportateurs.

Viandes ovines et caprines (en tonnes de viandes) :

Total des importations.	Importations des Pays-Bas.
1950 : 1.551	1.401
1951 : 1.001	802

Œufs (en mille œufs) :

Total des importations.	Importations des Pays-Bas.
1950 : 6.104	6.097
1951 : 10.888	10.883

Lait (en millions de litres) :

Total des importations.	Importations des Pays-Bas.
1950 : 689	689
1951 : 550	550

Beurres (en tonnes) :

Total des importations.	Importations des Pays-Bas.
1950 : 20.708	20.708
1951 : 19.899	19.899

Zelfs diegenen die in Nederland bezorgd waren om de weerslag, op de Nederlandse landbouwuitvoer, van het protocol van 9 Mei 1947, dat een onmisbare bescherming van de Belgische landbouw uitmaakte, moeten toegeven, dat de aldus ingerichte Belgische markt een uitstekend afzetgebied levert voor hun productie, daar Nederland de plaats heeft ingenomen van andere leveranciers in de landbouwsectors waar het als uitvoerder optreedt.

Schapen- en geitenvlees (in tonnen vlees) :

Totale invoer.	Invoer uit Nederland.
1950 : 1.551	1.401
1951 : 1.001	802

Eieren (per duizend eieren) :

Totale invoer.	Invoer uit Nederland.
1950 : 6.104	6.097
1951 : 10.888	10.883

Melk (in miljoenen liter) :

Totale invoer.	Invoer uit Nederland.
1950 : 689	689
1951 : 550	550

Boter (in tonnen) :

Totale invoer.	Invoer uit Nederland.
1950 : 20.708	20.708
1951 : 19.899	19.899

Fromages (en tonnes) :

Total des importations.	Importations des Pays-Bas.
1950 : 30.511	25.613
1951 : 32.910	26.584

Cette extension des échanges entre les deux pays est conforme au but de Benelux et en elle-même doit être enregistrée avec entière satisfaction.

Toutefois, les années précédentes, le déficit permanent de la balance des comptes des Pays-Bas vis-à-vis de notre pays n'était pas sans nous préoccuper. Le financement de nos exportations vers les Pays-Bas devait être effectué par nous-mêmes, soit directement, soit dans le cadre de l'U. E. P.

La balance des paiements entre l'U. E. B. L. et les Pays-Bas évolue comme suit :

	Recettes	Dépenses	Balances
1950 :	21.484	11.099	+ 10.385
1951 :	25.187	16.006	+ 9.181

La situation s'est brusquement améliorée en 1952 et pour les huit premiers mois de l'année, le déficit néerlandais n'est que de 1.110.000 francs belges.

Les mois d'août, septembre et octobre se clôturent même en boni pour les Pays-Bas.

La dette néerlandaise vis-à-vis de la Belgique qui s'élevait au 30 janvier 1950 à 5.365.000 francs belges était réduite à 2.309.000 francs belges au 1^{er} novembre 1952.

Cette constatation devrait également nous réjouir, ceux qui s'inquiétaient de ce que la Belgique finance indirectement le rééquipement hollandais voient leurs craintes apaisées, ceux qui estiment que l'union économique ne peut être viable que si les échanges s'équilibrent, sinon année par année, tout au moins sur un cycle d'une certaine durée peuvent se féliciter du redressement de la balance néerlandaise.

Pourquoi dans ces conditions tant d'inquiétudes et de préoccupations ? La raison en est que le développement des importations en provenance des Pays-Bas provoque un trouble grave dans certains secteurs de l'économie belge. Plusieurs industries sont lourdement atteintes par une concurrence qu'elles ne peuvent supporter et des mesures urgentes doivent être prises en leur faveur. Ces mesures paraissent d'autant plus faciles à établir que le montant total des importations en provenance des Pays-Bas, dans ces produits ne se montait en 1951 qu'à 6,6 % du total de nos importations en provenance des Pays-Bas.

Papier blanc	0,7
Carton	0,6
Transformation du papier	0,1
Couvertures (laines)	0,4
Tissus et confection en indémaillable	0,4
Confection	2,0
Chaussures	0,9
Meubles	0,6
Emaillerie	0,6
Cigares	0,3
	6,6

La Conférence ministérielle de Knokke du 14 octobre 1952 a décidé la constitution de comités spéciaux par secteurs industriels belges particulièrement touchés par la concurrence néerlandaise, ces comités, présidés par des fonctionnaires, comprennent des délégués des employeurs

Kaas (in tonnen) :

Totale invoer.	Invoer uit Nederland.
1950 : 30.511	25.613
1951 : 32.910	26.584

Zulke uitbreiding van het ruilverkeer tussen beide landen stemt overeen met het doel van Benelux, en op zichzelf moet zij met volledige voldoening worden geboekt.

Tijdens de vorige jaren waren wij echter vrij bekommerd om het gedurig tekort van de rekeningbalans van Nederland tegenover ons land. De financiering van onze uitvoer naar Nederland zou moeten geschieden, hetzij rechtstreeks door ons zelf, hetzij in het raam van de E. B. U.

De betalingsbalans tussen de B. L. E. U. en Nederland verliep als volgt :

	Ontvangsten	Uitgaven	Balansen
1950 :	21.484	11.099	+ 10.385
1951 :	25.187	16.006	+ 9.181

De toestand werd plots gezonder in 1952, en voor de eerste acht maanden van het jaar bedraagt het Nederlandse tekort slechts 1.110.000 Belgische frank.

De maanden Augustus, September en October sluiten zelfs met een batig saldo voor Nederland.

De Nederlandse schuld tegenover België, die 5.365.000 Belgische frank beliep op 30 Januari 1950, was op 1 November gedaald tot 2.309.000 Belgische frank.

Deze vaststelling zou ons eveneens moeten verheugen. Degenen die er om bezorgd waren dat België de Nederlandse heruitrusting onrechtstreeks zou financieren, zijn niet langer bevreesd, degenen die menen, dat de economische unie slechts leefbaar is wanneer het ruilverkeer in evenwicht is, zoniet van jaar tot jaar, dan toch na een cyclus van enige duur, mogen zich om het herstel van de Nederlandse balans gelukkig achten.

Waarom dan, onder zulke voorwaarden, zoveel ongerustheid, zoveel bekommernissen ? Als reden geldt het feit, dat de uitbreiding van de invoer herkomstig uit Nederland een zware stoornis verwekt in sommige sectoren van het Belgisch bedrijfsleven. Verscheidene nijverheden werden zwaar getroffen door een mededinging die zij niet kunnen bestrijden en dringende maatregelen dienen te hunnen gunste getroffen. Deze maatregelen lijken des te gemakkelijker te kunnen worden ingevoerd, daar het gezamenlijk bedrag van de invoer uit Nederland voor deze productie in 1951 slechts 6,6 t. h. van het totaal van onze invoer uit Nederland bedroeg :

Wit papier	0,7
Karton	0,6
Bewerkt papier	0,1
Dekens (wollen)	0,4
Maasvaste weefsels en confectie ...	0,4
Confectie	2,0
Schoeisels	0,9
Meubelen	0,6
Emailwerk	0,6
Sigaren	0,3
	6,6

De Ministeriële Conferentie, te Knokke gehouden op 14 October 1952, heeft tot de oprichting besloten van bijzondere comités voor elke Belgische industriële sector die meer in het bijzonder door de Nederlandse mededinging worden getroffen; deze comités, onder voorzitterschap

et des travailleurs des secteurs intéressés, ils s'efforcent de promouvoir des arrangements entre les producteurs.

On doit regretter que par suite des élections néerlandaises et de la crise ministérielle qui les a suivies, la conférence de Knokke ait été convoquée si tardivement. On doit constater avec plus de regret encore que les comités spéciaux travaillent lentement et qu'ils n'ont encore abouti à des solutions que dans un petit nombre de secteurs alors que de nombreuses industries sont gravement compromises.

Cette méthode pourrait cependant donner de bons résultats, mais elle n'apparaît que comme un palliatif puisqu'elle consiste à réserver à chaque groupe de producteurs son marché national, ce qui s'oppose évidemment au but poursuivi par Benelux.

Mais les réactions psychologiques suscitées par le sort des industries particulièrement touchées ont largement dépassé le secteur limité de notre vie économique qui était atteint.

L'opinion publique a été surprise par la rapidité extraordinaire du redressement néerlandais. Au mois de juillet 1951, le compte des Pays-Bas à l'U. E. P. était débiteur de 267,3 millions d'unités de comptes (dollars), en octobre 1952, il est créditeur de 293,8 millions d'unités de comptes. Le déficit de la balance des paiements vis-à-vis de la Belgique qui avait tellement frappé les esprits et qui avait atteint en 1950 plus de 10 milliards de francs belges, se trouve brusquement réduit à 1.110 millions de francs belges pour les huit premiers mois de 1952.

En réalité, le redressement néerlandais s'est produit progressivement, les importations vers la Belgique sont passées d'une moyenne mensuelle de 632 millions de francs belges en 1949 à 815 millions de francs belges en 1950, 1.158 millions de francs belges en 1951, 1.345 millions de francs belges pour les dix premiers mois de 1952.

Si la balance des paiements n'a pas reflété le développement des exportations néerlandaises, la raison s'en trouve manifestement dans les effets du boom coréen qui a porté les importations néerlandaises en provenance de Belgique d'une moyenne mensuelle de 977 millions de francs belges en 1949 à 1.547 millions de francs belges en 1950 et 1.982 millions de francs belges en 1951.

Autrement dit, le redressement a été neutralisé au début par l'expansion anormale du commerce extérieur et il apparaît brusquement au moment où la récession économique réduit les importations des Pays-Bas tandis que leurs exportations continuent à progresser, en conséquence du programme de rééquipement et d'industrialisation entrepris dès la libération.

La brutalité de l'évolution de la balance des paiements a donné l'impression d'une concurrence invincible provoquée par des conditions de travail plus avantageuses et capable de paralyser progressivement de larges secteurs de l'économie nationale.

Des industries qui ne sont pas atteintes ont craint de subir, à leur tour, le choc et se sont senties menacées.

Ces craintes seraient vaines si l'examen des coûts de production en Belgique et aux Pays-Bas ne faisait pas apparaître des différences telles que l'existence d'un marché commun devient difficile.

Trois éléments provoquent une disparité des coûts de production qui pourraient devenir fatale à Benelux.

Le premier élément résulte des dévaluations d'importance différente du franc et du florin en 1949. Elles ont été respectivement de 12,34 et de 30 % par rapport au dollar. L'activité économique intense des deux dernières années a dissimulé les conséquences de cette divergence de poli-

van ambtenaren, bestaan uit afgevaardigden der werkgevers en der werknemers uit de betrokken sectoren, zij streven er naar om schikkingen tussen de producenten te bevorderen.

Het is te betreuren, dat de conferentie te Knokke, ten gevolge van de Nederlandse verkiezingen en van de ministeriële crisis welke daarop volgde, zo laatstijdig werd bijeengeroepen. Het is nog meer te betreuren, te moeten vaststellen dat de bijzondere comités traag werken en slechts oplossingen bereikten in een klein aantal sectoren, terwijl talrijke nijverheden ernstige moeilijkheden ontmoeten.

Zulke methode zou nochtans goede uitslagen kunnen opleveren, doch zij schijnt slechts een lapmiddel, daar zij er in bestaat aan elke groep voortbrengers hun nationale markt voor te behouden, hetgeen natuurlijk in strijd is met de doelstelling van Benelux.

Doch de psychologische reacties welke door het lot der bijzonder aangetaste nijverheden werden uitgelokt, hebben in ruime mate de beperkte sector van ons bedrijfsleven overschreden die werd getroffen.

De publieke opinie was verrast door de buitengewone snelheid van het Nederlands herstel. In de maand Juli 1951 had Nederland bij de E. B. U. een debiteurrekening van 267,3 miljoen rekeningeenheden (dollars); in October 1952 had het crediteurrekening van 293,8 miljoen rekeningeenheden. Het tekort van de betalingsbalans ten opzichte van België, dat zozeer indruk maakte op de geesten, en in 1950 meer dan 10 milliard Belgische frank bereikte, is plots gedaald tot 1.110 miljoen Belgische frank voor de acht eerste maanden van 1952.

In werkelijkheid is Nederlands herstel geleidelijk geschied, de invoer naar België steeg van een maandelijks gemiddelde van 632 miljoen Belgische frank in 1949 tot 815 miljoen Belgische frank in 1950, tot 1.158 miljoen Belgische frank in 1951, tot 1.345 miljoen Belgische frank voor de eerste tien maanden van 1952.

Zo de betalingsbalans de uitbreiding van de Nederlandse uitvoer niet heeft weerspiegeld, ligt de reden daarvan klaarblijkelijk in de gevolgen van de Koreaanse boom waardoor de Nederlandse invoer uit België van een maandelijks gemiddelde van 977 miljoen Belgische frank in 1949 werd opgevoerd tot 1.547 miljoen Belgische frank in 1950 en 1.982 miljoen Belgische frank in 1951.

Anders gezegd, het herstel werd aanvankelijk geneutraliseerd door de abnormale uitbreiding van de buitenlandse handel, en het komt plots te voorschijn op het ogenblik dat de economische teruggang de invoer van Nederland doet verminderen, terwijl zijn uitvoer blijft stijgen ingevolge het sedert de bevrijding aangevatte programma tot wederuitrusting en industrialisatie.

Het schielijk karakter van de evolutie der betalingsbalans heeft de indruk gewekt van een niet te overwinnen concurrentie, uitgelokt door voordeliger arbeidsvoorwaarden en in staat om geleidelijk aanzienlijke sectoren van de nationale economie te verlammen.

Nijverheden die nog niet getroffen werden, vreesden op hun beurt de schok te moeten opvangen en voelden zich bedreigd.

Deze vrees zou ijdel zijn, indien het onderzoek van de productiekosten in België en Nederland niet zulke grote verschillen uitwees, dat het bestaan zelf van een gemeenschappelijke markt er door wordt bemoeilijkt.

De ongelijkheid in de productiekosten wordt veroorzaakt door drie factoren, die voor Benelux noodlottig zouden kunnen worden.

De eerste factor is het feit, dat de devaluaties van de frank en van de gulden in 1949 niet dezelfde omvang hadden. Zij bedroegen respectievelijk 12,34 en 30 % ten opzichte van de dollar. De intense economische bedrijvigheid gedurende de jongste twee jaar heeft de gevolgen

tique monétaire. La récession actuelle lui rend sa pleine acuité.

Le second élément est la structure différente des fiscalités.

Les impôts directs sont plus lourds aux Pays-Bas, par contre, les impôts indirects, dont les charges rejaillissent plus fortement sur les coûts de production, sont moins élevés.

On note toutefois une tendance à la diminution de cette différence.

Les projets d'unification des droits d'accises et de la taxe de transmission qui avaient été établis n'ont pu entrer en application, car ils auraient produit d'importantes réductions des recettes fiscales en Belgique.

Le troisième élément, de loin le plus important, est la disparité des salaires et charges sociales et par voie de conséquence, la disparité du coût des produits et services dans le prix de revient desquels les salaires interviennent de façon dominante : matières premières et transport.

Les Pays-Bas convaincus de ce que pour vivre ils doivent exporter abondamment et de ce qu'une politique d'exportation suppose des prix peu élevés, ont consciemment maintenus très bas le niveau des salaires et corrélativement celui des prix.

La disparité entre les salaires belges et hollandais qui avaient été évaluées en 1948 à une moyenne de 20 % en faveur des salaires belges s'est accentuée pour atteindre 40 et même 60 %.

A ce niveau, les relations économiques deviennent difficiles. On comprend alors l'inquiétude de tant d'industriels de notre pays, car malgré un équipement excellent et une productivité souvent supérieure, il n'est pas possible à une entreprise de supporter la compétition d'une autre entreprise travaillant dans des conditions de salaire aussi différentes.

Les secteurs, victimes de la concurrence néerlandaise dans cette situation, s'estiment injustement lésés et leur réaction apparaît comme légitime. La création d'un marché commun suppose en effet que tous les producteurs soient mis dans des conditions compétitives sans que certains d'entre eux se voient infliger un handicap insupportable.

Notre Gouvernement n'a cessé d'attirer l'attention du Gouvernement Néerlandais sur ce grave problème, mais ce dernier semble rester attaché à sa politique, consistant à favoriser les exportations en bloquant les prix et les salaires. Toutefois, certaines hausses légères peuvent être attendues prochainement suite, d'une part, à une majoration probable des loyers et d'autre part, à une augmentation de la cotisation à l'assurance chômage représentant 2 % des salaires.

On ne peut cependant espérer que le déséquilibre salarial soit compensé rapidement; en effet, si le premier client des Pays-Bas est l'U. E. B. L. avec 1.037 millions de florins pour les dix premiers mois de 1952, leur deuxième client est l'Allemagne, avec 909 millions de florins pour la même période et dès lors, le niveau des salaires allemands préoccupe légitimement les dirigeants néerlandais. Or, les salaires allemands ne sont supérieurs aux salaires néerlandais que d'environ 4 %.

A moins que la mise en vigueur du marché commun du charbon et de l'acier ne provoque une hausse substantielle des salaires allemands, il ne faut donc pas s'attendre à une modification profonde du régime des rémunérations aux Pays-Bas. La concurrence néerlandaise risque de continuer à se développer dans des conditions manifestement inégales et le régime des comités de producteurs prenant

van dit verschil in monetaire politiek enigszins verdoezeld. De huidige teruggang doet het opnieuw in alle scherpste te voorschijn komen.

De tweede factor is de verschillende structuur van het belastingwezen.

De directe belastingen zijn zwaarder in Nederland; daarentegen zijn de onrechtstreekse belastingen, die de productiekosten sterker beïnvloeden, er minder hoog.

Er valt evenwel een strekking waar te nemen om dit verschil te verminderen.

De reeds uitgewerkte ontwerpen tot eenmaking van de accijnsrechten en van de overdrachtstaxen konden niet toegepast worden, omdat ze in België een aanzienlijke vermindering van de fiscale ontvangsten tot gevolg zouden gehad hebben.

De derde, en veruit de belangrijkste factor, is de ongelijkheid van de lonen en de sociale lasten en, bijgevolg, de ongelijkheid van de kostprijs der producten en diensten waarbij de lonen een hoofdelement van de kostprijs vormen : grondstoffen en vervoer.

Nederland, dat er zich rekenschap van geeft dat het, om te kunnen leven, overvloedig moet uitvoeren, en dat een uitvoerpolitiek betrekkelijk lage prijzen onderstelt, heeft met opzet het loonpeil en, als logisch gevolg daarvan, het prijzenpeil gedrukt.

De ongelijkheid tussen de Belgische en de Nederlandse lonen, in 1948 op een gemiddelde van 20 t.h. in het voordeel van de Belgische lonen geraamd, is nog toegenomen zodat ze thans 40, en zelfs 60 t.h. bereikt.

Op dit niveau worden de economische betrekkingen erg bemoeilijkt. Derhalve is het begrijpelijk dat zoveel industriëlen in ons land bezorgd zijn, want niettegenstaande een uitstekende uitrusting en een vaak hogere productiviteit kan een onderneming onmogelijk het hoofd bieden aan de mededinging van een andere onderneming, waar de loonvoorwaarden zo zeer verschillen.

De sectoren, die in deze omstandigheden slachtoffer zijn van de Nederlandse concurrentie, achten zich onrechtvaardig benadeeld, en hun reactie lijkt wel gewettigd. De instelling van een gemeenschappelijke markt onderstelt inderdaad, dat al de voortbrengers in staat worden gesteld op voet van gelijkheid te wedijveren, zonder dat aan sommigen hunner een onoverkomelijke handicap wordt opgelegd.

Onze Regering heeft onophoudelijk de aandacht van de Nederlandse Regering op dit ernstig probleem gevestigd, maar deze laatste schijnt te blijven vasthouden aan haar politiek, die er in bestaat de uitvoer te bevorderen door prijzen en lonen te blokkeren. Evenwel mogen binnenkort enkele lichte stijgingen worden verwacht, eensdeels ingevolge een waarschijnlijke verhoging van de huurprijzen, anderdeels wegens een verhoging van de bijdrage voor de werkloosheidsverzekering, ten belope van 2 % van de lonen.

Men mag nochtans hopen dat het gebrek aan evenwicht tussen de lonen spoedig zal gecompenseerd worden; inderdaad, de voornaamste afnemer van Nederland is de B. L. E. U., met 1.037 miljoen gulden voor de eerste tien maanden van 1952, terwijl zijn tweede afnemer Duitsland is, met 909 miljoen gulden voor dezelfde periode. Het peil van de Duitse lonen wekt dan ook rechtmatige bezorgdheid bij de Nederlandse overheden. Welnu, de Duitse lonen liggen slechts 4 % hoger dan de Nederlandse lonen.

Tenzij de inwerkingstelling van de gemeenschappelijke markt van kolen en staal een gevoelige verhoging van de Duitse lonen teweegbrengt, moet men dus geen grondige wijziging verwachten in de loonregeling in Nederland. De Nederlandse concurrentie dreigt zich nog te ontwikkelen in klaarblijkelijk ongelijke voorwaarden, en het stelsel van de comités van producenten die maatregelen

des mesures dans les secteurs menacés pourrait éventuellement s'étendre à un grand nombre d'industries, vidant ainsi progressivement Benelux de son contenu.

Conscient de ce danger, les trois Gouvernements ont convenu à la Conférence de Knokke de la création d'une Commission spéciale, présidée par les Ministres des Affaires Economiques et du Travail, et réunissant les délégués des organisations professionnelles des pays partenaires. Cette Commission a pour tâche d'examiner les éléments constitutifs et les conditions de la politique des salaires et des prix dans les trois pays. Le Gouvernement Belge a désigné sa délégation qui est composée des membres de la Commission Benelux du Conseil Central de l'Economie, composée de 4 délégués patronaux et de 4 délégués des syndicats. Cette Commission a tenu une première réunion à Bruxelles, le 20 janvier 1953.

Certains membres de votre Commission ont demandé au Gouvernement de poursuivre tous ses efforts pour aboutir à une baisse effective des prix et corrélativement des salaires dans notre pays, faisant remarquer que la différence en valeur absolue des salaires était beaucoup plus considérable que leur différence en pouvoir d'achat.

Un commissaire, tout en regrettant que l'accord sur les droits d'accises ne soit pas encore entré en application, a demandé si les difficultés ne provenaient pas du caractère même de l'accord de pré-union qui ne prévoit pas suffisamment de coordination des politiques économiques.

Ce commissaire a suggéré la création d'un organisme qui sans être doté d'une autorité supra-nationale jouirait cependant d'une autorité morale suffisante pour amener une cohésion des politiques financière et économique.

Dans cet esprit, il se demandait s'il ne fallait pas approuver, dès maintenant, le traité d'union quitte à établir un régime transitoire tant que les conditions de production ne seraient pas équilibrées.

M. le Ministre du Commerce Extérieur a indiqué dans sa réponse qu'un projet de traité avec annexes et convention relative aux dérogations transitoires a été soumis aux trois gouvernements au début de 1952.

Deux idées fondamentales se trouvent à la base du projet de traité :

La réalisation de l'Union Economique complète implique la liberté de circulation des personnes, des biens et des capitaux entre les trois pays qui constituent l'Union. En conséquence, les ressortissants de l'un des Etats devront être placés sur un pied d'égalité avec les nationaux des autres en ce qui concerne l'exercice de toute activité économique.

Les gouvernements devront donc poursuivre des politiques économiques qui, sans être nécessairement identiques, devront être coordonnées dans la mesure requise pour atteindre ces objectifs.

D'autre part, l'Union Economique envisagée doit pouvoir réaliser son objet sans cependant constituer une entité supra-nationale, c'est-à-dire une personne de droit international agissant indépendamment des pays participants; elle doit être fondée sur une coopération organisée entre pays souverains.

Après avoir examiné le projet de traité, les Gouvernements ont échangé des notes qui ont mis en évidence toute l'importance qu'attachaient, d'une part, le gouvernement belge à une coordination des politiques internes et, d'autre part, le gouvernement néerlandais à l'unification des politiques commerciales à l'égard des pays tiers.

Les trois Gouvernements ont chargé les présidents des Conseils de Benelux d'étudier les problèmes soulevés par cette confrontation des points de vue et de formuler des propositions concrètes susceptibles de servir de base à un nouvel examen de la question.

Les travaux qui furent immédiatement entrepris, tant

nemen in de bedreigde sectoren zou zich eventueel kunnen uitbreiden tot een groot aantal nijverheden; waardoor de betekenis van Benelux geleidelijk zou teloorgaan.

Bewust van dit gevaar, hebben de drie Regeringen op de Conferentie te Knokke besloten een bijzondere Commissie op te richten, onder het voorzitterschap van de Ministers van Economische Zaken en van Arbeid, en waarvan de afgevaardigden van de beroepsorganisaties der deelnemende landen zouden deel uitmaken. Die Commissie heeft tot opdracht, de bestanddelen en de omstandigheden van de prijzen- en lonenpolitiek in de drie landen te onderzoeken. De Belgische Regering heeft een afvaardiging aangeduid, samengesteld uit de leden der Benelux-Commissie van de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven, bestaande uit vier afgevaardigden der werkgevers en uit vier afgevaardigden van de vakbonden. Die Commissie kwam voor de eerste maal bijeen te Brussel, op 20 Januari 1953.

Sommige leden van uw Commissie hebben de Regering verzocht verder alle pogingen in het werk te stellen om een werkelijke daling van de prijzen en tevens van de lonen in ons land teweeg te brengen, en zij merken op dat het verschil in volstreekte waarde van de lonen veel aanzienlijker is dan het verschil in koopkracht.

Een lid van de Commissie betreurt dat de overeenkomst betreffende de accijsrechten nog niet in werking is getreden, en vraagt of de moeilijkheden niet te wijten zijn aan de aard zelf van het voor-unieakkoord, waarin niet genoeg coördinatie van de economische politiek voorzien is.

Hetzelfde lid stelde de oprichting voor van een organisme dat, zonder over een supra-nationaal gezag te beschikken, nochtans genoeg morele autoriteit zou hebben om eenvoudigheid te brengen in de financiële en economische politiek.

In die geest, vraagt hij zich af of men niet van nu af het unieverdrag moet goedkeuren, mits een overgangsstelsel in te stellen zolang de productievoorwaarden niet overeenstemmen.

In zijn antwoord, stipte de Minister van Buitenlandse Handel aan, dat een ontwerp van verdrag met bijlagen en met de overeenkomst betreffende de voorlopige afwijkingen begin 1952 aan de drie Regeringen werd voorgelegd.

Twee hoofdideeën vormen de grondslag van het ontwerp van verdrag :

De verwezenlijking van de volledige Economische Unie onderstelt het vrij verkeer van personen, goederen en kapitalen tussen de drie landen die de Unie uitmaken. Derhalve, zullen de onderhorigen van één van de Staten op gelijke voet moeten geplaatst worden met de onderhorigen van de andere, in zake de uitoefening van iedere economische bedrijvigheid.

De regeringen zullen dus verder een economische politiek moeten voeren die, zonder noodzakelijk volstrekt overeen te stemmen, zal moeten samengeordend worden in de mate vereist om die doeleinden te bereiken.

Anderzijds, moet de voorgenomen Economische Unie haar doel kunnen tot stand brengen zonder een supra-nationaal eenheid uit te maken, d. w. z. een internationaal rechtspersoon die onafhankelijk van de deelnemende landen optreedt : zij moet gegrond zijn op een georganiseerde samenwerking tussen soevereine landen.

Na onderzoek van het ontwerp van verdrag, hebben de Regeringen nota's gewisseld waaruit het grote belang blijkt dat, enerzijds, de Belgische Regering hecht aan een samenordering van de aan beide zijden gevoerde binnenlandse politiek, en dat, anderzijds, de Nederlandse Regering stelt in de eenmaking van de handelspolitiek tegenover derde landen.

De drie Regeringen hebben de voorzitters van de Benelux-Raden gelast, de vraagstukken in studie te nemen die bij die vergelijking van de standpunten oprijzen en concrete voorstellen te doen die als grondslag zouden kunnen dienen voor een nieuw onderzoek van de kwestie.

De werkzaamheden die onmiddellijk werden aangevat,

par les présidents des Conseils que par les Commissions (notamment la Commission Permanente de Coordination de la Politique Commerciale) et Sous-Commissions intéressées, se rapportèrent notamment aux points suivants :

1) coordination des politiques en ce qui concerne les relations commerciales avec la zone dollar, et plus particulièrement le régime des importations en provenance de cette zone;

2) coordination du régime des importations originaires des pays membres de l'O. E. C. E. Ce point vise surtout l'établissement d'une liste commune de libération à 75 % vis-à-vis des pays susdits, ainsi qu'une politique coordonnée au sujet des importations non libérées (25 %);

3) possibilité de conclure des accords commerciaux et monétaires communs avec les pays n'appartenant ni à la zone dollar ni à l'O. E. C. E.

L'objectif visé est d'atteindre un niveau plus élevé des échanges avec les pays intéressés, tout en réalisant la libre circulation intra-Benelux des marchandises importées.

Sans attendre la conclusion de ces importants travaux, la Conférence de Knokke a décidé la création d'un groupement ministériel permanent qui veillera à assurer la convergence indispensable aux décisions gouvernementales importantes d'ordre économique. La même Conférence a décidé l'établissement de contacts étroits entre les Banques Centrales des Pays-Bas et de Belgique.

Les contacts entre Banques d'Emissions ont été jugés particulièrement utiles par un commissaire qui souhaite voir les Pays-Bas renoncer à leur système de bonus-dollar qui trop souvent joue en défaveur des importateurs belges.

CHAPITRE V.

L'ORGANISATION EUROPEENNE DE COOPERATION ECONOMIQUE.

Jusqu'en 1951, la majeure partie des travaux de l'O. E. C. E. était étroitement liée à la répartition de l'aide américaine aux pays européens; ce ne fut plus le cas en 1952 et les activités de l'Organisation ont durant ces douze derniers mois été marquées par le souci constant de maintenir le lien existant entre les nations européennes et de poursuivre la réalisation du marché européen.

Les dernières réunions du Conseil des Ministres de l'O. E. C. E. ont permis de constater que l'ensemble des pays désire voir resserrer les liens entre l'O. E. C. E., les Etats-Unis et le Canada d'une part et le Commonwealth britannique d'autre part.

Lors de la session d'octobre 1952 du Conseil des Ministres, M. Van Zeeland a souligné la nécessité absolue de faire des progrès dans la direction du marché unique et de renforcer l'Union Européenne des Paiements en s'efforçant de l'élargir et d'arriver à une solution atlantique.

Il a insisté sur le fait que cet objectif était une étape vers la convertibilité monétaire et l'abolition des pratiques discriminatoires, non seulement à l'échelle européenne mais également à une échelle plus vaste.

Trois grands problèmes ont dominé l'activité de l'Organisation en 1952 :

- l'Union Européenne des Paiements,
- la libération des échanges,
- l'expansion de la production.

zowel door de voorzitters van de Raden als door de betrokken Commissies (o.m. de Vaste Commissie voor Samenordering van de Handelspolitiek) en Sub-Commissies hadden o. m. betrekking op de volgende punten :

1) samenordering van de politiek in verband met de handelsbetrekkingen met de dollar-zone, en inzonderheid het stelsel van de invoer uit die zone;

2) samenordering van het stelsel van de invoer uit de landen leden van de E. O. E. S. Dat punt betreft vooral het opmaken van een gemeenschappelijke lijst van vrijstelling tot 75 % tegenover de vermelde landen, alsmede een samengeordende politiek betreffende de niet vrijgestelde invoer (25 %);

3) de mogelijkheid om gemeenschappelijke handels- en monetaire akkoorden te sluiten met de landen die noch tot de dollar-zone, noch tot de E. O. E. S. behoren.

Het doel dat nagestreefd wordt is een hoger peil van het ruilverkeer met de betrokken landen te bereiken en tevens het vrije verkeer intra-Benelux van de ingevoerde koopwaren tot stand te brengen.

Zonder te wachten op het einde van die belangrijke werkzaamheden, besloot de Conferentie te Knokke een vaste ministeriële groepering op te richten, die er zal voor zorgen de vereiste overeenstemming te brengen in de belangrijke regeringsbeslissingen van economische aard. Dezelfde Conferentie heeft besloten nauwe betrekkingen tot stand te brengen tussen de Centrale Banken van Nederland en België.

De contacten tussen de Emissiebanken worden bijzonder nuttig geacht door een lid van de Commissie die wenst dat Nederland zou afzien van zijn bonus-dollarstelsel, dat al te dikwijls ten nadele van de Belgische invoerders uitvalt.

HOOFDSTUK V.

EUROPESE ORGANISATIE VOOR ECONOMISCHE SAMENWERKING.

Tot in 1951, stond het grootste gedeelte van de werkzaamheden van de E. O. E. S. in nauw verband met de verdeling van de Amerikaanse hulp onder de Europese landen; dat was niet meer het geval in 1952, en de bedrijvigheid van de organisatie werd tijdens de jongste twaalf maanden beheerst door de voortdurende zorg om de verbinding tussen de Europese Naties te handhaven en de verwezenlijking van de Europese markt voort te zetten.

Op de laatste vergaderingen van de Raad der Ministers van de E. O. E. S., kon worden vastgesteld dat al de landen wensen dat de banden tussen de E. O. E. S., de Verenigde Staten en Canada, enerzijds, en het Britse Commonwealth, anderzijds, nauwer zouden worden toegehaald.

Tijdens de zitting van October 1952 van de Raad van Ministers, wees de heer van Zeeland op de volstrekte noodzaak om vorderingen te maken op de weg naar één enkele markt, de Europese Betalingsunie te versterken door ze te verruimen en een Atlantische oplossing tot stand te brengen.

Hij legde nadruk op het feit dat dit doel een stap uitmaakt naar de monetaire omwisselbaarheid en naar de afschaffing van de discriminatoire praktijken, niet alleen in Europees verband maar eveneens op grotere schaal.

Drie grote problemen hebben de werkzaamheden van de Organisatie gekenmerkt in 1952 :

- de Europese Betalingsunie,
- de vrijmaking van het ruilverkeer,
- de uitbreiding van de productie.

L'Union Européenne des Paiements.

L'accord instituant l'Union Européenne des Paiements signé à Paris le 11 septembre 1950, prévoyait que les engagements financiers souscrits par les pays membres étaient pris pour une période initiale de 2 ans se terminant le 30 juin 1952.

Durant les mois d'avril, mai et juin 1952 des négociations ardues ont eu lieu. Elles ont conduit à la reconduction de l'accord de l'Union Européenne des Paiements pour une période d'un an.

L'arrangement intervenu a permis la mobilisation d'une partie importante de la créance belge sur cet organisme.

Les principales modifications dans la situation des pays dans l'U. E. P. sont les suivantes :

	Position cumulative nette au 31 décembre 1951 (en millions d'unités de compte)	Position cumulative nette au 30 novembre 1952 (en millions d'unités de compte)
France	— 184	— 541,9
Royaume-Uni	— 562,1	— 937,9
Allemagne	+ 43,3	+ 405,8
Pays-Bas	— 53,6	+ 261,7
U. E. B. L.	+ 620	+ 778,4

La libération des échanges.

En ce qui concerne la libération des échanges, des progrès appréciables ont été accomplis jusqu'aux derniers mois de l'année 1951, résultat qui peut être tenu pour remarquable si l'on tient compte du climat défavorable dans lequel il se situe. La proportion des échanges intra-européens du secteur privé pour lesquels les restrictions quantitatives devaient être supprimées a été portée à 60 % lors de la création de l'U. E. P. La plupart des pays membres ont porté ce pourcentage à 75 % au 1^{er} février 1951, et certains pays ont même dépassé ce chiffre immédiatement ou un peu plus tard. De plus, en juillet 1951, la libération des transactions invisibles a fait l'objet d'un ensemble de règles adoptées d'un commun accord.

Les mesures de libération adoptées par les pays membres ont, jusqu'à un certain point, été étendues aux territoires d'outre-mer, mais les progrès n'y ont pas été aussi rapides qu'on l'espérait à l'origine.

Les crises de balance de paiements rencontrées au sein de l'U. E. P. n'ont pas été sans exercer une influence sérieuse sur la libération des échanges. Plusieurs pays membres, parmi lesquels ceux dont le commerce extérieur est le plus important, ont été contraints, à des époques différentes, d'abroger les mesures de libération. Ainsi, l'Allemagne a dû suspendre totalement les mesures de libération des échanges entre février 1951 et janvier 1952.

Des difficultés plus graves surgirent cependant au moment où le Royaume-Uni et la France furent contraints de revenir sur les mesures de libération adoptées antérieurement. Le Royaume-Uni ramena le pourcentage de 90 % à 60 % en novembre 1951, puis à 46 % en mars 1952; de son côté, la France rapporta toutes les mesures de libération en février 1952. Ces deux pays (et les deux zones monétaires correspondantes) sont ceux qui dispo-

Europese Betalingsunie.

Volgens het akkoord tot instelling van de Europese Betalingsunie, dat op 11 September 1950 te Parijs werd ondertekend, waren de financiële verbintenissen, door de staten-leden aangegaan, bindend tijdens een aanvankelijke termijn van twee jaar, die op 30 Juni 1952 ten einde liep.

In de maanden April, Mei en Juni 1952 hadden moeilijke onderhandelingen plaats. Als gevolg daarvan werd het akkoord betreffende de Europese Betalingsunie verlengd voor een termijn van één jaar.

De getroffen schikking heeft de mobilisering van een belangrijk gedeelte van de Belgische schuldvordering op bedoelde instelling mogelijk gemaakt.

De voornaamste veranderingen in de toestand der landen in de E. B. U. zijn de volgende :

	Cumulative nettopositie op 31 December 1951 (in miljoen rekenings- eenheden)	Cumulative nettopositie op 30 November 1952 (in miljoen rekenings- eenheden)
Frankrijk... ..	— 184	— 541,9
Verenigd Koninkrijk.	— 562,1	— 937,9
Duitsland	+ 43,3	+ 405,8
Nederland	— 53,6	+ 261,7
B. L. E. U.	+ 620	+ 778,4

Vrijmaking van het ruilverkeer.

Wat de vrijmaking van het ruilverkeer betreft, werden merkbare vorderingen gemaakt tot in de laatste maanden van het jaar 1951; dergelijke uitslag kan als merkwaardig worden beschouwd, zo men rekening houdt met de ongunstige stemming waarin hij moest worden bereikt. De verhouding van het intra-Europees ruilverkeer in de private sector, waarvoor de quantitatieve beperkingen moesten worden opgeheven, werd tot 60 % opgevoerd toen de E.B.U. werd ingesteld. De meeste staten-leden hebben bedoeld percentage gebracht op 75 % op 1 Februari 1951, en dadelijk of wat later hebben sommige landen dit bedrag overschreden. Bovendien heeft de vrijmaking van de onzichtbare transacties in 1951 het voorwerp uitgemaakt van een stel van regelen, die in gemeen overleg werden goedgekeurd.

De vrijmakingsmaatregelen, welke door de staten-leden werden goedgekeurd, werden tot op zekere hoogte uitgebreid tot de overzeese gebieden, maar de vorderingen zijn er niet zo snel geschied als aanvankelijk verwacht.

De stoornissen in de betalingsbalansen in de schoot der E. B. U. hebben niet nagelaten een ernstige invloed uit te oefenen op de vrijmaking van het ruilverkeer. Verscheidene staten-leden, waaronder de landen waarvan de buitenlandse handel overwegend is, waren op verschillende tijdstippen genoodzaakt de vrijmakingsmaatregelen in te trekken. Zo heeft Duitsland de vrijmakingsmaatregelen volledig moeten schorsen tussen Februari 1951 en Januari 1952.

Ernstiger moeilijkheden daagden echter op toen het Verenigd Koninkrijk en Frankrijk zich verplicht zagen de vroeger ingevoerde vrijmakingsmaatregelen terug in te trekken. Het Verenigd Koninkrijk verminderde het percentage 90 % tot 60 % in November 1951, en vervolgens tot 46 % in Maart 1952; van zijn kant trok Frankrijk alle vrijmakingsmaatregelen in Februari 1952 opnieuw in. Deze beide landen (en de twee overeenstemmende muntgebie-

sent des quotas les plus importants dans l'U. E. P., soit 26,9 % et 13,2 % respectivement et il leur fallut prendre ces décisions au moment où la production marquait un palier. La position du Royaume-Uni s'est améliorée grâce à d'appréciables excédents enregistrés à partir de septembre 1952, et ce pays a récemment décidé d'accroître les contingents d'importation de certains articles. Néanmoins, la France accuse encore une « position débitrice extrême », qui s'est aggravée au cours des derniers mois; rien ne permet de présager qu'il sera possible de rétablir bientôt, fût-ce partiellement, les mesures de libération.

L'expansion de la production.

En août 1951, les gouvernements des pays membres ont convenu que l'objectif général de leur politique serait d'accroître de 25 % dans les 5 prochaines années la production globale de l'Europe occidentale.

Un groupe de travail spécialisé a été créé. Il est présidé par M. Ockrent, de la délégation belge. Ce groupe de travail du Conseil a, en mars 1952, présenté au Conseil des Ministres de l'O. E. C. E. un rapport concernant les mesures à prendre par les divers gouvernements des pays participants.

Ce rapport détermine notamment : les conditions essentielles à la réalisation de l'expansion globale de 25 % soit :

- porter la production d'électricité de 250 à 350 milliards de Kwh;
- porter la production d'acier brut de 56 à 70 millions de tonnes;
- accroître la production agricole d'au moins 17 %;
- construire 2 millions d'unités de logement;
- éliminer autant que possible les restrictions au libre mouvement des travailleurs entre les pays membres;
- les recommandations à faire aux gouvernements des pays membres et aux gouvernements des U. S. A. et du Canada. Ces recommandations s'appliquent plus particulièrement aux problèmes suivants : main-d'œuvre, productivité, balance dollars, stabilité financière, électricité, acier, agriculture, logement;
- les décisions concernant les tâches futures de l'O. E. C. E. en matière d'expansion;

Le Quatrième Rapport annuel de l'Organisation qui a été approuvé au cours des Conseils des Ministres de l'O. E. C. E. des 12 et 13 décembre 1952 était axé en grande partie sur le problème de l'expansion de la production européenne.

Les réponses fournies par les pays membres ont permis de constater qu'en fait la production globale de l'ensemble des pays membres n'avait pas augmenté au cours des neuf premiers mois de 1952, bien qu'un petit nombre de pays ait continué d'accroître leur production globale et que la production de certains secteurs essentiels ait marqué certains progrès.

Des prévisions remises par les pays membres, il semble qu'à moins que la production globale n'augmente à une cadence exceptionnellement élevée au cours de la période juillet 1954 à décembre 1956, le programme d'expansion ne pourra être réalisé sauf amélioration des éléments de la conjoncture sur lesquels se fondent les prévisions.

den) zijn die welke in de E. B. U. over de belangrijkste quota's beschikken, hetzij respectievelijk 26,9 t.h. en 13,2 t.h., en zij zagen zich verplicht deze beslissingen te nemen op het ogenblik dat de productie een stilstand kende. De positie van het Verenigd Koninkrijk verbeterde dank zij de merkbare excedenten welke sedert September 1952 werden geboekt, en dit land besliste onlangs de invoercontingenten voor sommige artikelen te verhogen. Nochtans bevindt Frankrijk zich nog steeds in een « uiterste debiteur-toestand » welke in de loop der jongste maanden nog verergerde; niets laat toe de mogelijkheid te voorzien weldra, zelfs ten dele, de vrijmakingsmaatregelen weder in te voeren.

Uitbreiding der productie.

In Augustus 1951 zijn de regeringen der landen-leden overeengekomen om als algemene doelstelling van hun politiek, tijdens de 5 eerstkomende jaren de gezamenlijke productie van West Europa met 25 t. h. op te voeren.

Een gespecialiseerde werkgroep werd in het leven geroepen. Zij wordt voorgezeten door de heer Ockrent, lid van de Belgische afvaardiging. Deze werkgroep van de Raad heeft in Maart 1952 aan de Raad van Ministers van de E. O. E. S. een verslag voorgelegd over de maatregelen welke door de regeringen der deelnemende landen dienen genomen.

Dit verslag bepaalt namelijk : de hoofdvoorwaarden tot het verwezenlijken van de globale expansie met 25 t. h., zijnde :

- opvoering van de electriciteitsproductie van 250 tot 350 miljoen Kwh;
- opvoering van de productie van ruw staal van 56 tot 70 miljoen ton;
- opvoering van de landbouwproductie met ten minste 17 t.h.;
- bouw van 2 miljoen woningseenheden;
- uitschakeling zoveel mogelijk, van de beperkingen van het vrij verkeer der arbeiders tussen de landen-leden;
- aanbevelingen welke aan de regeringen der landen-leden en aan de regeringen van de V. S. A. en van Canada dienen gemaakt. Deze aanbevelingen betreffen meer in het bijzonder de volgende vraagstukken : arbeidskrachten, productievermogen, dollarbalans, financieel evenwicht, electriciteit, staal, landbouw, woongelegenheden;
- de beslissingen met betrekking op de toekomstige opdrachten van de E. O. E. S. in zake expansie.

Het Vierde Jaarlijks Verslag der Organisatie, hetwelk goedgekeurd werd door de Raden van Ministers van de E. O. E. S., op 12 en 13 December 1952, was grotendeels gericht op het vraagstuk van de uitbreiding der Europese productie.

De antwoorden die door de landen-leden werden verstrekt, maakten het mogelijk vast te stellen dat de globale voortbrengst der landen-leden niet verhoogde tijdens de negen maanden van 1952, hoewel een klein aantal landen verder hun globale productie verhoogden en de productie in sommige essentiële sectoren een zekere vooruitgang boekte.

Uit de ramingen welke door de landen-leden werden verschaft, blijkt dat, tenzij de globale productie mocht toemen in een uitzonderlijk snel tempo in de loop van het tijdsperk van Juli 1954 tot December 1956, het uitbreidingsprogramma niet zal kunnen verwezenlijkt worden, tenzij de toestand waarop de ramingen zijn gesteund, mocht verbeteren.

CHAPITRE VI.

COMMERCE EXTERIEUR.

a) Evolution du Commerce extérieur.

L'année 1951 fut tout entière dominée par le boom provoqué par la guerre de Corée. Le 1^{er} semestre 1952 en a ressenti également les effets, mais à partir de l'été, un renversement de la conjoncture se dessine.

Préoccupé du montant des crédits que la Belgique devait consentir dans l'U. E. P., le Gouvernement, dès le mois de septembre 1951, a mis en vigueur un ensemble de mesures destinées à ralentir le courant de nos exportations vers cette zone. Notre collègue, M. Scheyven, en a développé de façon particulièrement claire, le fonctionnement, dans le rapport qu'il a rédigé au nom de notre Commission sur le budget du Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur pour 1952.

Ces mesures coïncidant avec la fin de la période d'expansion postcoréenne, ont eu un résultat certain. La régression de notre commerce extérieur, a amené la diminution du taux des retenues ainsi que la réduction du champ d'application et du taux de la taxe de transmission à l'exportation.

On peut se demander, dans la situation présente du marché international, si le maintien de ces dispositions se légitime encore. Peut-être dans les prochains mois, notre Gouvernement sera-t-il appelé à prendre d'autres mesures, plus difficiles celles-là, pour encourager les exportations. En effet, notre balance commerciale mensuelle évolue comme suit :

COMMERCE EXTERIEUR DE L'U. E. B. L.

Période	Valeur (1.000.000 fr.)		Solde 1.000.000 fr.
	Import	Export	
1952 :			
Janvier	10.652	11.293	+ 641
Février	11.070	11.356	+ 286
Mars	10.558	11.847	+ 1.289
Avril	10.483	10.224	— 259
Mai	9.963	10.710	+ 747
Juin	8.959	9.638	+ 679
Juillet	9.151	9.558	+ 407
Août	8.919	7.751	— 1.168
Septembre	10.422	9.686	— 736
Octobre (*)	11.019	10.792	— 227
Novembre (*)	9.473	9.269	— 204

(*) Chiffres approximatifs.

L'indice des prix à l'exportation se situe à 112 au mois de mars, pour revenir à 93 au mois de septembre. Si cette évolution devait se poursuivre, le problème de la capacité concurrentielle de nos industries pourrait se poser et les difficultés rencontrées par Benelux par suite du niveau élevé de notre coût de production risquerait d'atteindre l'ensemble du commerce extérieur.

Sur un marché mondial moins acheteur, la position des vendeurs s'est aggravée par la réapparition de deux concurrents redoutables : l'Allemagne et le Japon.

Dans ces conditions, la recherche de débouchés nou-

HOOFDSTUK VI.

BUITENLANDSE HANDEL.

a) Ontwikkeling van de buitenlandse Handel.

Het jaar 1951 werd volledig beheerst door de « boom », teweeggebracht door de oorlog in Korea. Het eerste semester van 1952 heeft eveneens de weerslag er van gevoeld, doch van in de zomer valt er een ommekeer in de conjunctuur te bespeuren.

Bezorgd over het bedrag van de kredieten welke België in de E. B. U. moest toestaan, heeft de Regering, van de maand September 1951 af, een reeks maatregelen in werking gesteld, die er toe strekken onze uitvoer naar die zone te remmen. Onze collega, de heer Scheyven, heeft op bijzonder duidelijke wijze de werking er van uiteengezet in het verslag dat hij, uit naam van onze Commissie, uitbracht over de begroting van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en van Buitenlandse Handel voor 1952.

Die maatregelen vielen samen met het einde van de post-Koreaanse expansieperiode en leverden een tastbaar resultaat op. De achteruitgang van onze buitenlandse handel had een vermindering van het bedrag der afhoudingen, alsmede een beperking van het toepassingsgebied en van het bedrag van de overdrachtstaxe op de uitvoer ten gevolge.

Men mag zich in de huidige toestand van de internationale markt afvragen of het behoud van die bepalingen nog verantwoord is. Misschien zal onze Regering in de komende maanden andere en moeilijker maatregelen moeten nemen om de uitvoer in de hand te werken. Inderdaad, onze maandelijkse handelsbalans ontwikkelt zich als volgt :

BUITENLANDSE HANDEL VAN DE B. L. E. U.

Tijdperk	Waarde (1.000.000 fr.)		Saldo 1.000.000 fr.
	Invoer	Uitvoer	
1952 :			
Januari	10.652	11.293	+ 641
Februari	11.070	11.356	+ 286
Maart	10.558	11.847	+ 1.289
April	10.483	10.224	— 747
Mei	9.963	10.710	— 259
Juni	8.959	9.638	+ 679
Juli	9.151	9.558	+ 407
Augustus	8.919	7.751	— 1.168
September	10.422	9.686	— 736
October (*)	11.019	10.792	— 227
November (*)	9.473	9.269	— 204

(*) Benaderende cijfers.

Het indexcijfer der exportprijzen bedraagt 112 in de maand Maart, om te dalen tot 93 in de maand September. Indien die ontwikkeling aanhoudt, zou de kwestie van de mededingingscapaciteit van onze nijverheden kunnen oprijzen en zouden de moeilijkheden die Benelux ondervindt ingevolge het hoge peil van onze productiekosten zich kunnen uitbreiden tot geheel onze buitenlandse handel.

Op een wereldmarkt die minder afneemt, wordt de positie van de verkopers verergerd door het opnieuw verschijnen van twee geduchte mededingers : Duitsland en Japan.

In die omstandigheden, is het opsporen van nieuwe afzet-

veaux pour la production nationale est une tâche essentielle que le Département et l'Office du Commerce extérieur poursuivent énergiquement.

Cette mission est extrêmement difficile car la suppression du commerce avec l'Est, a privé les États de l'Europe occidentale, d'un de leurs grands marchés et les événements politiques ne permettent pas d'espérer une amélioration prochaine de cette situation.

D'autre part, si l'Afrique offre de grandes possibilités d'expansion au commerce européen, la plupart des régions de ce Continent, sont directement ou indirectement imbriquées dans le mécanisme des paiements de l'U. E. P.

En ce qui concerne la zone U. E. P. le développement de nos exportations est lié à la santé économique et financière de nos partenaires, les dispositions restrictives adoptées par la France et le Royaume-Uni, réagissent considérablement sur les possibilités offertes par cette zone.

Quels que soient les efforts entrepris par l'O.E.C.E., l'assainissement des finances de chacun des pays reste la condition essentielle du développement du commerce entre les États membres, le problème des paiements constituant le frein principal des échanges.

La rigidité des accords de Breton-Woods continue à paraître peu adaptée à la situation réelle des diverses monnaies, et ces accords, comme le constatait encore récemment l'Assemblée du Conseil de l'Europe, devraient faire l'objet d'une complète révision.

Dans ces conditions, l'effort d'expansion commerciale, en vue de chercher des débouchés nouveaux, ne peut se porter que sur la zone dollar et sur les pays d'Amérique du Sud, d'Asie et d'Indonésie qu'on peut qualifier de « pays neufs ».

b) Pénétration commerciale dans la zone dollar.

A la fin de 1950, le Ministère des Affaires Étrangères et du Commerce Extérieur, a ouvert aux États-Unis, trois bureaux commerciaux (Nouvelle-Orléans, Kansas-City, San Francisco). Afin d'assurer la coordination de leurs activités, le Conseiller commercial près de l'Ambassade de Belgique à Washington, fut chargé de la haute direction de ces bureaux. L'expérience étant favorable, le Ministre du Commerce Extérieur a décidé en 1952, la création de trois nouveaux bureaux commerciaux (Chicago, Seattle, Saint-Louis) ainsi que d'un service spécialement destiné à traiter les échantillons, annexé à l'Ambassade de Belgique à Washington.

Les bureaux commerciaux ont, en général, fait du bon travail et rendu des services signalés aux industriels belges de passage.

Il est difficile de chiffrer, avec exactitude, les résultats de l'influence des bureaux commerciaux sur notre commerce avec les États-Unis, d'autant plus que les échanges ont été vraisemblablement influencés ces dernières années par la haute conjoncture régnant en Amérique. Signalons cependant que le déficit de 20 milliards de francs constaté en 1947 a été ramené en 1950 à 8,4 milliards de francs, en 1951 à 10 milliards de francs et à 6,1 milliards de francs pour les dix premiers mois de 1952.

L'action de persuasion exercée par ce dispositif d'expansion aux États-Unis a certainement porté ses fruits; malheureusement on doit constater que si, du côté belge, on peut enregistrer un regain d'intérêt à l'égard du marché des États-Unis, les obstacles apportés du côté américain au commerce international constituent des entraves sérieuses au développement de nos échanges (citons notamment la clause échappatoire du Reciprocal Trade Agree-

gebieden voor 's lands productie een taak van overwegend belang, die door het Departement en door de Dienst voor de Buitenlandse Handel krachtig wordt voortgezet.

Die opdracht is uiterst moeilijk, daar de afschaffing van de handel met het Oosten de Staten van West-Europa beroofd heeft van een hunner grote afzetgebieden, en de politieke gebeurtenissen laten niet toe te hopen dat spoedig een verbetering in die toestand zal intreden.

Anderzijds, alhoewel Afrika grote expansiemogelijkheden voor de Europese handel biedt, zijn de meeste gebieden van dat vasteland toch rechtstreeks of onrechtstreeks betrokken bij het mechanisme der betalingen van de E. B. U.

Wat de E. B. U.-zone betreft, hangt de ontwikkeling van onze uitvoer af van de economische en financiële gezondheid van onze partners, en de beperkende maatregelen die door Frankrijk en het Verenigd Koninkrijk werden genomen hebben een merkelijke weerslag op de mogelijkheden die door die zone worden geboden.

Welke pogingen de E. O. E. S. ook moge aanwenden, de sanering der financiën van ieder land blijft de hoofdvereiste voor de ontwikkeling van de handel tussen de Staten-leden, omdat het vraagstuk der betalingen de voornaamste belemmering voor het ruilverkeer uitmaakt.

De strakheid van de akkoorden van Bretton Woods is nog steeds weinig aangepast aan de werkelijke toestand van de verschillende valuta's, en die akkoorden zouden, zoals nog onlangs werd vastgesteld voor de Vergadering van de Raad van Europa, het voorwerp moeten uitmaken van een volledige herziening.

In die omstandigheden, kan de inspanning inzake handelsexpansie ten einde nieuwe afzetgebieden te zoeken slechts gericht zijn op de dollar-zone en op de landen van Zuid-Amerika, Azië en Indonesië, die men « nieuwe landen » kan noemen.

b) Handelspenetratie in de dollar-zone.

Einde 1950 opende het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel in de Verenigde Staten drie handelsbureau's (New-Orleans, Kansas-City en San Francisco). Ten einde hun bedrijvigheid samen te ordenen, werd de handelsadviseur bij de Belgische Ambassade te Washington met de hoge leiding van die bureau's belast. Daar die proefneming doeltreffend was, besloot de Minister van Buitenlandse Handel in 1952 drie nieuwe handelsbureau's op te richten (Chicago, Seattle en St-Louis), alsmede een dienst bijzonder bestemd voor de behandeling der stalen, en gehecht aan de Belgische Ambassade te Washington.

De handelsbureau's hebben over 't algemeen goed werk geleverd en merkelijke diensten bewezen aan de Belgische industriëlen op doorreis.

Het is moeilijk de uitslagen van de invloed der handelsbureau's op onze handel met de Verenigde Staten met juistheid in cijfers om te zetten, te meer daar het ruilverkeer waarschijnlijk in de loop van de jongste jaren werd beïnvloed door de hoge conjunctuur welke in Amerika heerst. Op te merken valt nochtans, dat het tekort van 20 milliard frank, dat in 1947 werd vastgesteld, in 1950 werd verminderd tot 8,4 milliard frank, in 1951 tot 10 milliard frank, en voor de eerste tien maanden van 1952 tot 6,1 milliard frank.

De overredende actie die door dat expansiestelsel in de Verenigde Staten werd uitgeoefend heeft zeker vruchten gedragen; jammer genoeg, moet worden vastgesteld, alhoewel van Belgische zijde opnieuw belangstelling voor de markt van de Verenigde Staten valt waar te nemen, dat de hinderpalen, welke van Amerikaanse zijde tegen de internationale handel werden opgeworpen, ernstige belemmeringen uitmaken voor de ontwikkeling van ons ruilver-

ments Act — le niveau élevé des droits de douane — la classification — le marquage, etc.).

L'affaire de l'adjudication du tunnel sous l'Hudson est un exemple frappant de l'attitude de certaines administrations américaines.

Il semble bien que le dollar-gap est causé en partie, non seulement par le manque de productivité européenne, mais par certains aspects de la politique américaine.

Dans le même ordre d'idées, la Belgique se voit pour le moment exclue systématiquement de certains marchés traditionnels aussi bien en Extrême-Orient qu'en Europe, alors que cependant les producteurs belges remettent des offres compétitives, par l'administration américaine agissant dans le cadre de la Mutual Security Agency, du programme du point IV et de la Commodity Credit Corporation.

La zone dollar comprend encore d'autres pays parmi lesquels : le Mexique, le Vénézuëla, la République Dominicaine et Haïti.

Conscient des possibilités commerciales que présentaient pour nous ces pays, M. le Ministre du Commerce Extérieur a organisé une mission économique qui les a visités. Cette mission groupait, sous la présidence de notre collègue, M. Brasseur, des fonctionnaires et des délégués des principaux secteurs industriels. Les résultats de cette mission ont été très encourageants.

Un commissaire a insisté à cette occasion pour que la Belgique entretienne des représentants diplomatiques permanents dans le plus grand nombre de pays et particulièrement à Saint-Domingue.

c) Pénétration commerciale en Amérique du Sud et en Asie.

1) En Amérique du Sud.

La balance commerciale de l'U. E. B. L. avec l'ensemble du continent sud-américain, qui était favorable en 1949 mais s'était renversée en 1950, est redevenue créditrice à partir de l'année 1951 et les neuf premiers mois de 1952 accusent un décalage important en valeur, au profit de l'U. E. B. L.

Voici le tableau des chiffres totaux d'importation et d'exportation, en tonnage et en valeur, de et vers le continent sud-américain pour chacune des années 1949, 1950, 1951 et pour les neuf premiers mois de 1952 :

	Importations		Exportations	
	1.000 kgs	1.000 frs	1.000 kgs	1.000 frs
1949	889.462	5.527.614	683.445	5.885.215
1950	668.445	5.445.070	675.143	4.782.500
1951	637.792	5.661.693	752.020	7.328.084
1952 (neuf premiers mois).	551.196	3.228.678	443.966	4.672.215

L'Amérique du Sud est traditionnellement un client très important de l'U. E. B. L. Malheureusement, la situation actuelle est peu satisfaisante, la plupart des pays d'Amérique Latine traversant une période de crise plutôt que de prospérité.

Pays en voie de développement et fournisseurs de produits alimentaires et de matières premières, les nations sud-américaines ont, après le déclenchement de la guerre de Corée et par crainte de complications politiques internationales, procédé à des importations massives destinées

à la guerre (o. m. de l'afwijkingsclausule van de Reciprocal Trade Agreements Act — het hoge peil van de douanerechten — de classificering — het stempelen, enz.).

De kwestie van de aanbesteding van de tunnel onder de Hudson is een sprekend voorbeeld van de houding van sommige Amerikaanse besturen.

Het schijnt wel dat de « dollar gap » gedeeltelijk wordt veroorzaakt, niet alleen door het gebrek aan Europese productiviteit, maar door zekere aspecten van de Amerikaanse politiek.

In dit verband eveneens wordt thans aan België systematisch de toegang ontzegd tot zekere traditionele markten, zowel in het Verre Oosten als in Europa, ofschoon de Belgische voortbrengers concurrerende aanbiedingen doen langs de Amerikaanse administratie, optredend in het raam van de Mutual Security Agency, het programma van Punt IV en de Commodity Credit Corporation.

De dollarzone omvat nog andere landen, waaronder : Mexico, Venezuela, de Dominicaanse Republiek en Haïti.

Overtuigd van de mogelijkheden, die deze landen voor ons op commerciaal gebied opleveren, heeft de Minister van Buitenlandse Handel een economische zending opgericht, die bedoelde Staten heeft bezocht. Deze zending, waarvan onze collega, de heer Brasseur, het voorzitterschap waarnam, bestond uit ambtenaren en afgevaardigden van de voornaamste nijverheidssectoren. De door die zending geboekte resultaten waren zeer bemoedigend.

Een commissielid drong er bij deze gelegenheid op aan, dat België vaste diplomatieke vertegenwoordigers zou vestigen in het grootst mogelijk aantal landen, en inzonderheid in San Domingo.

c) Handelspenetratie in Zuid-Amerika en Azië.

1) In Zuid-Amerika.

De handelsbalans van de B. L. E. U. met het gezamenlijk Zuidamerikaans vasteland, die gunstig was in 1949 maar in 1950 was omgeslagen, vertoont van het jaar 1951 af opnieuw een actief, en in de eerste negen maanden van 1952 zien wij het waardeverschil in het voordeel van de B. L. E. U. aanzienlijk toenemen.

Hierna volgt de tabel met de volledige cijfers van de in- en uitvoer, in tonnemaat en in waarde, van en naar het Zuidamerikaans vasteland, voor elk van de jaren 1949, 1950, 1951 en voor de eerste negen maanden van 1952 :

	Invoer		Uitvoer	
	1.000 kgr.	1.000 fr.	1.000 kgr.	1.000 fr.
1949	889.462	5.527.614	683.445	5.885.215
1950	668.445	5.445.070	675.143	4.782.500
1951	637.792	5.661.693	752.020	7.328.084
1952 (eerste negen maanden)	551.196	3.228.678	443.966	4.672.215

Zuid-Amerika is traditioneel een zeer belangrijke afnemer van de B. L. E. U. Jammer genoeg is de huidige toestand niet zeer bevredigend, gezien de meeste landen van Latijns Amerika eerder een crisisperiode dan een periode van voorspoed doormaken.

De Zuid-Amerikaanse naties, die zich in volle ontwikkelingsperiode bevinden en leveranciers zijn van voedingsproducten en grondstoffen, hebben bij het uitbreken van de Koreaanse oorlog en uit vrees voor internationale politieke verwickelingen, hun heil gezocht in een massale

à pourvoir à leurs besoins d'équipement économique. Certaines d'entre elles ont poursuivi une politique d'industrialisation poussée; parfois encore, des facteurs climatiques ont porté dommage aux productions naturelles: c'est notamment le cas de l'Argentine qui ayant souffert de deux sécheresses successives, a vu réduire dans des proportions importantes ses soldes exportables de produits agricoles, base traditionnelle de son exportation.

D'une manière générale, les relations économiques de l'U. E. B. L. avec les divers pays du continent sud-américain ne sont pas régies, à l'heure actuelle, par des accords commerciaux ou de paiement. L'on peut citer, à titre d'exceptions, les accords en vigueur avec l'Uruguay, un *modus-vivendi* financier avec l'Argentine et, en ce qui concerne la Colombie, un arrangement entre Banques centrales.

Il faut souhaiter que profitant de toute occasion favorable le Département des Affaires Etrangères négocie des accords commerciaux et des accords de paiements avec les divers Etats d'Amérique Latine.

2) En Asie et Indonésie.

Nos relations commerciales avec l'Indonésie et divers pays d'Asie sont certainement susceptibles d'expansion, malgré les difficultés économiques traversées par divers Etats.

Le marché de l'Inde et du Pakistan a fait l'objet, il y a quelques années, d'une prospection par une mission.

En 1952, le Ministère du Commerce Extérieur a organisé une mission économique qui a visité l'Irak, le Thaïlande et l'Indonésie. M. Huvelle en assumait la présidence. Elle comportait des représentants des secteurs suivants:

- banque,
- industrie des fabrications métalliques,
- industrie chimique,
- industrie textile,
- industrie du verre,
- commerce d'importation et d'exportation.

Il semble que cette mission ait noué des contacts très intéressants.

3) Conclusions.

Le système des missions économiques paraît excellent et l'on peut souhaiter que régulièrement tous les marchés éventuels soient visités de la sorte.

L'efficacité des missions économiques sera d'autant plus considérable que la Belgique sera représentée dans les pays visités par des agents diplomatiques permanents qui pourront tant préparer le travail de la mission qu'en suivre ensuite les résultats.

L'attention de tous nos agents diplomatiques doit être constamment attirée sur l'importance de leur mission au point de vue de notre commerce extérieur. Leur formation commerciale ne sera jamais assez développée; les efforts tentés dans ce sens peuvent être heureusement continués et amplifiés encore. Nous devons chercher à établir dans tous les pays et spécialement dans les pays neufs, un réseau d'agents diplomatiques et consulaires, capables de préparer les débouchés indispensables à notre production.

L'Office du Commerce extérieur agissant sous la direction et la tutelle du Département constitue un excellent

invoer, bestemd om te voorzien in hun behoeften op gebied van economische uitrusting. Sommige er van hebben een politiek van ver doorgedreven industrialisatie gevoerd; soms nog hebben klimatologische factoren de natuurlijke voortbrengst geschaad; zulks is o.m. het geval in Argentinië, waar, na twee opeenvolgende periodes van droogte, een gevoelige vermindering vast te stellen viel van het voor uitvoer in aanmerking komende overschot aan landbouwproducten, traditionele basis van de uitvoer van dit land.

Over het algemeen zijn de economische betrekkingen van de B. L. E. U. met de verschillende landen van het Zuid-amerikaans continent op dit ogenblik niet onderworpen aan handels- of betalingsaccorden. Als uitzonderingen mogen worden vermeld de vigerende accorden met Uruguay, een financieel *modus-vivendi* met Argentinië en, wat Colombia betreft, een schikking tussen centrale Banken.

Laten we wensen dat het Departement van Buitenlandse Zaken elke gunstige gelegenheid te baat zal nemen om, met de verschillende Staten van Latijns Amerika, onderhandelingen te voeren omtrent handels- en betalingsakkoorden.

2) In Azië en Indonesië.

Onze handelsbetrekkingen met Indonesië en verscheidene landen in Azië zijn ongetwijfeld vatbaar voor uitbreiding, in weerwil van de economische moeilijkheden waarin verschillende Staten verkeren.

De markt in Indië en Pakistan heeft vóór enkele jaren het voorwerp uitgemaakt van prospectie door een zending.

In 1952 heeft het Ministerie van Buitenlandse Handel een economische zending ingericht die Irak, Thailand en Indonesië bezocht. De heer Huvelle was er de voorzitter van. Zij telde vertegenwoordigers uit volgende sectoren:

- bankwezen,
- metaalverwerkende nijverheid,
- scheikundige nijverheid,
- textielnijverheid,
- glasnijverheid,
- in- en uitvoerhandel.

Bedoelde zending schijnt zeer belangwekkende betrekkingen te hebben aangeknoopt.

3) Besluiten.

Het stelsel der economische zendingen blijkt uitstekend te zijn, en het is wenselijk dat al de mogelijke markten aldus regelmatig zouden worden bezocht.

De doeltreffendheid van de economische zendingen zal des te groter zijn indien Begië in de bezochte landen vertegenwoordigd is door vaste diplomatieke ambtenaren, die het werk van de zending kunnen voorbereiden en daarna de uitslagen er van volgen.

De aandacht van al onze diplomatieke ambtenaren moet onverpoosd worden gevestigd op het belang van hun opdracht voor de ontwikkeling van onze buitenlandse handel. Hun handelsopleiding zal nooit ver genoeg worden gedreven; de in die richting aangewende pogingen kunnen nog met bijval worden voortgezet en verder uitgebreid. Wij moeten trachten in al de landen en meer bepaald in de nieuwe landen een net van diplomatieke en consulaire ambtenaren te bezitten, die er toe in staat zijn, afzetgebieden voor onze productie voor te bereiden.

De Dienst van de Buitenlandse handel, die optreedt onder leiding en voogdij van het Departement, is een uit-

point de contact entre le Ministère et le secteur privé.

La Belgique est traditionnellement un pays d'exportation de biens d'équipement. Toute politique de pénétration dans les pays neufs suppose une organisation efficace du crédit à moyen terme pour la fourniture des biens d'équipement. Les besoins en biens d'équipement sont considérables et paraissent destinés à croître en vertu même de la politique d'industrialisation qui est poursuivie : construction d'usines ou renouvellement du matériel existant, fournitures de machines, construction ou rénovation de voies ferrées, livraisons de matériel roulant, équipement portuaire, navires et matériel fluvial, etc.

Si les pays considérés disposent en général d'abondantes ressources agricoles ou minières, ils sont cependant pauvres en capitaux et les fournitures coûteuses dont il s'agit seront normalement payées au moyen de l'accroissement de rendement économique qu'elles sont destinées à procurer. Il n'est pas douteux que la concession de conditions favorables de financement constitue un élément capital, parfois même décisif, dans l'appréciation des offres remises à une autorité que se dispose à placer une commande valant des dizaines ou même des centaines de millions de francs. Nos principaux concurrents, à savoir les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne occidentale, la France et depuis peu le Japon ont bien compris le problème, et il est opportun de veiller à ne pas nous laisser distancer.

Le Gouvernement a eu son attention attirée sur ce grave problème et il a pris des mesures importantes : celles-ci toutefois, ne seront efficaces que si elles ont la souplesse indispensable et que si des moyens de financement suffisants sont réunis.

Il a créé un Comité consultatif de coordination du financement à moyen terme des exportations où siègent, sous la présidence d'un directeur de la Banque Nationale de Belgique, des représentants du Premier Ministre, des Ministres des Finances, des Affaires Economiques et du Commerce Extérieur, d'une part, et les dirigeants de l'Office National du Ducroire, de la S. N. C. I., de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite et de l'I. R. G., de même qu'un représentant de l'Association Belge des Banques. La tâche essentielle de ce Comité est, non seulement de donner un avis sur les demandes de financement à moyen terme des exportations, mais encore de coordonner l'intervention des organismes intéressés et, si nécessaire, de rechercher les solutions financières qui s'imposent. A cet effet, une coordination organique entre l'Office National du Ducroire et le Comité de financement du crédit à moyen terme des exportations de biens d'équipements a été instaurée. Toute affaire soumise au Comité doit d'abord avoir été examinée par le Ducroire et avoir reçu la garantie de cet organisme. On sait la part importante que le Ducroire joue dans le commerce d'exportation et plus particulièrement dans celui nécessitant des crédits à moyen terme suite aux paiements échelonnés qui peuvent varier de 5 à 6 ans à partir de la commande.

L'activité de la Commission est encore récente, mais elle a permis déjà la conclusion de contrats importants portant sur la livraison à l'étranger de biens d'équipement. Il est à présumer que lorsque le monde des exportateurs aura l'habitude, à l'intervention des banquiers, de présenter des affaires étudiées et mises au point au Ducroire et à la Commission susdite, cette dernière pourra rendre de grands services.

stekend trefpunt tussen het Ministerie en de private sector.

België is van ouds een uitvoerland van kapitaalgoederen. Elke politiek tot penetratie in de nieuwe landen onderstelt een degelijke inrichting van het krediet op halflange termijn voor de levering van de kapitaalgoederen. De behoeften aan kapitaalgoederen zijn zeer groot en lijken nog groter te zullen worden wegens de nagestreefde industrialisatiepolitiek zelf : aanbouw van fabrieken of vernieuwing van het bestaande materieel, leveringen van machines, aanleggen of vernieuwing van spoorwegen, leveringen van rollend materieel, havensuitrusting, schepen en binnenscheepvaartmaterieel, enz...

De betrokken landen hebben gebrek aan kapitaal, hoewel ze over het algemeen over veel landbouw- of mijnrijdommen beschikken, en de bedoelde dure leveringen zullen normaal worden betaald dank zij de toename van de economische rendering welke ze moeten bezorgen. Ongetwijfeld is de toekenning van gunstige financieringsvoorwaarden een factor van overwegend, en soms doorslaggevend belang bij de beoordeling van de offerten die gedaan worden aan een overheid die zich voorneemt een bestelling van tientallen, ja zelfs honderdtallen miljoenen frank te plaatsen. Onze voornaamste mededingers, namelijk de Verenigde Staten, Groot-Brittannië, West-Duitsland, Frankrijk, en in de jongste tijd Japan, hebben het probleem goed te grepen en het betaamt er voor te zorgen dat wij ons niet laten voorbij streven.

De aandacht van de Regering werd op die ernstige kwestie gevestigd en zij heeft belangrijke maatregelen genomen; deze zullen echter slechts doeltreffend zijn indien zij de vereiste soepelheid hebben en indien voldoende financieringsmiddelen worden bijeengebracht.

Zij heeft een Comité van advies tot samenordering van de financiering op halflange termijn van de uitvoer opgericht, waarin zetelen, onder het voorzitterschap van een directeur van de Nationale Bank van België, vertegenwoordigers van de Eerste-Minister, van de Ministers van Financiën, van Economische Zaken en van Buitenlandse Handel, enerzijds, en de leiders van de Nationale Delcreditedienst, van de N. M. K. N., van de Algemene Spaar- en Lijfrentekas en van het H. W. I., alsmede een vertegenwoordiger van de Vereniging der Belgische Banken. De hoofdtak van dat Comité bestaat er niet alleen in, een advies te verstrekken over de aanvragen tot financiering op halflange termijn van de uitvoer, maar eveneens de tussenkomst van de betrokken organismen samen te ordenen en, desnoods, de vereiste financiële oplossingen te zoeken. Daartoe werd een organieke samenordering tussen de Nationale Delcreditedienst en het Comité tot financiering van het krediet op halflange termijn van de uitvoer van kapitaalgoederen tot stand gebracht. Iedere aan dit Comité voorgelegde zaak moet eerst onderzocht worden door de Delcreditedienst, en de waarborg van dit organisme bekomen hebben. Men weet welke belangrijke rol de Delcreditedienst speelt in de buitenlandse handel, en inzonderheid in deze welke kredieten op halflange termijn vergt, ingevolge de termijnbetalingen die kunnen schommelen van vijf tot zes jaar, van de bestelling af.

De bedrijvigheid van de Commissie is nog recent, doch zij heeft reeds aanleiding gegeven tot het sluiten van belangrijke contracten betreffende de levering aan het buitenland van kapitaalgoederen. Men mag verwachten, wanneer de uitvoerders de gewoonte zullen aangenomen hebben door toedoen van de bankiers goed bestudeerde en uitgewerkte zaken aan de Delcreditedienst en aan bovenvermelde Commissie voor te leggen, dat laatstgenoemde grote diensten zal bewijzen.

CHAPITRE VII.

QUESTIONS DIVERSES.

Diverses questions ont été posées par des commissaires. Les réponses se trouvent en annexe du rapport :

1) Quel est l'état des négociations au sujet du Plan vert ?

2) Quel est l'état des négociations au sujet du Plan blanc ?

3) Pourquoi le projet de budget comporte-t-il pour 1953 un crédit moindre que celui prévu au budget de 1952, majoré du crédit supplémentaire voté en cours d'exercice en faveur de l'Association belge pour les Nations Unies ?

4) L'Assemblée du Conseil de l'Europe a voté, le 26 septembre 1952, une résolution prévoyant la mise en pool des Territoires d'Outre-Mer.

Cette résolution ne menace-t-elle pas le Congo ?

Quelle est la position du Gouvernement à ce sujet ?

* * *

Le budget a été adopté par 9 voix contre 5.

Le présent rapport a été adopté à l'unanimité.

Le Rapporteur,

Le Président,

Ph. LE HODEY.

F. VAN CAUWELAERT.

HOOFDSTUK VII.

DIVERSE KWESTIES.

Verschillende vragen werden door leden van de Commissie gesteld. De antwoorden vinde men in de bijlage tot dit verslag :

1) Welke is de stand van de besprekingen betreffende het Groene Plan ?

2) Welke is de stand van de besprekingen betreffende het Witte Plan ?

3) Waarom komt in het ontwerp van begroting voor 1953 een lager krediet voor dan dat ingeschreven in de begroting voor 1952, verhoogd met het bijkrediet aangenomen tijdens het dienstjaar ten voordele van de Belgische Vereniging voor de Verenigde Naties ?

4) De Vergadering van de Raad van Europa heeft, op 26 September 1952, een resolutie aangenomen tot inrichting van een pool van de Overzeese Gebieden.

Maakt die resolutie geen bedreiging uit voor Congo ?

Welk is op dit punt het standpunt van de Regering ?

* * *

De begroting werd aangenomen met 9 tegen 5 stemmen.

Dit verslag werd eenparig goedgekeurd.

De Verslaggever,

De Voorzitter,

Ph. LE HODEY.

F. VAN CAUWELAERT.

ANNEXE 1.

**NOTE SUR LES QUESTIONS COLONIALES
AUX NATIONS UNIES
JUSQU'À LA 7^{me} SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE.**

1. — Les territoires non autonomes et les territoires sous tutelle selon la Charte des Nations Unies.
2. — Les tendances anticolonialistes de la majorité des Etats membres des Nations Unies.
3. — Les questions coloniales à la 6^{me} session de l'Assemblée générale.
4. — Les travaux du Conseil de tutelle en 1952 (10^e et 11^e session).
5. — Les débats sur les territoires non autonomes à la Commission des Droits de l'homme et au Conseil économique et social, au Comité pour l'étude des facteurs et à la 3^{me} session du Comité des renseignements.

**Les questions coloniales aux Nations Unies
jusqu'à la 7^{me} session de l'Assemblée générale.**

1. — Les territoires non autonomes et les territoires sous tutelle selon la Charte des Nations Unies.

Par la loi du 14 décembre 1945, approuvant la Charte des Nations Unies, signée à San Francisco le 26 juin de même année, la Belgique s'engageait à se conformer aux dispositions du texte constitutif de l'Organisation des Nations Unies.

Parmi les dispositions de la Charte, devenue loi belge, trois chapitres intéressent spécialement nos territoires africains :

- a) le chapitre XI, intitulé « Déclaration relative aux territoires non autonomes »;
- b) les chapitres XII et XIII, relatifs au « Régime international de tutelle » et au « Conseil de tutelle ».

Examinons en premier lieu, les termes du chapitre XI. L'article 73 dit : « Les membres des Nations Unies qui ont ou qui assument la responsabilité d'administrer des territoires dont les populations ne s'administrent pas encore elles-mêmes, reconnaissent le principe de la primauté des intérêts des habitants de ces territoires. Ils acceptent comme une mission sacrée l'obligation de favoriser dans toute la mesure du possible leur prospérité, dans le cadre du système de paix et de sécurité internationale établi par la présente Charte ». Dans cette perspective, les paragraphes a), b), c), d) de l'article précité énumèrent les normes auxquelles les puissances administrantes doivent conformer leur politique afin de remplir cette obligation envers les populations des territoires non autonomes. Par contre, le paragraphe e) de l'article 73 précise la seule obligation que les puissances administrantes ont contractée dans le cadre du chapitre X, vis-à-vis de l'Organisation des Nations Unies elle-même, celle « de communiquer régulièrement au Secrétaire Général, à titre d'information, sous réserve des exigences de la sécurité et de considérations d'ordre constitutionnel, des renseignements statistiques et autres de nature technique relatifs aux conditions économiques, sociales et de l'instruction dans les territoires dont ils sont respectivement responsables ». Remarquons ici l'expression « à titre d'information » qui définit l'usage des renseignements à fournir au Secrétariat de l'Organisation. On notera encore que le chapitre XI de la Charte ne définit pas autrement les Etats membres amenés à fournir les informations en question. En l'absence d'une définition que l'Assemblée générale de 1946 ne parvint pas à établir, huit Etats membres déclarèrent, à la suite d'une demande adressée par le Secrétariat Général à tous les membres de l'Organisation, qu'ils transmettraient des renseignements au sujet de certains territoires. Le Gouvernement belge déclara qu'il remettrait à l'Organisation les informations prévues à l'article 73e à propos du Congo Belge.

Les chapitres XII et XIII de la Charte décrivent une situation de droit international public, le régime de tutelle, complètement différente de celle mentionnée au chapitre XI. L'article 77 précise à quels territoires pourra s'appliquer le régime de tutelle : a) les territoires sous mandat, b) les territoires qui peuvent être détachés d'Etat ennemi par suite de la seconde guerre mondiale, c) les territoires volontairement placés sous ce régime par les Etats responsables de leur administration.

BIJLAGE 1.

**NOTA BETREFFENDE DE KOLONIALE KWESTIES
IN DE VERENIGDE NATIES TOT BIJ DE 7^{de} ZITTING
VAN DE ALGEMENE VERGADERING**

1. — De niet-zelfbesturende gebieden en de Trustgebieden naar het Handvest der Verenigde Naties.
2. — De anti-kolonialistische strekkingen van de meerderheid der Staten-leden van de Verenigde Naties.
3. — De koloniale kwesties tijdens de 6^{de} zitting van de Algemene Vergadering.
4. — De werkzaamheden van de Trustschapsraad (10^{de} en 11^{de} zitting).
5. — De besprekingen over de niet-zelfbesturende gebieden in de Commissie voor de Rechten van de Mens en in de Economische en Sociale Raad, in het Comité voor de studie der factoren en tijdens de 3^{de} zitting van het Comité voor Inlichtingen.

**De koloniale kwesties in de Verenigde Naties
tot bij de 7^{de} zitting van de Algemene Vergadering.**

1. — De niet-zelfbesturende gebieden en de Trustgebieden naar het Handvest der Verenigde Naties.

Door de wet van 14 December 1945 houdende goedkeuring van het Handvest der Verenigde Naties, ondertekend te San Francisco, op 26 Juni van hetzelfde jaar, ging België de verbintenis aan, de bepalingen na te leven van de tekst waarbij de Organisatie der Verenigde Naties wordt opgericht.

Onder de bepalingen van het Handvest, dat een Belgische wet geworden is, zijn drie hoofdstukken in het bijzonder van belang voor onze Afrikaanse gebiedsdelen :

- a) Hoofdstuk XI, getiteld : « Verklaring betreffende de niet-zelfbesturende gebieden »;
- b) de Hoofdstukken XII en XIII, betreffende het « Internationaal Trustschapsstelsel » en « De Trustschapsraad ».

Laten wij, in de eerste plaats, de bepalingen van Hoofdstuk XI onderzoeken. Artikel 73 luidt als volgt : « Leden van de Verenigde Naties, die verantwoordelijkheden bezitten of aanvaarden voor het beheer van gebieden, wier bevolking nog niet een volledige mate van zelfbestuur heeft bereikt, erkennen het beginsel, dat de belangen van de inwoners van deze gebieden allesoverheersend zijn, en zij aanvaarden als een heilige opdracht de verplichting om, naar hun beste krachten, binnen het door dit Handvest in het leven geroepen stelsel van internationale vrede en veiligheid, de welvaart van de inwoners van deze gebieden te bevorderen ». In dit verband, worden in de paragrafen a), b), c) en d) van voormeld artikel de normen opgesomd aan welke de beherende mogendheden hun politiek moeten aanpassen om die verplichting na te komen tegenover de bevolking van de niet-zelfbesturende gebieden. Daarentegen, wordt in paragraaf e) van artikel 73 de enige verplichting aangeduid die de beherende mogendheden hebben aangegaan in het kader van Hoofdstuk X, tegenover de Organisatie der Verenigde Naties zelf, nl. « regelmatig aan de Secretaris-Generaal, ter voorlichting, met inachtneming van zodanige beperkingen als de veiligheid en grondwettelijke overwegingen zullen vereisen, statistische en andere gegevens van technische aard over te leggen nopens economische, sociale en opvoedkundige toestanden in de gebieden, waarvoor zij respectievelijk verantwoordelijk zijn. » Op te merken valt hier de uitdrukking « ter voorlichting », waardoor het gebruik wordt vastgelegd van de inlichtingen die aan het Secretariaat van de Organisatie moeten verstrekt worden. Aan te stippen valt eveneens dat Hoofdstuk XI van het Handvest de Staten-leden, die bedoelde inlichtingen moeten verstrekken, niet anders aanduidt. Bij gebreke van een bepaling die de algemene Vergadering van 1946 niet bij machte was vast te stellen, verklaarden acht Staten-leden, ingevolge een verzoek dat door het Secretariaat-Generaal aan al de leden van de Organisatie werd gericht, dat zij inlichtingen betreffende zekere gebieden zouden overmaken. De Belgische Regering verklaarde dat zij, betreffende Belgisch-Congo, aan de Organisatie de inlichtingen zou verstrekken vermeld in artikel 73e.

In de Hoofdstukken XII en XIII van het Handvest wordt een internationale publiekrechtelijke toestand beschreven, het Trustschapsstelsel, dat geheel verschillend is van die welke vermeld wordt in Hoofdstuk XI. Artikel 77 bepaalt op welke gebieden het Trustschapsstelsel kan toegepast worden : a) de gebieden onder mandaat; b) gebieden welke als gevolg van de tweede wereldoorlog van vijandelijke Staten zullen worden losgemaakt; c) gebieden welke door de Staten die verantwoordelijk zijn voor hun beheer, vrijwillig onder dit stelsel werden geplaatst.

Les conditions de l'application du régime de tutelle à un territoire déterminé « feront l'objet, dit l'article 79, d'un accord entre les Etats directement intéressés, y compris la puissance mandataire dans le cas de territoires sous mandat d'un membre des Nations Unies et seront approuvés conformément aux articles 93 et 85 », soit par le Conseil de sécurité, soit par l'Assemblée générale. Le Chapitre XIII décrit les rouages du Conseil de tutelle destiné à contrôler l'application du régime international de la tutelle.

Puissance mandataire pour le Ruanda-Urundi, la Belgique décida de placer ce territoire sous le régime de tutelle. L'accord de tutelle concernant ce territoire fut approuvé par l'Assemblée Générale le 13 décembre 1946 et reçu l'approbation du Parlement belge le 14 avril 1949.

En approuvant l'accord de tutelle, la Belgique s'engageait, vis-à-vis de l'Organisation, à remplir des obligations précises, à propos d'un territoire sur lequel la Belgique n'a pas exercé de souveraineté et dont les habitants ne sont pas sujets belges. L'article 3 de l'accord dispose : « L'autorité chargée de l'administration s'engage... à collaborer pleinement avec l'Assemblée Générale des Nations Unies et avec le Conseil de Tutelle dans l'accomplissement de toutes leurs fonctions, telles qu'elles sont définies à l'article 87 de la Charte des Nations Unies ». Ces fonctions consistent : a) à examiner le rapport annuel sur le Ruanda-Urundi établi par le Gouvernement belge selon un questionnaire approuvé par l'Assemblée; b) à examiner, en consultation, avec l'autorité chargée de l'administration, les pétitions des habitants du territoire; c) à faire procéder, avec l'aide du Gouvernement belge, à des visites périodiques du territoire.

2. — Les tendances anticolonialistes de la majorité des Etats membres des Nations Unies.

Ainsi que nous venons de le voir, la Charte et l'Accord de tutelle limitaient la compétence de l'Organisation dans les matières relatives aux territoires non autonomes et sous tutelle. Cependant la majorité des Etats membres, dès le début du fonctionnement de l'O.N.U., va considérer ces limites comme trop étroites et voir en la Charte un instrument permettant de faire accéder les peuples dépendants vers l'autonomie ou l'indépendance sous le contrôle de l'Organisation. C'est dans cette perspective que doivent être interprétées les différentes résolutions en matière coloniale adoptées par l'Assemblée générale.

a) Il importe d'examiner en premier lieu la composition générale de la majorité anticolonialiste des Nations Unies, bien qu'il soit difficile de la déterminer avec précision, les positions de principe variant souvent pour des raisons d'opportunité ou de tactique :

- 1) Le groupe soviétique : U. R. S. S., Biélorussie, Tchécoslovaquie, Pologne, Ukraine.
- 2) Le groupe américain sauf Etats-Unis et Canada : Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa-Rica, République dominicaine, Equateur, Guatemala, Haïti, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, Salvador, Uruguay, Vénézuéla.
- 3) Le groupe arabo-asiatique : Afghanistan, Birmanie, Chine, Egypte, Inde, Indonésie, Irak, Iran, Liban, Pakistan, Philippines, Arabie saoudite, Syrie, Yemen. L'Ethiopie et le Libéria ajoutent souvent leur vote à ceux de ce groupe.

Les causes générales du développement récent de l'anticolonialisme sont bien connues.

« Le facteur qui a contribué le plus à rechercher un statut nouveau pour les colonies, c'est la guerre elle-même. Les populations indigènes, bon gré mal gré, y ont participé; elles y ont participé non seulement comme combattants, mais comme civils. La guerre s'est déroulée à l'échelle des cinq continents. Des endroits perdus, dont l'importance stratégique n'était pas soupçonnée, sont devenus des champs de bataille fameux. Ces conflits armés utilisant des moyens de destruction inimaginables, même pour des populations blanches, ont soumis les indigènes à des chocs psychologiques violents. Peut-être leur respect pour les races dites supérieures ne s'en est-il pas accru. Le fait qu'on a eu besoin de leur collaboration a fait naître chez eux la conscience de leur valeur. Et peut-être, à leur insu, l'idée de se faire récompenser a surgi dans leur esprit. Pour eux, il n'y a qu'une récompense concevable : c'est l'indépendance et la liberté. C'est pourquoi le nationalisme des peuples de couleur est devenu plus virulent. Il est plus combatif chez ceux qui s'approchent d'une maturité qui peut justifier leurs revendications » (1).

Certaines raisons particulières poussent toutefois les groupes énu-

Over de voorwaarden van de toepassing van het Trustschapsstelsel op een bepaald gebied zal, aldus artikel 79, « overeenstemming moeten worden bereikt tussen de rechtstreeks hierbij betrokken Staten, met inbegrip van de mandataris, indien het gebieden betreft die onder mandaat staan van een lid van de Verenigde Naties; zij zullen worden goedgekeurd op de wijze als bepaald in de artikelen 83 en 85 », hetzij door de Veiligheidsraad, hetzij door de Algemene Vergadering. In Hoofdstuk XIII wordt het kaderwerk beschreven van de Trustschapsraad, die de toepassing van het internationaal Trustschapsstelsel zal moeten controleren.

Als mandaatvoerende mogendheid voor Ruanda-Urundi, besloot België dit gebied onder het Trustschapsstelsel te plaatsen. De trustschaps-overeenkomst betreffende dit gebied werd op 13 December 1946 door de Algemene Vergadering goedgekeurd en op 14 April 1949 door het Belgisch Parlement aangenomen.

Door de goedkeuring van de Trustschapsvereenkomst, ging België tegenover de Organisatie de verbintenissen aan, wel bepaalde verplichtingen te vervullen in verband met een gebied, waarover België geen soevereiniteit heeft uitgeoefend en waarvan de inwoners geen Belgische onderdanen zijn. Artikel 3 van de overeenkomst bepaalt : « Het Bestuurlijke Gezag gaat de verbintenissen aan... met de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties en met de Trustschapsraad volledig samen te werken bij de uitoefening van al hun functies, zoals deze bepaald worden onder artikel 87 van het Handvest der Verenigde Naties ». Die functies bestaan er in : a) het jaarlijks verslag over Ruanda-Urundi te onderzoeken dat door de Belgische Regering wordt opgesteld volgens een door de Vergadering opgemaakte vragenlijst; b) in overleg met het besturend gezag, de petities van de inwoners van het gebied te onderzoeken; c) met de hulp van de Belgische Regering doen overgaan tot periodieke bezoeken van het gebied.

2. — De anti-kolonialistische strekkingen van de meerderheid der Staten-leden van de Verenigde Naties.

Zoals wij zo pas hebben gezien, beperken het Handvest en de Trustschapsvereenkomst de bevoegdheid van de Organisatie in de aangelegenheden betreffende de niet-zelfbesturende en Trustgebieden. De meerderheid van de Staten-leden gingen echter van in het begin van de werking der O.V.N. die perken als te eng beschouwen, en zij aanzagen het Handvest als een middel om de niet-zelfbesturende volkeren toe te laten, onder de controle van de Organisatie, zelfstandigheid of onafhankelijkheid te verkrijgen. Van dat standpunt uit, moeten de verschillende resoluties verklaard worden die in koloniale aangelegenheden door de Algemene Vergadering werden aangenomen.

a) In de eerste plaats moet de algemene samenstelling van de anti-kolonialistische meerderheid der Verenigde Naties onderzocht worden, alhoewel het moeilijk is deze met juistheid te bepalen, omdat de principiële standpunten vaak verschillen om opportunistische of praktische redenen :

- 1) de Sovjet-groep : de U. S. S. R., Wit-Rusland, Tsjecho-Slowakije, Polen en Ukraine;
- 2) de Amerikaanse groep behalve de Verenigde Staten en Canada : Argentinië, Bolivia, Brazilië, Chili, Columbia, Costa-Rica, de Dominicaanse Republiek, Ecuador, Guatemala, Haïti, Honduras, Mexico, Nicaragua, Panama, Paraguay, Peru, Salvador, Uruguay en Venezuela;
- 3) de Arabisch-Aziatische groep : Afghanistan, Birma, China, Egypte, India, Indonesië, Irak, Iran, Libanon, Pakistan, Philippijnen, Saoedi-Arabië, Syrië en Yemen, Ethiopië en Liberia stemmen vaak op dezelfde wijze als de landen van deze groep.

De algemene oorzaken van de jongste ontwikkeling van het anti-kolonialisme zijn wel bekend.

« De factor die het meest heeft bijgedragen tot het zoeken naar een nieuw statuut voor de koloniën, is de oorlog zelf. De inlandse bevolkingen hebben daaraan willens nillens deelgenomen, en dit niet alleen als strijders, maar als burgers. De oorlog werd gevoerd over vijf vastelanden. Verre afgelegen plaatsen, waarvan men het strategisch belang niet vermoedde, zijn beroemde slagvelden geworden. Die wapenconflicten, met aanwending van zelfs voor blanke bevolkingen ondenkbare vernielingsmiddelen, hebben bij de inlanders hevige psychologische schokken teweeggebracht. Wellicht is hun eerbied voor de zgn. hogere rassen er niet groter door geworden. Het feit dat men hun medewerking heeft nodig gehad heeft hen bewust gemaakt van hun waarde. Misschien is, buiten hun weten, de idee in hun brein ontstaan zich te laten belonen. Voor hen is slechts één beloning denkbaar : vrijheid en onafhankelijkheid. Daarom is het nationalisme van de kleurlingen heviger geworden. Het neemt een meer strijdvaardig karakter aan bij diegenen die rijp genoeg zijn om eisen te kunnen stellen » (1).

De hierboven opgesomde groepen worden soms door bijzondere

(1) A. WALTERS. *La nouvelle politique coloniale* (Mémoire Institut Royal Colonial Belge, 1945, pp. 5-6).

(1) A. WALTERS. *La nouvelle politique coloniale* (Verhandeling van het Koninklijk Belgisch Koloniaal Instituut, 1945, blz. 5-6).

mérés ci-dessus à adopter une position anticolonialiste. Le groupe soviétique entend exploiter toute opposition entre le monde occidental et le reste du monde non communiste. Son attitude en ce domaine est entièrement systématique. Les deux autres groupes sont constitués par des pays qui ont tous été d'anciennes colonies européennes ou des territoires quasi colonisés par l'Europe : ils obéissent à des considérations idéologiques anti-européennes qui nous paraissent irrationnelles (1). En ce qui concerne le groupe sud-américain, aux motifs idéologiques se joignent des considérations de concurrence commerciale. Cette dernière remarque est notamment valable pour le Brésil.

D'autre part une place particulière doit être réservée au groupe scandinave et aux Etats-Unis. On sait que l'opinion publique de ces pays est nettement anticolonialiste bien que les Etats-Unis et le Danemark soient eux-mêmes puissances administrantes. Le sentiment de l'opinion publique pousse les délégations de ces pays à épouser, en de nombreuses circonstances, les vues des groupes sud-américains et arabo-asiatiques. Notons que les Etats-Unis, dans le but notamment de faire échec à l'attitude soviétique, entendent jouer entre les puissances coloniales européennes d'une part et les pays arabo-asiatiques et les populations des territoires dépendants d'autre part, le rôle « d'honest broker ».

b) Examinons enfin d'une manière sommaire l'expression des tendances anticolonialistes sur le plan des Nations Unies (2).

Elle se caractérise de la manière suivante :

1) Ainsi qu'on l'a montré sous 1, le contrôle de l'Organisation est beaucoup plus étendu en ce qui concerne les territoires sous tutelle que vis-à-vis des territoires non autonomes. Appliquer à ces derniers territoires le régime de la tutelle décrit aux chapitres XII et XIII de la Charte, est la ligne générale suivie en la matière par les puissances anticolonialistes. On s'efforcera par ailleurs d'étendre les termes mêmes des accords de tutelle.

2) En 1946, l'Assemblée générale charge un Comité *ad hoc*, non prévu par le chapitre XI de la Charte, d'examiner les résumés des renseignements fournis par les puissances administratives en vertu de l'article 73e. Ce Comité, devenu en 1947 Comité Spécial, aura pour mandat de proposer à l'Assemblée générale des projets de résolution concernant la procédure à suivre pour l'examen des informations et de faire des recommandations d'ordre technique sur les territoires non autonomes en général. En 1949, le Comité spécial, renouvelé auparavant chaque année, est reconduit pour trois ans bien que les puissances anticolonialistes se soient efforcées de le rendre permanent. En 1952, le Comité prend le titre de Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes.

3) Le Conseil de Tutelle et le Comité des renseignements sont composés paritairement de puissances administrantes et de puissances non administrantes. Les débats s'y déroulent dans une atmosphère qui ne permet pas toujours à la tendance colonialiste de s'y exprimer pleinement. C'est pourquoi certaines délégations, estimant insuffisantes ou incomplètes, les rapports transmis à l'Assemblée générale par les deux instances précitées, déposeront directement devant la 4^{me} Commission de l'Assemblée, des projets de résolutions que la majorité anticolonialiste de cette Commission fera adopter.

Par ailleurs, ces mêmes délégations porteront les questions coloniales devant d'autres instances de l'O. N. U. où leurs vues auront des chances d'être facilement adoptées : c'est le cas notamment de la Commission des droits de l'homme dont nous examinerons plus loin les travaux.

3. — Les questions coloniales à la 6^{me} session de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Le comportement anticolonialiste de la majorité des membres des Nations Unies va s'exprimer pleinement durant la 6^{me} session de l'Assemblée générale. Parmi les résolutions adoptées par l'Assemblée et qui expriment le mieux cette attitude on notera les points suivants :

a) en ce qui concerne les territoires sous tutelle :

1) Cuba, l'Egypte, l'Equateur et l'Inde présentèrent à la 4^{me} Commission, un projet de résolution relative à la participation des habitants autochtones des territoires sous tutelle aux travaux du Conseil de Tutelle. S'inspirant de la résolution relative à la participation des

(1) Déclaration récente du Président Soekarno à Djakarta : « Plus tôt le régime colonial aura disparu de la surface de la terre, mieux cela vaudra pour le monde entier ».

(2) Cf. l'étude de M. O. LOUWERS, l'article 73 de la Charte et l'anticolonialisme des Nations Unies (Mémoire de l'I.R.C.B., 1952). Un exemplaire de cette étude est annexé à la présente note.

bewegredenen gedreven om een anti-kolonialistische houding aan te nemen. De Sovjet-groep wil munt slaan uit iedere oppositie tussen het Westen en de niet-communistische rest van de wereld. Haar houding in dit opzicht is geheel systematisch. De andere twee groepen bestaan uit landen die alle vroeger Europese koloniën zijn geweest, of gebieden die bijna door Europa werden gekoloniseerd : zij worden gedreven door anti-Europese ideologische overwegingen, die ons irrationeel toeschijnen (1). Wat de Zuid-Amerikaanse groep betreft, gaan de ideologische beweegredenen gepaard met overwegingen ingegeven door handelsconcurrentie. Dit laatste geldt o.m. voor Brazilië.

Anderzijds, moet een bijzondere plaats worden voorbehouden voor de Scandinavische groep en voor de Verenigde Staten. Het is bekend dat de publieke opinie van die landen uitgesproken anti-kolonialistisch is, alhoewel de Verenigde Staten en Denemarken zelf behorende mogendheden zijn. De opvatting van de publieke opinie drijft de afvaardigingen van die landen er toe, in tal van omstandigheden, het standpunt te delen van de Zuid-Amerikaanse en de Arabisch-Aziatische groep. Op te merken valt dat de Verenigde Staten, om de houding van Sovjet-Rusland te dwarsbomen, tussen de Europese koloniale mogendheden, enerzijds, en de Arabisch-Aziatische landen en de bevolking van de niet-zelf besturende gebieden, anderzijds, de rol willen spelen van « eerlijke makelaar ».

b) Laten wij ten slotte bondig de uitingen nagaan van het anti-kolonialisme op het niveau der Verenigde Naties (2).

Zij worden als volgt gekenmerkt :

1) Zoals onder 1 werd aangetoond, is de controle van de Organisatie veel ruimer met betrekking tot de Trustgebieden dan ten opzichte van de niet-zelfbesturende gebieden. De algemene lijn, die door de anti-kolonialistische mogendheden ter zake gevolgd wordt, bestaat er in op deze laatste gebieden het Trustschapsstelsel toe te passen, dat in de hoofdstukken XII en XIII van het Handvest omschreven wordt. Elders zal er gepoogd worden de termen zelf van de Trustschapsvereenkomsten te verruimen.

2) In 1946 werd een Comité *ad hoc*, waarvan geen sprake is in hoofdstuk XI van het Handvest, er door de Algemene Vergadering mee belast de samenvatting te bestuderen van de gegevens, die krachtens artikel 73e door de behorende mogendheden worden verstrekt. Dit Comité, dat in 1947 het Bijzonder Comité werd, heeft tot opdracht aan de Algemene Vergadering ontwerp-resoluties voor te leggen betreffende de procedure die bij het onderzoek van de inlichtingen dient gevolgd, en aanbevelingen van technische aard te doen in verband met de niet-zelfbesturende gebieden in het algemeen. In 1949, wordt het mandaat van het Bijzonder Comité, dat tevoren elk jaar werd vernieuwd, voor drie jaar verlengd, hoewel de anti-kolonialistische mogendheden getracht hadden er een vast karakter aan te verlenen. In 1952 wordt de benaming van het Comité veranderd in « Comité voor de Inlichtingen met betrekking tot de niet-zelfbesturende Gebieden ».

3) De Trustschapsraad en het Comité voor de Inlichtingen bestaan uit een gelijk aantal behorende en niet-beherende mogendheden. De debatten hebben er plaats in een atmosfeer, welke met steeds aan de kolonialistische strekking de gelegenheid biedt om volledig tot uiting te komen. Daarom zullen zekere afvaardigingen, die van mening zijn dat de verslagen, welke door beide bovenvermelde instanties aan de Algemene Vergadering worden overgemaakt, niet bevredigend of onvolledig zijn, rechtstreeks bij de 4^{de} Commissie van de Vergadering ontwerp-resoluties indienen, welke de anti-kolonialistische meerderheid van die Commissie zal doen aannemen.

Overigens zullen diezelfde afvaardigingen de koloniale kwesties voorleggen aan andere instanties van de O. V. N., waar hun standpunten kans hebben gemakkelijk aangenomen te worden; zulks is o.m. het geval met de Commissie voor de Rechten van de Mens, waarvan we verder de werkzaamheden zullen onderzoeken.

3. — De koloniale kwesties tijdens de 6^{de} zitting van de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties.

De anti-kolonialistische houding van de meerderheid der leden van de Verenigde Naties komt ten volle tot uiting gedurende de 6^{de} zitting van de Algemene Vergadering. Bij de door de Vergadering aangenomen resoluties, die deze houding het best doen uitkomen, vallen de volgende punten op te merken :

a) wat de Trustgebieden betreft :

1) Cuba, Egypte, Ecuador en India dienden bij de 4^{de} Commissie een ontwerp-resolutie in met betrekking tot de deelneming van de autochtone bevolking der Trustgebieden aan de werkzaamheden van de Trustschapsraad. Naar het voorbeeld van de resolutie betreffende

(1) Recente verklaring van President Soekarno te Djakarta : « Hoe sneller het koloniaal stelsel van de aardoppervlakte zal verdwijnen, des te beter dit zal zijn voor de gehele wereld. »

(2) Cfr. de studie van de heer O. LOUWERS : Artikel 73 van het Handvest en het anti-kolonialisme van de Verenigde Naties (Verhandeling van het K. B. K. I., 1952). Een exemplaar van deze studie is als bijlage bij deze nota gevoegd.

territoires non autonomes aux travaux du Comité spécial (1), ce projet disait que « la participation directe des habitants des territoires sous tutelle aux travaux de l'Organisation des Nations Unies et des Institutions spécialisées constitue un moyen efficace de favoriser le progrès des habitants autochtones de ces territoires vers une situation d'égalité avec les États membres des Nations Unies ».

Notre délégué, M. Ryckmans, s'opposa fortement à ce projet institutionnel. Il mit en garde la Commission contre le précédent extrêmement grave qu'elle créerait : une fois admis que les « populations » en opposition avec les Gouvernements seraient représentées aux Nations Unies, il n'y aurait aucune raison que l'on se limitât au cas présent.

En séance plénière, la résolution fut adoptée par 41 voix contre 5 (Belgique, France, Royaume-Uni, Pays-Bas, Luxembourg).

2) Une résolution relative à l'examen des pétitions fut proposée à la 4^{me} Commission par la Yougoslavie. Cette résolution préconisait la création d'un Comité permanent des pétitions qui examinerait, entre les sessions du Conseil de Tutelle, chaque pétition à titre préliminaire, compte tenu des observations de l'autorité administrante ou des renseignements obtenus d'autre source. Ce Comité élaborerait des propositions touchant la suite que le Conseil de Tutelle devrait donner à chaque pétition.

M. Ryckmans déclara à ce propos que ce projet de texte tendait à modifier le règlement d'ordre intérieur du Conseil de Tutelle, ce qui est de la seule compétence du conseil lui-même.

La résolution fut adoptée en séance plénière par 39 voix contre 5 (groupe soviétique) et 8 abstentions, dont la Belgique.

3) Toujours à la 4^{me} Commission, l'Inde, le Liban, les Philippines, le Yémen et Haïti déposèrent un projet de résolution relative à la réalisation de l'objectif d'autonomie ou d'indépendance dans les territoires sous tutelle. Rappelant l'exemple de la Somalie sous administration italienne, ce projet invitait les puissances chargées de l'administration à fournir dans leurs rapports des renseignements sur : a) les mesures « prises ou envisagées » pour conduire les territoires sous tutelle, dans le temps le plus court possible, à l'autonomie ou à l'indépendance; b) la manière dont on tient compte à cet égard, des conditions particulières à chaque territoire et aux aspirations librement exprimées de sa population; c) le laps de temps dans lequel on escompte que les territoires sous tutelle atteindront l'objectif de l'autonomie ou de l'indépendance.

S'opposant à la résolution, notre délégué, M. Ryckmans, déclara que la Charte ne stipulait pas qu'il fallait conduire les territoires sous tutelle dans le plus bref délai possible vers l'autonomie ou l'indépendance, mais parlait d'une évolution progressive vers la capacité de s'administrer eux-mêmes ou l'indépendance. Tel est, affirma-t-il, le devoir des puissances administrantes. En accordant aux territoires dont elles ont la charge une indépendance prématurée, sans s'inquiéter de la capacité des populations de s'administrer démocratiquement et de maintenir leur indépendance, elles failliraient à leur tâche. Par ailleurs, M. Ryckmans rappela que la question de la durée de la tutelle avait été débattue au moment de la conclusion de la plupart des accords et écartée.

En séance plénière la résolution fut adoptée par 38 voix contre 8 (Belgique) et 11 abstentions. Le paragraphe sur la détermination du délai vers l'autonomie fut adopté par 32 voix contre 15 (Luxembourg, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Norvège, Paraguay, Pérou, Suède, Royaume-Uni, Australie, Belgique, Canada, Costa-Rica, Danemark, France) et 9 abstentions (Israël, Thaïlande, Turquie, États-Unis, Argentine, Bolivie, Chine, Colombie, République dominicaine).

b) En ce qui concerne les territoires non autonomes :

1) La résolution concernant la participation des territoires non autonomes aux travaux de l'Organisation des Nations Unies et des Institutions spécialisées comme moyen efficace de promouvoir le progrès de la population de ces pays vers l'égalité avec les pays membres des Nations Unies. Cette résolution présentée par la Birmanie, Cuba, l'Égypte et l'Inde, invite le Comité spécial institué en vertu de l'Article 73e de la Charte, à associer les territoires non autonomes à ses travaux.

M. Ryckmans fit remarquer à ce sujet que tous les travaux du Comité spécial étaient fondés sur les renseignements provenant, précisément, des territoires non autonomes et que, d'autre part, les pays administrants avaient la faculté d'inclure des représentants de ces territoires dans leur délégation au Comité spécial et l'avaient fait à maintes reprises.

L'Assemblée générale adopta le texte par 47 voix contre 2 (Belgique-

de deelneming van de niet-zelfbesturende gebieden aan de werkzaamheden van het Bijzonder Comité (1), vermeldt dit ontwerp dat « de rechtstreekse deelneming van de inwoners der Trustgebieden aan de werkzaamheden van de Organisatie der Verenigde Naties en van de gespecialiseerde Instellingen een doeltreffend middel vormt om de autochtone bevolking van deze gebieden te brengen tot een toestand van gelijkheid met de Staten, leden van de Verenigde Naties ».

Onze afgevaardigde, de heer Ryckmans, heeft zich krachtig verzet tegen dit ongrondwettelijk ontwerp. Hij stelde de Commissie op haar hoede voor het ernstig precedent dat zij aldus zou scheppen : zodra aangenomen wordt dat de « bevolkingen » in oppositie met de Regeringen bij de Verenigde Naties vertegenwoordigd moeten zijn, bestaat er geen enkele reden om zich tot het thans behandelde geval te beperken.

In de voltallige vergadering werd de resolutie aangenomen met 41 tegen 5 stemmen (België, Frankrijk, het Verenigd Koninkrijk, Nederland en Luxemburg).

2) Een resolutie betreffende het onderzoek der petitieën werd in de 4^{de} Commissie voorgesteld door Joegoslavië. In deze resolutie wordt de oprichting voorgesteld van een Vast Petitiëcomité dat, tussen de zittingen van de Trustschapsraad in, elke petitie vooraf zou onderzoeken, rekening houdend met de opmerkingen van de behorende overheid of met de inlichtingen, geput uit andere bronnen. Dit Comité zou voorstellen uitwerken in verband met het gevolg, dat de Trustschapsraad aan elke petitie zou moeten geven.

De heer Ryckmans verklaarde in dit verband, dat dit ontwerp er toe strekte het huishoudelijk reglement van de Trustschapsraad te wijzigen, wat alleen tot de bevoegdheid van de Raad behoort.

De resolutie werd in voltallige vergadering aangenomen met 39 tegen 5 stemmen (de Sovjet-groep) en 8 onthoudingen, waaronder België.

3) Steeds in de 4^{de} Commissie, legden Indië, Libanon, de Filipijnen, Yémen en Haïti een ontwerp van resolutie neer betreffende de verwezenlijking van de nagestreefde zelfstandigheid of onafhankelijkheid in de Trustgebieden. Herinnerende aan het voorbeeld van Somaliland onder Italiaans beheer, werden de mogendheden, belast met het beheer, door dit ontwerp uitgenodigd om in hun verslagen inlichtingen te verstrekken over : a) de « genomen of overwogen » maatregelen om de Trustgebieden binnen een zo kort mogelijke termijn te brengen tot zelfbestuur of onafhankelijkheid; b) de wijze waarop in dit opzicht rekening gehouden wordt met de aan elk gebied eigen omstandigheden en met de vrij uitgesproken betrachtingen van zijn bevolking; c) de termijn binnen welke men vermoedt dat de Trustgebieden het beoogd zelfbestuur of de onafhankelijkheid zullen bereiken.

Verzet aantekend tegen deze resolutie, verklaarde onze afgevaardigde, de heer Ryckmans, dat het Handvest niet bepaalde dat de Trustgebieden binnen de kortst mogelijke termijn tot zelfbestuur of tot onafhankelijkheid dienden geleid te worden, doch melding maakte van een geleidelijke evolutie naar de bekwaamheid tot zelfbestuur of naar onafhankelijkheid. Zulks is, verklaarde hij, de plicht van de behorende mogendheden. Door aan de gebieden waarvan zij de last dragen, een vervroegde onafhankelijkheid te verlenen, zonder zich te bekommeren om de bekwaamheid der bevolkingen om zichzelf op democratische wijze te besturen en hun onafhankelijkheid te vrijwaren, zouden zij aan hun zending tekortkomen. Anderzijds, herinnerde, de heer Ryckmans er aan, dat de vraag in verband met de duur van het Trustschap besproken werd bij het sluiten van de meeste akkoorden en van de hand werd gewezen.

In de voltallige vergadering werd de resolutie aangenomen met 38 tegen 8 stemmen (België) en 11 onthoudingen. De paragraaf over het bepalen van de termijn voor het zelfbestuur werd aangenomen met 32 tegen 15 stemmen (Luxemburg, Nederland, Nieuw-Zeeland, Nicaragua, Noorwegen, Paraguay, Peru, Zweden, het Verenigd Koninkrijk, Australië, België, Canada, Costa-Rica, Denemarken, Frankrijk) en 9 onthoudingen (Israël, Thailand, Turkije, de Verenigde Staten, Argentinië, Bolivia, China, Columbia, Dominicaanse Republiek).

b) Wat betreft de niet-zelfbesturende gebieden :

1) De resolutie betreffende de deelneming van de niet-zelfbesturende gebieden aan de werkzaamheden van de Organisatie der Verenigde Naties en van de gespecialiseerde instellingen als doeltreffend middel om de vooruitgang van de bevolking dezer landen naar gelijkstelling met de Landen-leden der Verenigde Naties te bevorderen. Deze resolutie, welke door Birma, Cuba, Egypte en Indië voorgesteld werd, verzoekt het krachtens artikel 73e van het Handvest opgericht Bijzonder Comité de niet-zelfbesturende gebieden aan haar werkzaamheden deelachtig te maken.

De heer Ryckmans liet daarover opmerken, dat alle werkzaamheden van het Bijzonder Comité gesteund waren op inlichtingen welke precies kwamen uit de niet-zelfbesturende gebieden, en dat het de behorende landen anderzijds toegelaten was de vertegenwoordigers dezer gebieden op te nemen in hun afvaardiging bij het Bijzonder Comité en dat zij dit herhaaldelijk gedaan hadden.

De Algemene Vergadering nam de tekst aan met 47 tegen 2

(1) Voir sous b), p. 9.

(1) Zie onder b), blz. 9.

France) et 7 abstentions (Royaume-Uni, Nouvelle Zélande, Australie, Pays-Bas, Costa Rica).

2) Le Comité spécial avait établi un texte révisé du schéma destiné à servir de guide aux membres qui transmettent des renseignements en application de l'article 73e de la Charte. Une résolution fut proposée à la 4^{me} Commission qui approuvait le nouveau schéma.

M. Ryckmans déclara, lors des débats, que ce schéma révisé contenait des questions d'ordre politique qui dépassaient les termes de l'article 73e de la Charte et que le Gouvernement belge, tout en s'inspirant du schéma, ne pourrait se considérer comme tenu de répondre à toutes ses rubriques.

Le projet fut adopté en séance plénière par 46 voix contre 0 et 5 abstentions dont la Belgique.

Devant les tendances ainsi manifestées par la majorité des Etats membres de l'O. N. U., le Gouvernement belge prit, dès le mois de février 1952, la décision de réagir énergiquement en exposant d'une manière complète devant les instances compétentes de l'Organisation, le point de vue de la Belgique. Ce point de vue, essentiellement positif, fut développé principalement lors de la session 1952 du Comité spécial, devenu Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes et lors des débats du Comité institué par l'Assemblée dans le but d'étudier les facteurs dont il convient de tenir compte pour décider si un territoire est, ou n'est pas un territoire dont les populations ne s'administrent pas encore complètement elles-mêmes.

4. — Les travaux du Conseil de Tutelle en 1952 (10^{me} et 11^{me} session).

A. — La 10^{me} session du Conseil de Tutelle se déroula à New-York du 22 février au 1^{er} avril 1952. Les problèmes suivants y furent notamment examinés :

a) la participation des habitants autochtones de territoires sous tutelle aux travaux du Conseil de Tutelle.

La résolution 554 (VI) de l'Assemblée générale invitait le Conseil de tutelle à étudier la possibilité d'associer plus étroitement les habitants des territoires sous tutelle à ses travaux. Le Conseil examina le problème sans arriver à une solution. Le représentant du Salvador proposa la création d'un Comité de 6 membres qui étudierait la possibilité d'associer les indigènes aux travaux du Conseil en fonction de la recommandation de l'Assemblée et les observations émises par les membres du Conseil.

Le Conseil adopta la proposition du Salvador par 8 voix et 4 abstentions (France, Australie, Belgique et U. R. S. S.).

b) le Comité permanent des pétitions.

La résolution 552 (VI) de l'Assemblée générale prévoyait la création d'un Comité permanent des pétitions. Le Conseil de Tutelle lors de sa 10^{me} session s'attacha à préciser le fonctionnement de ce Comité. En vue d'accomplir son travail préparatoire, celui-ci se réunirait, au moins un mois avant chaque session en vue : a) de séparer les pétitions proprement dites des communications d'ordre général qui ne seraient pas soumises à la procédure établie pour l'examen des pétitions; b) de procéder à l'examen préliminaire des pétitions, de manière à parfaire l'examen qu'il effectuerait, pendant la session du Conseil, avec l'aide d'un Représentant spécial de l'autorité chargée de l'administration.

Le délégué belge, M. Ryckmans, précisa, lors des débats, que la délégation belge maintiendrait son opposition de principe à la création d'un Comité permanent des pétitions.

c) les Unions administratives.

L'Assemblée générale, par sa recommandation 563 (VI), s'était prononcée en faveur de la rédaction, par le Conseil, d'un rapport spécial sur chaque union administrative. Le représentant des Etats-Unis proposa que cette étude fut confiée au Comité permanent des Unions administratives. Ce texte fut complété par un amendement belge visant à ce que le Comité reçut pour mandat de tenir aussi compte des intérêts des habitants des territoires sous tutelle.

Le délégué belge motiva sa proposition, en déclarant que lors de l'examen de la question des unions administratives, tant la situation de droit que celle de fait devait être prise en considération.

La proposition américaine, ainsi amendée, fut adoptée par 11 voix contre 1 (U. R. S. S.).

stemmen (België, Frankrijk) en 7 onthoudingen (Verenigd Koninkrijk, Nieuw-Zeeland, Australië, Nederland, Costa-Rica).

2) Het Bijzonder Comité had een herziene tekst opgesteld voor het schema bestemd om als richtsnoer te dienen voor de leden die inlichtingen overmaken bij toepassing van artikel 73 van het Handvest. Een resolutie werd aan de 4^{de} Commissie voorgesteld, waarbij het nieuw schema werd goedgekeurd.

De heer Ryckmans verklaarde, tijdens de besprekingen, dat dit herziene schema aangelegenheden van politieke aard omvatte die de bewoordingen van artikel 73 van het Handvest te buiten gingen en dat de Belgische Regering, hoewel op dit schema voortgaande, zich niet als verplicht kon beschouwen om op al zijn rubrieken te antwoorden.

Het ontwerp werd in de voltallige vergadering aangenomen met 46 stemmen tegen 0 en 5 onthoudingen, waaronder België.

Tegenover de strekkingen waarvan de meerderheid der Staten-leden van de O. V. N. aldus blijk gaven, nam de Belgische Regering, van de maand Februari 1952 af, de beslissing krachtadig te reageren door vóór de bevoegde instanties van de Organisatie volledig het standpunt van België toe te lichten. Dit standpunt, dat essentieel positief is, werd voornamelijk uiteengezet tijdens de zitting 1952 van het Bijzonder Comité, hetwelk het Comité voor inlichtingen over de niet-zelfbesturende gebieden geworden was, alsook tijdens de besprekingen van het Comité, opgericht door de Vergadering om de factoren te bespreken waarmede dient rekening gehouden om te beslissen of een gebied al dan niet er een is waarvan de bevolking zichzelf nog niet volkomen bestuurt.

4. — Werkzaamheden van de Trustschapsraad in 1952 (10^{de} en 11^{de} zitting).

A. — De 10^{de} zitting van de Trustschapsraad ging te New-York door van 22 Februari tot 1 April 1952. Volgende vraagstukken werden daar onderzocht, namelijk :

a) de deelneming van de autochtone inwoners der Trustgebieden aan de werkzaamheden van de Trustschapsraad.

De resolutie 554 (VI) van de Algemene Vergadering verzocht de Trustschapsraad de mogelijkheid te bestuderen om de inwoners der Trustgebieden nauwer te betrekken bij haar werkzaamheden. De Raad onderzocht het vraagstuk zonder tot een oplossing te komen. De vertegenwoordiger van Salvador stelde de oprichting voor van een Comité van 6 leden, dat de mogelijkheid zou instuderen om de inlanders deelachtig te maken aan de werkzaamheden van de Raad in verband met de aanbeveling van de Vergadering en de opmerkingen welke door de leden van de Raad geuit werden.

De Raad keurde het voorstel van Salvador goed, met 8 stemmen en 4 onthoudingen (Frankrijk, Australië, België en U. S. S. R.).

b) het Vast Petitie-Comité.

Bij de resolutie 552 (VI) van de Algemene Vergadering werd de instelling van een vast Petitie-Comité voorzien. In zijn 16^{de} zitting streefde de Trustraad er naar, de werking van bedoeld Comité nader te bepalen. Met het oog op zijn voorbereidende werkzaamheden zou het ten minste een maand voor elke zitting vergaderen, ten einde : a) de eigenlijke petitie af te scheiden van de mededelingen van algemene aard, waarop de voor het onderzoek van de petitie vastgestelde procedure niet zou behoeven te worden toegepast; b) tot het voorafgaandelijk onderzoek van de petitie over te gaan om het onderzoek te voltooien waartoe het in de loop van de zitting van de Raad zou overgaan met behulp van een speciaal Vertegenwoordiger van de overheid welke met het beheer is belast.

De Belgische afgevaardigde, de heer Ryckmans, bepaalde nader, tijdens de debatten, dat de Belgische afvaardiging haar principieel verzet zou handhaven tegen de instelling van een vast Petitie-Comité.

c) de Administratieve Unies.

Bij haar aanbeveling 563 (VI) had de Algemene Vergadering zich uitgesproken voor het uitbrengen, door de Raad, van een bijzonder verslag over elke administratieve unie. De vertegenwoordiger van de Verenigde Staten stelde voor bedoelde studie op te dragen aan het Vast Comité voor Administratieve Unies. De tekst werd aangevuld met een Belgisch amendement, waarbij het Comité er mede belast wordt, eveneens rekening te houden met de belangen van de inwoners van de Trustgebieden.

Ter staving van zijn voorstel verklaarde de Belgische afgevaardigde dat er bij het onderzoek van het vraagstuk der administratieve unies rekening moest worden gehouden, zowel met de rechts- als met de feitelijke toestand.

Het aldus geamendeerd Amerikaans voorstel werd goedgekeurd met 11 stemmen tegen één (U. S. S. R.).

B. La 11^{me} session du Conseil de Tutelle se déroula à New-York du 3 juin au 24 juillet 1952. Les questions suivantes y furent principalement examinées :

a) la participation des habitants autochtones des territoires sous tutelle aux travaux du Conseil de tutelle.

Durant les travaux du Comité d'études sur cette question, comité créé lors de la 10^{me} session du Conseil, le Salvador et la République dominicaine se prononcèrent contre l'inclusion d'indigènes dans les délégations des puissances administrantes en motivant leur position par le fait que cette procédure ne permettrait pas aux indigènes de s'exprimer avec suffisamment de liberté. La délégation thaïlandaise présenta au Comité un projet de texte dont la partie opérative comprenait la phrase suivante : « exprime l'espoir que les Puissances administrantes étudieraient la possibilité d'inclure dans leur délégation... ».

Ce texte adopté par le Comité, fut adopté à son tour par le Conseil en recueillant 7 voix contre 2 (République dominicaine et Salvador) et 2 abstentions (Belgique, U. R. S. S.).

Le délégué belge, M. Ryckmans, motiva son abstention en déclarant que toute application de la résolution 554 (VI) de l'Assemblée générale lui paraissait être en contradiction avec la Charte et l'Accord de tutelle pour le Ruanda-Urundi.

b) l'examen des pétitions.

L'examen de 365 pétitions était inscrit à l'ordre du jour de la 11^{me} session du Conseil. Sur ces 365 pétitions, 131 ont été classées comme des communications concernant des problèmes généraux sur lesquels l'attention du Conseil a déjà été appelée et au sujet desquelles des décisions ont été prises.

En ce qui concerne le Ruanda-Urundi, 5 pétitions furent examinées. Deux d'entre elles firent l'objet de recommandations adressées par le Conseil à l'Autorité chargée de l'administration.

c) les Unions administratives.

Le Conseil de tutelle avait à se prononcer sur le rapport établi par le Comité permanent des Unions administratives en application de la résolution 563 (VI) de l'Assemblée générale. L'Union administrative pour le Ruanda-Urundi est examinée au chapitre IV de ce document dont les conclusions sont : le Comité « is of the opinion that there is no evidence to indicate that the practical operation of the Union is incompatible with the Charter and the Trust Agreement... ». Ces conclusions se terminaient par la recommandation adressée à l'Autorité administrative de modifier la loi de 1925 de manière à la rendre conforme aux pratiques en vigueur.

Le représentant belge compara la première de ces conclusions à une sentence d'un juge déçu de n'avoir pas pu rassembler des preuves de culpabilité à l'endroit d'une personne soupçonnée par lui d'avoir commis un délit. Il souligna que le Comité n'avait pas tenu compte de l'élément « intérêt des habitants » qui avait été admis par le Conseil au cours de la 10^{me} session.

L'ensemble du rapport du Comité fut adopté par le Conseil par 7 voix contre 1 et trois abstentions (Belgique, Royaume-Uni et Australie).

d) l'examen de la situation du Ruanda-Urundi.

Au cours de sa 11^{me} session, le Conseil examina la situation de sept territoires sous tutelle, dont le Ruanda-Urundi auquel il consacra sept séances. Le représentant spécial belge était M. Deroy.

Lors des débats, les points suivants furent notamment examinés :

1) dans le domaine politique : la participation des indigènes à l'administration du territoire, l'application du droit de pétition, le fonctionnement du Conseil du Vice-Gouvernement, points faisant l'objet de divergences de vues entre la Mission de visite qui parcourut le territoire durant l'été 1951 et l'Autorité chargée de l'administration;

2) sur le plan économique, le plan décennal pour le Ruanda-Urundi ne fit pas l'objet de commentaires détaillés;

3) dans le domaine social et de l'enseignement : la suppression des châtimens corporels, le rôle des missions dans l'enseignement, la formation des médecins dans les écoles du territoire.

Un comité de rédaction composé de l'Australie, du Royaume-Uni, de la République dominicaine et de la Chine élaborait un rapport sur le Ruanda-Urundi qui fut examiné par le Conseil au cours de sa 442^{me} séance. Ce rapport contenait non seulement une appréciation flatteuse de la publication du plan décennal, de la réforme politique

B. — De 11^{de} zitting van de Trustraad werd te New-York gehouden van 3 juni tot 24 juli 1952. In hoofdzaak werden de volgende vraagstukken behandeld :

a) de deelneming van de autochtone inwoners van de Trustgebieden aan de werkzaamheden van de Trustraad.

In de loop van de werkzaamheden van het Comité voor de studie van bedoeld vraagstuk, comité dat tijdens de 10^{de} zitting van de Raad werd ingesteld, spraken Salvador en de Dominicaanse Republiek zich uit tegen de opneming van inlanders in de afvaardigingen van de beherende mogendheden, en ter staving van hun standpunt voerden zij aan dat dergelijke procedure het de inlanders niet mogelijk zou maken hun mening met voldoende vrijheid te uiten. De Thailandse afvaardiging legde het Comité een ontwerp van tekst voor, waarvan de besluiten de volgende volzin bevatten : « Sprekt de hoop uit, dat de beherende Mogendheden de mogelijkheid in studie zouden nemen om... in haar afvaardigingen op te nemen ».

Bedoelde tekst werd door het Comité aangenomen, en daarna door de Raad goedgekeurd met 7 tegen 2 stemmen (Dominicaanse Republiek en Salvador) en 2 onthoudingen (België, U. S. S. R.).

De Belgische afgevaardigde, de heer Ryckmans, verantwoordde zijn onthouding met de verklaring dat elke toepassing van de resolutie 554 (VI) van de Algemene Vergadering hem in tegenstrijd scheen te zijn met het Handvest en de Trustschapsovereenkomst voor Ruanda-Urundi.

b) het onderzoek van de petitie's.

Het onderzoek van 365 petitie's stond op de agenda van de 11^e zitting van de Raad. Op deze 365 petitie's werden 131 beschouwd als mededelingen over problemen van algemene aard, waarop de aandacht van de Raad reeds gevestigd was en waaromtrent beslissingen werden genomen.

In verband met Ruanda-Urundi werden 5 petitie's onderzocht. Twee daarvan maakten het voorwerp uit van aanbevelingen van de Raad aan de Overheid, die met het beheer is belast.

c) de Administratieve Unies.

De Trustschapsraad moet zich uitspreken over het verslag uitgebracht door het vast Comité voor Administratieve Unies ter voldoening aan de resolutie 563 (VI) van de Algemene Vergadering. De Administratieve Unie voor Ruanda-Urundi wordt behandeld in hoofdstuk IV van bedoeld stuk, waarvan de besluiten luiden : het Comité « is of the opinion that there is no evidence to indicate that the practical operation of the Union is incompatible with the Charter and the Trust Agreement... ». Bedoelde besluiten eindigden met de aanbeveling aan de beherende Overheid, de wet van 1925 te wijzigen om ze in overeenstemming te brengen met de geldende praktijken.

De Belgische afgevaardigde vergeleek het eerste van voormelde besluiten met het vonnis van een rechter die ontgoocheld is omdat hij geen schuldbewijzen heeft kunnen verzamelen tegen een persoon, die hij verdenkt een misdrijf te hebben gepleegd. Hij legde er de nadruk op dat het Comité geen rekening had gehouden met « het belang van de inwoners », hetwelk de Raad had erkend in de loop van de 10^e zitting.

Het verslag van het Comité werd in het geheel goedgekeurd met 7 stemmen tegen één en drie onthoudingen (België, Verenigd Koninkrijk en Australië).

d) het onderzoek van de toestand van Ruanda-Urundi.

In de loop van de 11^e zitting onderzocht de Raad de toestand van zeven Trustgebieden, waaronder Ruanda-Urundi, waaraan hij zeven vergaderingen besteedde. De bijzondere Belgische vertegenwoordiger was de heer Deroy.

In de loop van het debat werden onder meer onderstaande punten behandeld :

1) op politiek gebied : de deelneming van de inlanders aan het beheer van het grondgebied, de toepassing van het petitie-recht; de werking van de Raad van het Vice-gouvernement; bedoelde punten maakten immers het voorwerp uit van meningsverschillen tussen de Zending, die het grondgebied in de Zomer 1951 doorkruiste en de Overheid, die met het beheer is belast;

2) op economisch gebied maakte het tienjarenplan voor Ruanda-Urundi het voorwerp van geen omstandige commentaar uit;

3) op sociaal gebied en op het gebied van het onderwijs : de opheffing van de lijfstraffen, de rol van de missies op het gebied van het onderwijs, de vorming van de geneesheren in de scholen van het grondgebied.

Door een redactiecomité, samengesteld uit Australië, het Verenigd Koninkrijk, de Dominicaanse Republiek en China, werd een verslag uitgewerkt over Ruanda-Urundi; het werd onderzocht door de 442^e vergadering van de Raad. In dit verslag kwam niet enkel een vleeiende beoordeling van de bekendmaking van het tienjarenplan voor, alsmede

indigène prévue, de l'apport considérable des œuvres privées à l'amélioration des conditions médicales du territoire, mais aussi une remarque générale constatant le progrès considérable réalisé dans le territoire.

Les recommandations adoptées au sujet du Ruanda-Urundi, impliquent de la part de l'Autorité chargée de l'administration, outre la fourniture de renseignements sur certaines questions, les mesures suivantes :

1) Dans le domaine politique :

- Augmentation du nombre des membres indigènes du Conseil de Vice-Gouvernement.
- Difficultés que présentent le problème de la dualité des deux administrations et les solutions que l'Administration se propose d'y apporter.
- Augmentation du nombre des indigènes dans les services publics. Examen des salaires des agents de ces services.
- Adoption de mesures destinées à influencer l'opinion publique en faveur du fonctionnement du système électoral.
- Adoption de mesures destinées à documenter pertinemment les indigènes sur le rôle du droit de pétition dans le régime international de tutelle.

2) Dans le domaine économique :

- Adoption de mesures en vue d'accroître la participation des indigènes dans des secteurs de l'activité économique autres que les coopératives et les centres de négoce.
- Mise en application sans retard des mesures proposées par l'Administration en vue de résoudre le problème du bétail.
- Communication de renseignements touchant les bénéfices de l'industrie minière et la contribution de cette industrie au revenu du territoire.

3) Dans le domaine social :

- Adoption de mesures traitant de la réglementation du déplacement des personnes, qui ne se présenteraient pas sous une forme pouvant donner lieu à penser qu'il s'agit de discrimination.
- Formation de médecins indigènes.

4) Dans le domaine de l'enseignement :

- Supervision par l'Administration des écoles-chapelles et création, quand le besoin s'en fait sentir, d'écoles laïques.
- Développement de l'enseignement secondaire, supérieur et normal, octroi de bourses d'études à l'étranger.

5. — Les débats sur les territoires non autonomes à la Commission des Droits de l'Homme et au Conseil économique et social, au Comité pour l'étude des facteurs et à la 3^{me} session du Comité des renseignements.

A. — Commission des droits de l'homme et Conseil économique et social.

a) La commission des droits de l'homme a tenu sa 8^{me} session à New-York du 14 avril au 14 juin 1952. Les points suivants furent notamment examinés :

1) La résolution 545 (VI), adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 5 février 1952, décide que les pactes relatifs aux droits de l'homme — pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, pacte relatif aux droits civils et politiques — contiendraient un article stipulant que « tous les peuples ont le droit de disposer d'eux-mêmes » et que tous les Etats, y compris ceux qui administrent des territoires non autonomes doivent contribuer à assurer l'exercice de ce droit conformément aux buts et aux principes de la Charte. La Commission des Droits de l'homme, qui avait à établir le texte en question, adopta une rédaction destinée à figurer dans les deux projets de pacte et qui contient le paragraphe 2 suivant : « Tous les Etats, y compris ceux qui sont chargés de l'administration de territoires non autonomes et de territoires sous tutelle et ceux qui contrôlent, de quelque manière que ce soit, l'exercice de ce droit par un autre peuple, sont tenus de contribuer à assurer l'exercice de ce droit dans tous leurs territoires et d'en respecter l'exercice dans les autres Etats conformément aux dispositions de la Charte des Nations Unies. »

Le délégué belge, M. Nisot, fit remarquer que cette disposition était des plus incomplètes. Elle ne se prononçait pas, en effet, sur les problèmes essentiels qui doivent être élucidés si l'on veut éviter que le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes reste relégué parmi les principes purement abstraits.

van de voorgenomen politieke hervorming ten bate van de inlanders, van de aanzienlijke bijdrage van private werken tot de verbetering van de medische voorwaarden op dit grondgebied, maar ook een algemene opmerking, waarbij de aanzienlijke vooruitgang werd vastgesteld, die bedoeld gebied werd verwezenlijkt.

De aanbevelingen die goedgekeurd werden in verband met Ruanda-Urundi veronderstellen dat de beherende Overheid inlichtingen verstrekt omtrent bepaalde vraagstukken, en dat zij bovendien de volgende maatregelen neemt :

1) Op politiek gebied :

- Vermeerdering van het aantal inlandse leden van de Raad van het Vice-gouvernement;
- Moelijkheden die gepaard gaan met het probleem van de dubbele administratie en oplossingen die het Bestuur voornemens is er aan te geven.
- Vermeerdering van het aantal inlanders in de openbare diensten. Onderzoek van de lonen van het personeel van bedoelde diensten.
- Maatregelen tot beïnvloeding van de publieke opinie ten gunste van de werking van het kiesstelsel.
- Maatregelen te nemen om de inlanders degelijk op de hoogte te brengen van de rol van het petitierect in het internationaal trust-schapstelsel.

2) Op economisch gebied :

- Maatregelen tot het betrekken van de inlanders bij andere sectoren van het bedrijfsleven dan de coöperaties en de handelscentra.

— Onverwijld toepassing van de maatregelen, die het Bestuur voorstelt om het veeprobleem op te lossen.

— Mededeling van inlichtingen omtrent de winsten in de mijn-nijverheid en de bijdrage van bedoelde nijverheid tot het inkomen van het grondgebied.

3) Op maatschappelijk gebied :

- Maatregelen te nemen in verband met de regeling van de verplaatsing der personen, welke niet de vorm zouden aannemen, waaruit men zou kunnen afleiden dat rassonderscheid wordt beoogd.
- Vorming van inlandse geneesheren.

4) Op onderwijsgebied :

- Toezicht van het Bestuur op kapelscholen en desnoods oprichting van openbare scholen.
- Ontwikkeling van het middelbaar en hoger onderwijs, alsook van het normaalonderwijs, toekenning van beurzen voor studies in het buitenland.

5. — De debatten in zake de niet-zelfbesturende gebieden in de Commissie voor de Rechten van de Mens en in Economische en Sociale Raad, in het Comité voor de Studie van de factoren en op de 3^e zitting van het Comité voor inlichtingen.

A. — Commissie voor de Rechten van de Mens en Economische en Sociale Raad.

a) De commissie voor de rechten van de mens heeft haar 8^e zitting te New-York gehouden van 14 April tot 14 Juni 1952. De volgende punten werden onder meer behandeld :

1) Bij de resolutie 545 (VI), die door de algemene Vergadering van de Verenigde Naties werd goedgekeurd op 5 Februari 1952, werd besloten dat de pacten betreffende de rechten van de mens — pact betreffende de economische, sociale en culturele rechten, pact betreffende de burgerlijke en staatsburgerlijke rechten — een artikel zouden inhouden waarin wordt bepaald dat alle volkeren « zelfbeschikkingsrecht genieten » en dat alle Staten, ook zij, die niet-zelfbesturende gebieden beheren, er toe moeten bijdragen de uitoefening van bedoeld recht te waarborgen overeenkomstig de doelstellingen en de beginselen van het Handvest. De Commissie voor de Rechten van de Mens, die bedoelde tekst moest opstellen, aanvaardde een redactie welke bestemd was om in de twee ontwerpen van overeenkomst te worden opgenomen en waarin volgende paragraaf 2 voorkomt : « Alle staten, diegene inbegrepen welke belast zijn met het beheer der niet-zelfbesturende gebieden en der Trustgebieden en diegene die, op welke wijze ook, toezicht houden over de uitoefening van dit recht door een ander volk, zijn gehouden bij te dragen tot de uitoefening van dit recht in al hun gebieden en er de uitoefening van te eerbiedigen in de andere Staten overeenkomstig de bepalingen van het Handvest van de Verenigde Naties ».

De Belgische afgevaardigde, de heer Nisot, merkte op dat deze bepaling zeer onvolledig was. Zij sprak zich inderdaad niet uit over de essentiële vraagstukken welke dienen opgelost indien wil voorkomen worden dat het beginsel van het zelfbeschikkingsrecht der volkeren zou verwezen worden naar zuiver abstracte beginselen.

Le paragraphe fut adopté en Commission par 13 voix contre 4 (Australie, France, Belgique et Royaume-Uni) et 1 abstention (Suède).

2) Par sa résolution 545 (VI) précitée, l'Assemblée invitait la Commission à rédiger des projets de recommandations relatives au respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, projets à soumettre à l'Assemblée. Déférant à cette invitation, la Commission adopta deux recommandations. Le paragraphe 2 du dispositif de la première est ainsi conçu : « Les Etats membres de l'Organisation des Nations Unies doivent reconnaître et favoriser la réalisation, en ce qui concerne les populations des territoires non autonomes et des territoires sous tutelle placés sous leur administration, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes; et accorder ce droit à ceux de ces peuples qui demandent à s'administrer eux-mêmes, après avoir déterminé, en particulier par voie de plébiscite sous l'égide des Nations Unies, quelle est la volonté de la population ».

M. Nisot fit remarquer que cet alinéa repose sur une discrimination et prévoit un mécanisme de mise en œuvre qui ne s'applique qu'à certains Etats et à certains peuples. Il s'agit des peuples se trouvant sous l'autorité des Etats dénommés coloniaux. La résolution ne s'applique pas aux autres peuples du monde qui vivent parfois en minorité, sur le territoire d'Etats dont le Gouvernement est assuré par une race différente. En n'incluant pas ces minorités dans la résolution, la Commission méconnaît la vocation au droit de libre disposition dont la Charte assure le bénéfice à tous les peuples du monde.

La résolution fut adoptée par 11 voix contre 5 (Etats-Unis, France, Belgique, Australie) et 2 abstentions.

La deuxième résolution, à l'initiative du Liban, recommandait à l'Assemblée générale de prier les Etats membres responsables de l'administration de territoires non autonomes, d'ajouter de leur propre initiative aux renseignements transmis en vertu de l'article 73e de la Charte des indications détaillées sur la mesure dans laquelle le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est exercé par les populations de ces territoires, et notamment sur leur progrès dans le domaine politique et sur les mesures prises pour développer leur capacité à s'administrer elles-mêmes, pour tenir compte de leurs aspirations politiques et pour aider le développement progressif de leurs libres institutions politiques.

M. Nisot fit remarquer que cette recommandation sortait du cadre de la Charte et posa les questions suivantes : « Puisque de toute manière, il s'agit de sortir du cadre de la Charte, pourquoi la délégation libanaise limite-t-elle sa recommandation à certains Etats seulement ? Pourquoi ne l'étend-elle pas aux autres Etats qui ont sous leur autorité des races autres que la race dominante ? »

La recommandation fut adoptée par 11 voix contre 4 (France, Royaume-Uni, Belgique, Australie) et 3 abstentions.

Notons enfin que par sa résolution 422 (V), l'Assemblée générale avait invité la Commission à introduire dans les projets de pacte un article étendant de plein droit leur portée aux territoires dépendants. La Commission estima à ce propos, la question définitivement réglée.

b) Le Conseil économique et social examina lors de sa 14^{me} session, le rapport établi par la Commission des droits de l'homme en sa 8^{me} session et étudia notamment les deux recommandations précitées qui lui étaient transmises par la Commission. Sur proposition du délégué de la Pologne, l'Ecosoc se borna à transmettre ces deux recommandations à l'Assemblée Générale.

M. Raymond Scheyven, Président de la délégation belge à l'Ecosoc, souligna une contradiction dans l'attitude de la majorité du Conseil. Celui-ci en effet, ayant auparavant décidé de renvoyer pour étude le projet d'article sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, acceptait maintenant de transmettre sans examen approfondi, deux recommandations portant sur le même objet.

La recommandation fut adoptée par 14 voix contre 3 (Belgique, France, Grande-Bretagne) et 1 abstention (Suède).

B. — Les travaux du Comité *ad hoc* pour l'étude des facteurs dont il convient de tenir compte pour décider si un territoire est, ou n'est pas, un territoire dont les populations ne s'administrent pas encore complètement elles-mêmes.

On a vu au point I de cette note que l'Assemblée générale avait échoué dans ses tentatives pour définir la notion de territoire non autonome, notion figurant au titre du chapitre XI de la Charte. Par ailleurs, des Etats membres avaient cessé de fournir des renseignements sur certains territoires non autonomes excipant du fait que ces territoires avaient atteint le stade de l'autonomie. Une question, connexe à la définition de l'expression « territoire non autonome » se posait dès lors : quels étaient les facteurs permettant d'apprécier quand un territoire non autonome cessait d'avoir ce caractère ?

Par sa résolution 567 (VI) du 18 janvier 1952, l'Assemblée générale invita les membres des Nations Unies à faire parvenir au Secrétaire général de l'Organisation « un exposé des vues de leur Gouvernement touchant les facteurs dont il convient de tenir compte pour

De paragraaf werd aangenomen door de Commissie met 13 tegen 4 stemmen (Australië, Frankrijk, België en het Verenigd Koninkrijk) en 1 onthouding (Zweden).

2) In haar voormelde resolutie 545 (VI) verzocht de Vergadering de Commissie ontwerpen van aanbevelingen op te stellen met betrekking tot de eerbiediging van het zelfbeschikkingsrecht der volkeren, ontwerpen die aan de Vergadering dienden voorgelegd. Paragraaf 2 van de tekst van de eerste aanbeveling is aldus opgesteld : « De Staten-leden van de Organisatie der Verenigde Naties dienen de verwezenlijking te erkennen en te begunstigen, wat betreft de bevolkingen der van de tekst van de eerste aanbeveling luidt als volgt : « De Staten-niet-zelfbesturende gebieden en der Trustgebieden onder hun beheer, van het zelfbeschikkingsrecht der volkeren, en dit recht toekennen aan diegenen onder die volkeren die vragen om zichzelf te beheren, na vooraf te hebben bepaald, bijzonderlijk bij wijze van *volksstemming* onder toezicht van de Verenigde Naties, welke de wil is van de bevolking... »

De heer Nisot merkte op, dat dit steunt op een onderscheid en een tewerkstellingsmechanisme onderstelt dat slechts op sommige Staten en op sommige volkeren toepasselijk is. Het geldt de volkeren die zich onder het gezag bevinden van zogenaamde koloniale Staten. De resolutie is niet toepasselijk op andere volkeren van de wereld die soms in minderheid leven op het grondgebied van Staten waarvan de Regering waargenomen wordt door een ander ras. Door deze minderheden niet in de resolutie op te nemen, miskent de Commissie de aanspraken op zelfbeschikkingsrecht waarvan het Handvest het genot aan alle volkeren van de wereld verzekert.

De resolutie werd aangenomen met 11 tegen 5 stemmen (Verenigde Staten, Frankrijk, België, Australië) en 2 onthoudingen.

De tweede resolutie, op het initiatief van Libanon, deed aanbeveling aan de Algemene Vergadering, de voor het beheer van niet-zelfbesturende gebieden verantwoordelijke Staten-leden te verzoeken op eigen initiatief aan de krachtens artikel 73e van het Handvest overgemaakte inlichtingen grondige aanduidingen toe te voegen over de mate waarin het zelfbeschikkingsrecht uitgeoefend wordt door de bevolkingen van bedoelde gebieden, inzonderheid over hun vorderingen op politiek gebied en over de maatregelen die genomen werden om rekening te houden met hun politieke verlangens en om bij te dragen tot de geleidelijke ontwikkeling van hun vrije politieke instellingen.

De heer Nisot merkte op, dat deze aanbeveling buiten het kader van het Handvest valt en stelde de volgende vragen : « Vermits het er alleszins om gaat het kader van het Handvest te buiten te gaan, waarom beperkt de afvaardiging van Libanon haar aanbeveling tot enkele Staten ? Waarom breidt zij deze niet uit tot de andere Staten die onder hun gezag andere rassen hebben dan het overheersende ras ? »

De aanbeveling werd aangenomen met 11 tegen 4 stemmen (Frankrijk, Verenigd Koninkrijk, België, Australië) en 3 onthoudingen.

Laten wij ten slotte opmerken, dat de Algemene Vergadering, door haar resolutie 422 (V), de Commissie verzocht heeft in de ontwerpen van overeenkomst een artikel in te lassen dat van rechtswege hun draagwijdte zou uitbreiden tot de afhankelijke gebieden. De Commissie achtte in dit opzicht de kwestie als voor goed afgedaan.

b) De Economische en Sociale Raad onderzocht tijdens zijn 14^{de} zitting het verslag dat door de Commissie voor de Rechten van de Mens was opgemaakt in de loop van haar 8^{ste} zitting en bestudeerde namelijk de twee voormelde aanbevelingen welke hem werden overgemaakt door de Commissie. Op voorstel van de afgevaardigde van Polen, beperkte de Ecosoc er zich toe, deze twee aanbevelingen over te maken aan de Algemene Vergadering.

De heer Raymond Scheyven, Voorzitter van de Belgische Afvaardiging bij de Ecosoc, legde de nadruk op een tegenstelling in de houding van de meerderheid van de Raad. Ofschoon deze vooraf besloten had het ontwerp van artikel over het zelfbeschikkingsrecht der volkeren ter studie terug te zenden, aanvaardt hij nu, zonder grondig onderzoek, twee aanbevelingen in verband met hetzelfde doel over te maken.

De aanbeveling werd aangenomen met 14 tegen 3 stemmen (België, Frankrijk, Groot-Brittannië) en 1 onthouding (Zweden).

B. — De werkzaamheden van het Comité *ad hoc* voor de studie van de factoren waarmede dient rekening gehouden om te beslissen of een gebied al dan niet een gebied is waarvan de bevolkingen zichzelf nog niet volkomen besturen.

Wij hebben onder punt I van deze nota gezien dat de Algemene Vergadering niet geslaagd was in haar pogingen om het begrip « niet zelfbesturend gebied » te bepalen, begrip dat voorkomt in Hoofdstuk XI van het Handvest. Anderzijds, hadden sommige Staten-leden opgehouden inlichtingen over sommige niet-zelfbesturende gebieden te verstrekken, op grond van het feit dat die gebieden het stadium van de zelfstandigheid hebben bereikt. Derhalve rees een vraag op welke verband houdt met de bepaling van het begrip « niet-zelfbesturend gebied » : Volgens welke factoren kan men oordelen of een niet-zelfbesturend gebied dat karakter niet meer bezit ?

Door haar resolutie 567 (VI) van 18 Januari 1952, verzocht de Algemene Vergadering de leden van de Verenigde Naties, aan het Secretariaat generaal een uiteenzetting over te maken « over de opvattingen van hun Regering betreffende de factoren waarmede rekening

décider si un territoire est ou n'est pas un territoire dont les populations ne s'administrent pas encore elles-mêmes ». Dix-neuf pays répondirent à la demande du Secrétaire Général. Les réponses les plus marquantes furent celles de la Belgique, du Royaume-Uni, des Pays-Bas, de la France, de l'Irak et des Philippines. Toutes ces réponses, à l'exception de celles de la Belgique et de la France, envisageaient la question des facteurs du point de vue de la cessation de la transmission des renseignements prévus par l'article 73e de la Charte.

Il importe d'analyser brièvement le document belge (1) qui contient les bases de ce que l'on a dénommé ultérieurement la « thèse belge ». Cette thèse essentiellement constructive s'appuie en ordre principal sur les considérations suivantes :

1) la question de la cessation de la transmission des renseignements est contenue dans le problème de la définition « des territoires dont les populations ne s'administrent pas encore complètement elles-mêmes » (article 73).

2) or, jusqu'à présent, par manque de définition et par discrimination, les garanties du chapitre XI de la Charte ne sont octroyées qu'à une partie seulement des populations indigènes.

3) il convient dès lors de donner au chapitre XI une application géographique plus large et de revenir au principe sur lequel était basé l'article 23 (b) du Pacte de la Société des Nations et suivant lequel tous les membres de celle-ci prenaient l'engagement de faire bénéficier les indigènes, quel que fût le territoire auquel ils appartenaient, d'un traitement équitable.

Lors des débats du Comité sur les facteurs, qui se déroula à New-York du 4 au 9 septembre 1952, M. Ryckmans, notre délégué, eut l'occasion d'évoquer la thèse belge de l'applicabilité du chapitre XI aux populations autochtones du monde entier. Il déclara que la liste des facteurs pouvait être utilisée tant à propos de l'examen de la cessation de renseignements au sujet d'un territoire qu'à propos de la question de savoir si des renseignements ne devraient pas être communiqués au sujet d'un territoire qui jusqu'ici n'a pas été l'objet de ces renseignements. Il exposa enfin que les membres des Nations Unies se devaient d'être conséquents avec eux-mêmes: s'ils interprètent libéralement le chapitre XI en ce qui concerne les obligations des Puissances administrantes, ils doivent adopter une attitude analogue quand il s'agit de savoir quelles sont les populations auxquelles s'applique le chapitre XI.

A la demande du délégué belge, un chapitre reflétant complètement les vues du Gouvernement belge fut introduit dans le rapport du Comité. Ce rapport fut adopté par 7 voix (dont celle de la Belgique) et 2 abstentions (France et Australie).

C. — La 3^{me} session du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes.

Les travaux de la session du Comité des renseignements 1952 débutèrent à New-York le 11 septembre. L'examen de la situation sociale dans les territoires non autonomes comprit notamment les points suivants :

a) A la suite du débat sur les conditions sociales dans les territoires non autonomes, un sous-comité de rédaction composé de la France, du Royaume-Uni, des Pays-Bas, de l'Egypte, de l'Inde et de l'Indonésie prépara un rapport résumant les différentes considérations émises par les délégations.

Ce rapport du sous-comité, dont l'intérêt pratique n'apparaît pas avec évidence, fut adopté par 13 voix contre 1 et 2 abstentions (France, Belgique).

Le délégué belge, M. Ryckmans, s'abstint lors du vote, ne voulant pas entériner de quelque manière l'œuvre d'un Comité à la reconduction duquel la Belgique est opposée (1).

Répondant par ailleurs à certaines questions qui lui étaient posées sur la situation sociale du Congo, M. Ryckmans exposa la thèse belge dans les termes suivants :

« Le point de vue belge quant à l'interprétation du Chapitre XI de la Charte est bien connu. Nous avons accepté comme une mission sacrée de promouvoir le progrès, dans tous les domaines, des populations dont nous avons la charge. Nous nous efforçons de remplir loyalement cette mission sacrée.

» Nous considérons, par ailleurs, que la même mission sacrée incombe à tous les Etats qui ont la responsabilité de populations n'ayant pas atteint le même degré de civilisation que la population dominante, qu'il s'agisse de minorités ou de majorités soumises, qu'il s'agisse de territoires d'outre-mer ou de territoires compris dans les frontières continen-

dient te worden gehouden om te beslissen over het feit of een gebied al dan niet een gebied is waarvan de bevolking zichzelf nog niet bestuurt ». Negentien landen gaven gevolg aan het verzoek van de Secretaris-generaal. De meest treffende antwoorden waren die van België, het Verenigd Koninkrijk, Nederland, Frankrijk, Irak en de Philippijnen. In al die antwoorden, met uitzondering van die van België en Frankrijk, werd de kwestie der factoren beschouwd van uit het standpunt van de stopzetting van het overmaken der inlichtingen voorzien bij artikel 73e van het Handvest.

Het is nodig in het kort het Belgische stuk (1) te ontleiden dat de grondslagen bevat van wat men later de « Belgische stelling » heeft genoemd. Die stelling is geheel van constructieve aard en steunt voornamelijk op volgende overwegingen :

1) De kwestie van het stopzetten van het overmaken van inlichtingen ligt besloten in het vraagstuk van de bepaling « der gebieden waarvan de bevolking nog niet een volledige mate van zelfbestuur heeft bereikt » (artikel 73).

2) Welnu, tot nog toe, worden de waarborgen van Hoofdstuk XI van het Handvest, bij gebrek aan een bepaling en wegens discriminatie, slechts verleend aan een gedeelte van de inlandse bevolking.

3) Derhalve moet aan Hoofdstuk XI een ruimere geografische toepassing worden gegeven en dient men terug te keren naar het beginsel waarop artikel 23 (b) van het Pact van de Volkenbond was gesteund en volgens hetwelk al de leden van de Volkenbond de verbintenissen aangingen de inlanders, afgezien van het gebied tot hetwelk zij behooren, op billijke wijze te behandelen.

Tijdens de besprekingen van het Comité betreffende de factoren, die van 4 tot 9 September 1952 te New-York plaats hadden, had onze afgevaardigde, de heer Ryckmans, de gelegenheid om de Belgische stelling uiteen te zetten betreffende de toepasselijkheid van Hoofdstuk XI op de inheemse bevolkingen van de gehele wereld. Hij verklaarde dat de lijst der factoren kon gebruikt worden zowel bij het onderzoek van de stopzetting van inlichtingen over een gebied, als in verband met de vraag of geen inlichtingen zouden moeten verstrekt worden over een gebied waarover tot nog toe geen inlichtingen werden verstrekt. Ten slotte, verklaarde hij dat de leden van de Verenigde Naties consequent met zichzelf moeten zijn: indien zij Hoofdstuk XI op vrije wijze verklaren, wat de verplichtingen van de beherende mogendheden betreft, dan moeten zij dezelfde houding aannemen wanneer het geldt te weten welke de bevolkingen zijn waarop Hoofdstuk XI van toepassing is.

Op verzoek van de Belgische afgevaardigde, werd een hoofdstuk, waarin de zienswijze van de Belgische Regering volledig wordt weergegeven, in het verslag van het Comité opgenomen. Dit verslag werd aangenomen met 7 stemmen (waaronder België) en 2 onthoudingen (Frankrijk en Australië).

C. — De 3^{de} zitting van het Comité voor inlichtingen betreffende de niet-zelfbesturende gebieden.

De werkzaamheden van de zitting 1952 van het Comité voor Inlichtingen namen een aanvang op 11 September, te New-York. De bespreking van de maatschappelijke toestand in de niet-zelfbesturende gebieden omvatte o. m. de volgende punten :

a) ingevolge de bespreking over de maatschappelijke toestanden in de niet-zelfbesturende gebieden, werd door een sub-redactiecomité, samengesteld uit Frankrijk, het Verenigd Koninkrijk, Nederland, Egypte, India en Indonesië, een verslag voorbereid, waarin de verschillende beschouwingen, naar voren gebracht door de afvaardigingen, werden samengevat.

Dit verslag van het sub-comité, waarvan het practisch belang niet duidelijk aan het licht komt, werd aangenomen met 13 stemmen tegen 1 en 2 onthoudingen (Frankrijk en België).

De Belgische afgevaardigde, de heer Ryckmans, onthield zich bij de stemming omdat hij niet om het even hoe het werk wilde bekrachtigen van een Comité, tegen de verlenging waarvan België gekant is (1).

Trouwens, in zijn antwoord op sommige vragen die hem over de maatschappelijke toestand van Congo werden gesteld, zette de heer Ryckmans de Belgische stelling uiteen als volgt :

« Het Belgische standpunt betreffende de verklaring van Hoofdstuk XI van het Handvest is wel bekend. Wij hebben het als een verheven zending beschouwd, op alle gebieden de vooruitgang van de bevolking voor welke wij verantwoordelijk zijn in de hand te werken. Wij trachten die verheven zending loyaal te vervullen.

» Wij zijn trouwens van oordeel dat dezelfde verheven zending ten deel valt aan alle Staten die verantwoordelijkheid dragen voor bevolkingen die niet hetzelfde beschavingspeil hebben bereikt als de overheersende bevolking, om het even of het onderworpen minderheden of meerderheden geldt, overzeese gebiedsdelen of gebieden die binnen de

(1) Le texte de la réponse du Gouvernement belge est annexé à la présente note.

(1) De tekst van het antwoord van de Belgische Regering is bij deze nota gevoegd.

tales d'un Etat. Je ne crois pas, d'ailleurs, qu'aucun Etat membre conteste les devoirs qui lui incombent du chef de cette mission.

» La Charte impose aux Etats qui administrent des territoires dont les populations ne s'administrent pas encore entièrement elles-mêmes, l'obligation précise de fournir régulièrement au Secrétaire Général, aux fins d'information et sous certaines réserves de sécurité ou de considérations d'ordre constitutionnel, des renseignements statistiques et autres, de nature technique, concernant les progrès de ces territoires dans les domaines économique, social et de l'éducation.

» La Belgique a reconnu que l'article 73e de la Charte s'applique au Congo Belge. Nous fournissons les renseignements demandés, comme le prescrit la Charte. Nous fournissons ces renseignements aux fins d'information.

» Mais nous n'avons pas soumis l'administration du Congo Belge au contrôle des Nations Unies. Nous estimons que la Charte ne prévoit pas ce contrôle, ne prévoit pas la discussion de nos renseignements. Notre présence ici ne constitue pas la reconnaissance d'une obligation. Elle constitue une preuve de notre désir de collaboration.

» Le représentant de l'Inde nous a dit l'autre jour que la Charte est « a living document; its meaning should grow from year to year ». C'est une thèse qui peut se défendre; mais elle doit se défendre avec logique. J'admets que l'on veuille accentuer la protection internationale aux peuples qui n'ont pas le contrôle de leur destinée. En ce qui nous concerne, nous sommes prêts à souscrire à pareille extension de la Charte. Mais à une condition: c'est que cette sollicitude s'étende à tous les peuples qui en ont besoin; et vous savez tous comme moi que ce ne sont pas les seuls habitants des territoires coloniaux. Ce que nous ne pouvons admettre, c'est que ceux qui refusent de communiquer aux Nations Unies aucun renseignement sur les peuples qui leur sont soumis, exigent de quelques Etats réputés « puissances coloniales » plus que ces Etats n'ont accepté en signant la Charte; que ceux qui exigent qu'on leur fasse aveuglément confiance refusent cette confiance à d'autres Etats qui n'en sont pas moins dignes » (1).

b) L'Egypte, l'Inde, l'Indonésie et le Pakistan présentèrent un projet de résolution attirant l'attention des puissances administrantes sur la nécessité d'abolir toute disposition ou pratique discriminatoire dans les territoires non autonomes. La recommandation reconnaissait, en outre, le but social de certaines mesures de protection destinées à garantir les droits des autochtones; une politique éducative devait être conduite dans le but d'améliorer les relations raciales.

Le délégué belge fit valoir que la question de la discrimination raciale devait être examinée sur le plan universel et non pas uniquement dans les territoires non autonomes, une telle méthode ne pouvant aboutir qu'à des conclusions erronées.

Le projet de résolution fut adopté par 13 voix contre 0 et 2 abstentions (France, Australie). La Belgique s'abstint de participer au vote.

c) Le délégué belge développa à nouveau, d'une manière approfondie, la question de l'assistance technique due par les Puissances administrantes aux populations indigènes. Il montra que l'assistance technique fournie par la Belgique au Congo dépassait de loin l'assistance que les Nations Unies seraient dans la possibilité d'apporter à ce territoire.

Deux questions, d'un autre ordre, furent aussi examinées lors des débats du Comité:

1) la participation des territoires non autonomes aux travaux du Comité.

Par sa résolution 566 (VI) l'Assemblée générale avait invité le Comité à examiner la possibilité d'associer plus intimement les territoires non autonomes à ses travaux. Le Brésil, Cuba, l'Equateur et le Pakistan présentèrent un projet de résolution disposant que le Comité était autorisé à accepter, sur la proposition du Membre administrant intéressé, que participassent à ses travaux des représentants des gouvernements locaux des territoires non autonomes où les habitants assument, dans une large mesure, les responsabilités de la politique dans les domaines sociaux, économiques et culturels. Les représentants des Gouvernements locaux n'auraient pas le droit de vote.

Le délégué belge montra que la subordination constitutionnelle des territoires non autonomes aux Puissances administrantes rendait la présence des deux parties au Comité parfaitement illogique.

Le projet fut repoussé par 8 voix contre 7 et 1 abstention.

(1) Intervention du 22 septembre 1952.

continentale grenzen van een Staat gelegen zijn. Ik meen overigens dat er onder de Staten-leden geen enkele is, die weigert de verplichtingen na te komen, welke hem krachtens deze zending zijn opgelegd.

» Het Handvest legt aan de Staten, die gebieden beheren waarvan de bevolking nog niet een volledige mate van zelfbestuur heeft bereikt, de nauwkeurig omschreven verplichting op, regelmatig aan de Secretaris-Generaal ter voorlichting, met inachtneming van zodanige beperkingen als de veiligheid en grondwettelijke overwegingen zullen vereisen, statistische en andere gegevens van technische aard over te leggen nopens de vooruitgang van die gebieden in economisch, sociaal en opvoedkundig opzicht.

» België heeft erkend dat artikel 73e van het Handvest toepasselijk is op Belgisch-Congo. Wij verstrekken de gevraagde gegevens, zoals in het Handvest voorgeschreven wordt. Wij verstrekken die gegevens ter voorlichting.

» Maar wij hebben het beheer van Belgisch-Congo niet aan het toezicht van de Verenigde Naties onderworpen. Wij zijn van mening dat dit toezicht, en de bespreking van onze gegevens niet door het Handvest worden opgelegd. Onze aanwezigheid hier betekent niet de erkenning van een verplichting. Zij is slechts een bewijs van ons verlangen tot samenwerking.

» Sprekend over het Handvest, heeft de vertegenwoordiger van India ons onlangs gezegd dat het is: « a living document; its meaning should grow from year to year ». Dit is een stelling die kan verdedigd worden; maar zulks moet logisch gebeuren. Ik neem aan dat meer nadruk gelegd wordt op internationale bescherming voor de volkeren die niet zelf over hun lotsbestemming beschikken. Wij, van onze kant, zijn bereid onze goedkeuring te hechten aan dergelijke uitbreiding van het Handvest. Maar op één voorwaarde: namelijk dat deze bezorgdheid zich zou uitstrekken over alle volkeren die er behoefte aan hebben; en gij weet allen, zo goed als ik, dat dit niet alleen de inwoners van de koloniale gebieden zijn. Wat wij niet kunnen aanvaarden is, dat diegenen die weigeren aan de Verenigde Naties gegevens te verstrekken over de hun onderworpen volkeren, van enkele Staten, die bekend staan als « koloniale mogendheden », méér eisen dan die Staten op zich hebben genomen toen zij het Handvest ondertekenden; dat diegenen, die eisen dat hun een blind vertrouwen geschonken wordt, dit vertrouwen ontzeggen aan andere Staten, die het niet minder verdienen » (1).

b) Egypte, India, Indonesië en Pakistan dienden een ontwerp-resolutie in, waarbij de aandacht van de beherrende mogendheden gevestigd wordt op de noodzakelijkheid om elke discriminatiemaatregel of -praktijk in de niet-zelfbesturende gebieden af te schaffen. In de aanbeveling werd, bovendien, het sociaal doel erkend van zekere protectiemaatregelen die er toe strekken de rechten van de autochtone bevolking te vrijwaren; een opvoedende politiek zou moeten gevoerd worden met het oog op de verbetering van de betrekkingen onder de rassen.

De Belgische afgevaardigde merkte op, dat de kwestie van het rassonderscheid op universeel plan moest onderzocht worden, en niet uitsluitend in de niet-zelfbesturende gebieden, daar dergelijke methode onvermijdelijk moet leiden tot verkeerde besluiten.

De ontwerp-resolutie werd aangenomen met 13 tegen 0 stemmen en 2 onthoudingen (Frankrijk, Australië). België weigerde aan de stemming deel te nemen.

c) De Belgische afgevaardigde lichtte nogmaals, op grondige wijze, de kwestie toe van de technische hulp, die door de beherrende mogendheden aan de inlandse bevolkingen moet verleend worden. Hij toonde aan dat de technische hulp, die door België aan Congo geboden wordt, veel aanzienlijker is dan de hulp, die de Verenigde Naties aan dit gebied zouden kunnen verlenen.

Tijdens de debatten in het Comité werden tevens twee vraagstukken van een andere aard onderzocht:

1) de deelneming der niet-zelfbesturende gebieden aan de werkzaamheden van het Comité.

Door haar resolutie 566 (VI) verzocht de Algemene Vergadering het Comité, de niet-zelfbesturende gebieden nauwer bij zijn werkzaamheden te betrekken. Brazilië, Cuba, Ecuador en Pakistan dienden een ontwerp-resolutie in, waarbij het Comité gemachtigd wordt, op voorstel van het betrokken beherrend Lid, te aanvaarden dat aan zijn werkzaamheden deelgenomen wordt door vertegenwoordigers van de plaatselijke regeringen der niet-zelfbesturende gebieden waarvan de bewoners, in ruime mate, de verantwoordelijkheid op zich nemen voor het sociaal, economisch en cultureel beleid. De vertegenwoordigers van de plaatselijke Regeringen zouden niet stemgerechtigd zijn.

De Belgische afgevaardigde wees er op, dat de constitutionele ongeschiktheid van de niet-zelfbesturende gebieden aan de beherrende mogendheden de aanwezigheid van beide partijen in het Comité volkomen onlogisch maakte.

Het ontwerp werd verworpen met 8 tegen 7 stemmen en 1 onthouding.

(1) Rede van 22 September 1952.

Le délégué des Etats-Unis introduisit alors un projet identique à celui qui avait été adopté à la 11^{me} session du Conseil de Tutelle concernant la participation des autochtones des territoires sous tutelle aux travaux du Conseil.

Le projet fut repoussé par 8 voix (dont la Belgique) contre 5 et 3 abstentions (France, Royaume-Uni, Brésil).

Aucun projet de résolution ne serait donc soumis sur ce point à l'Assemblée générale.

2) l'avenir du Comité des renseignements.

Le mandat du Comité des renseignements venait à expiration en 1952. La reconduction du Comité fit l'objet d'un débat où l'on vit d'une part, les puissances non administrantes exalter les travaux de cet organisme, et d'autre part les puissances administrantes contester la valeur de ses délibérations. L'aspect légal de la reconduction ne fut pas évoqué. Trois propositions furent soumises au Comité :

a) une proposition soviétique proposant la constitution d'un Comité permanent. Elle fut rejetée par 8 voix (dont celle de la Belgique) contre 7 et 1 abstention;

b) une proposition égyptienne tendant à créer un comité de 4 ans fut rejetée à parité de voix;

c) une proposition américaine visant à reconduire purement et simplement le Comité pour une durée de 3 ans fut adoptée par 13 voix contre 3 (France, Royaume-Uni, Belgique).

Le délégué belge développa à ce propos la thèse que les problèmes touchant les territoires non autonomes devraient être examinés au sein d'un organisme composé de techniciens appartenant à des Etats membres ayant des problèmes communs à résoudre. M. Ryckmans s'exprima de la manière suivante :

« Messieurs, tous nos débats sont viciés d'avance, et d'avance stériles. D'abord, parce que nous tous, et à priori, à raison même de la composition de la commission, nous plaçons les uns pour, les autres contre. Ensuite, parce qu'une moitié d'entre nous, contestant la compétence de ce tribunal, refusent de participer à la discussion ou n'y participent qu'à contre-cœur et seulement pour se défendre. Enfin, parce que nous traitons de questions techniques — ce sont les seules, avec les questions de procédure — sur lesquelles la résolution 332 (IV) nous autorise à présenter des suggestions ou des recommandations — alors que nous ne sommes pas techniciens.

» Le représentant de l'Inde vous a énuméré les résolutions prises par l'Assemblée sur la proposition de notre Comité. Reprenez-les une à une. En dehors de celles qui concernent purement la procédure, il n'en est aucune qui ne soit couverte par des résolutions de caractère universel, émanant du Conseil économique et social, de la Commission des Droits de l'Homme ou d'autres organes des Nations Unies.

» Et pourtant, les interventions de notre collègue de l'Inde m'ont fait entrevoir la possibilité d'autres débats, dans un autre milieu, dans une autre atmosphère, des débats qui seraient bienfaisants. J'imagine des techniciens appartenant aussi bien à des Puissances administrantes qu'à des pays indépendants, se reconstruisant pour étudier de bonnes foi des problèmes qui leur sont communs. Au lieu d'une atmosphère d'hostilité et de méfiance, on vivrait une atmosphère de saine émulation. Représentant d'une Puissance administrante, je serais jaloux de faire pour nos pupilles au moins aussi bien que ce que les dirigeants de nations indépendantes font pour leurs compatriotes déshérités, et de leur côté les représentants d'Etats souverains ne rougiraient pas de prendre des leçons même dans les colonies, lorsque des problèmes communs y ont reçu des solutions heureuses. Il y a des blancs au Congo qui sont imbus du préjugé de race; il y a des Hindous dans l'Inde qui sont imbus du préjugé de caste. Je me vois très bien discuter de ce problème avec de Dr. Shiva Rao. Mais pas ici; pas comme un accusé vis-à-vis de son accusateur; pas dans les conditions de discrimination contre les Puissances administrantes qui enlèvent toute la valeur à nos débats. Ailleurs, oui; comme deux hommes de bonne foi cherchant humblement, dans l'égalité, les meilleurs moyens de faire prévaloir la justice sociale. Des éducateurs confrontant leurs expériences arriveraient sans trop de peine à se mettre d'accord, que, pour attacher un Indien mixtèque à la patrie mexicaine, il n'est pas indispensable de lui parler castillan, qu'on peut enseigner le catéchisme en arabe, le marxisme-léninisme en géorgien ou en ostiak, l'amour de la France en wolof et la haine de l'Angleterre en anglais; mais que l'art de vivre s'apprend le mieux dans la langue qu'on a balbutiée sur les genoux maternels.

(1) Intervention du 2 octobre 1952.

De afgevaardigde van de Verenigde Staten diende vervolgens een ontwerp in, geheel gelijk aan het ontwerp dat tijdens de 11^{de} zitting van de Trustschapsraad werd aangenomen met betrekking tot de deelneming van de autochtone bevolking der Trustgebieden aan de werkzaamheden van de Raad.

Het ontwerp werd verworpen met 8 (waaronder België) tegen 5 stemmen en 3 onthoudingen (Frankrijk, Verenigd Koninkrijk, Brazilië).

Nopens dit punt zal dus geen ontwerp van resolutie worden voorgelegd aan de algemene Vergadering.

2) de toekomst van het Comité voor inlichtingen.

Het mandaat van het Comité voor inlichtingen verstreek in 1952. De verlenging van het bestaan van het Comité maakte het voorwerp uit van een debat, waarin de niet-beherende mogendheden eensdeels de werkzaamheden van bedoelde instelling ophefden, terwijl de behorende mogendheden de geldigheid van zijn beraadslagingen betwisten. De verlenging werd niet beschouwd van een wettelijk standpunt uit. Drie voorstellen werden het Comité voorgelegd :

a) een Sovjet-voorstel tot instelling van een vast Comité. Het werd verworpen met 8 (waaronder België) tegen 7 stemmen en één onthouding;

b) een Egyptisch voorstel tot instelling van een comité voor 4 jaren werd verworpen bij staking van stemmen;

c) een Amerikaans voorstel tot eenvoudige verlenging van het bestaan van het Comité voor een duur van 3 jaar werd goedgekeurd met 13 tegen 3 stemmen (Frankrijk, Verenigd Koninkrijk, België).

In dit verband verdedigde de Belgische afgevaardigde het standpunt dat de problemen betreffende de niet-zelfbesturende gebieden behandeld moesten worden in een instelling, die moet bestaan uit technici uit de Staten-leden, die gemeenschappelijke problemen moeten oplossen. De heer Ryckmans zette ons standpunt uiteen als volgt :

« Mijne Heren, al onze debatten zijn op voorhand vervalst, en op voorhand zijn ze tot vruchteloosheid gedoemd. Ten eerste, omdat wij allen, a priori, wegens de samenstelling zelf van de commissie, de een voor, de anderen tegen pleiten. Vervolgens, omdat de helft onder ons de bevoegdheid van deze rechtbank betwist en weigert aan de bespreking deel te nemen of er slechts met tegenzin aan deelnemen en slechts om zich te verdedigen. Ten slotte, omdat wij, die geen technici zijn, technische vraagstukken bespreken, en het zijn trouwens de enige, met de vraagstukken betreffende de procedure, waarover wij overeenkomstig de resolutie 332 (IV) gemachtigd zijn voorstellen of aanbevelingen in te dienen.

» De vertegenwoordiger van India heeft U de resoluties opgesomd, die door de Vergadering werden genomen op de voordracht van ons Comité. Neemt ze één voor één. Behalve de resoluties, die slechts met de procedure verband houden, is er geen enkele die niet werd gedeeld door resoluties met universeel karakter uitgaande van de Economische en Sociale Raad, van de Commissie voor de Rechten van de Mens of van andere organen van de Verenigde Naties.

» En nochtans hebben de tussenkomsten van onze collega uit India mij de mogelijkheid doen inzien van andere debatten, in een ander milieu, in een andere atmosfeer, debatten die een opbouwend karakter zouden hebben. In mijn verbeelding zie ik technici, zowel uit behorende Mogendheden als uit onafhankelijke landen, die vergaderen om gemeenschappelijke problemen te goeder trouw in studie te nemen. In de plaats van een atmosfeer van vijandigheid en wantrouwen, zou men een atmosfeer van gezonde mededinging kennen. Als vertegenwoordiger van een beherende Mogendheid zou ik er voor ijveren, evenveel te doen voor onze beschermelingen als de leiders van onafhankelijke naties voor haar behoeftige medeburgers, en hunnerzijds zouden de vertegenwoordigers van soevereine Staten er zich niet over beschamen, lessen te putten, zelfs in de kolonies, wanneer gemeenschappelijke problemen er met succes werden opgelost. Er zijn in Congo blanken die doordrongen zijn van het rassenvooroordeel; er zijn in Indië Hindoes die doordrongen zijn van het kasteeloordeel. Ik zie heel goed in dat ik zulk probleem kan bespreken met Dr. Shiva Rao. Maar hier toch niet; niet zoals een aangeklaagde vóór zijn aanklager; niet in omstandigheden, waardoor een onderscheid is gemaakt in het nadeel van de beherende Mogendheden, zodat onze debatten van alle waarde zijn ontbloot. Elders, ja zeker; zoals twee oprechte mensen in alle nederigheid en gelijkheid naar de beste middelen zoeken om de maatschappelijke rechtvaardigheid te doen heersen. Indien opvoeders hun ervaring en proefnemingen met elkaar mochten vergelijken, zouden ze vrij gemakkelijk overeenkomen dat het mogelijk is een Mistecan-Indiaan te hechten aan het Mexikaans vaderland zonder hem in het Castillaans te moeten aanspreken; dat men de catechismus in het Arabisch kan onderwijzen, het marxisme-leninisme in het Georgisch of in de Ostjakentaal, de liefde voor Frankrijk in wolof-taal en de haat tegen Engeland in het Engels; maar het leven leert men het best in de taal die men op moeders schoot heeft gestameld.

(1) Tussenkomst van 2 October 1952.

» Des réunions limitées, sans grand éclat, sans discours retentissants, où des hommes compétents, sous l'égide du Conseil économique et social ou des Institutions spécialisées, étudient les problèmes qui leur sont communs — non pas en fonction de territoire, mais en fonction des hommes que ces problèmes tourmentent, de pareilles réunions, vous trouverez toujours la Belgique prête à y prendre part et à y jouer pleinement son rôle, pour le plus grand bien de tous les hommes dans tous les pays, indépendants aussi bien que non autonomes. Mais nous voterons contre la reconduction du Comité dont la trop longue existence va prendre fin. »

» Aan beperkte vergaderingen, in alle stilte, zonder opzienbarende redevoeringen, waarin bevoegde mensen, onder de hoede van de economische en sociale Raad of van de gespecialiseerde Instellingen, de problemen in studie zouden nemen, die voor hen gemeenschappelijk zijn, niet uit hoofde van het grondgebied doch uit hoofde van de mensen welke door bedoelde problemen gekweld worden, aan zulke vergaderingen zal België steeds bereidwillig deelnemen en er gans zijn rol vervullen voor het welzijn van al de mensen uit alle landen, zowel uit de onafhankelijke als uit de niet-zelfbesturende landen. Maar wij zullen stemmen tegen de verlenging van het mandaat van het Comité, waarvan het al te lang bestaan een einde gaat nemen ».

ANNEXE 2.

**FACTEURS DONT IL CONVIENT DE TENIR COMPTE
POUR DECIDER SI UN TERRITOIRE EST, OU N'EST PAS,
UN TERRITOIRE DONT LES POPULATIONS
NE S'ADMINISTRENT PAS ENCORE
COMPLETEMENT ELLES-MEMES.**

**Exposé
des vues du Gouvernement belge.**

1) Suivant le document annexé à la résolution adoptée par l'Assemblée, la tâche de celle-ci « consiste à l'heure actuelle à indiquer les facteurs dont il faut tenir compte pour déterminer si le résultat des progrès accomplis par la population d'un Territoire donné est tel que ce territoire a atteint un degré d'autonomie qui le place en dehors du champ d'application de l'article 73 (e) de la Charte ». On peut à cet égard ranger en trois catégories les populations qui, en raison du niveau inférieur de civilisation auquel elles se trouvent encore, « ne s'administrent pas encore complètement elles-mêmes ».

Certaines de ces populations vivent dans un isolement à peu près complet et gardent un caractère très primitif. D'autres, tout en ayant des contacts avec l'administration publique dont elles relèvent, continuent de vivre, conformément à leurs propres coutumes, dans le cadre de leur milieu traditionnel. D'autres enfin s'en sont libérées, mais ne sont pas encore en mesure de participer pleinement à la vie publique de l'Etat, ni de s'administrer conformément à ses règles. Ces divers stades d'évolution se rencontrent avec des caractères en tous points semblables, aussi bien parmi les populations indigènes au sujet desquelles aucun renseignement n'a été jusqu'ici fourni en exécution de l'article 73 (e) que parmi celles qui ont fait l'objet de ces renseignements (1).

Toutes ces populations ont en commun le fait que, en raison de leur niveau inférieur de civilisation, elles sont incapables de s'administrer elles-mêmes comme peuvent le faire les populations de civilisation supérieure placées sous la même souveraineté. Même, quand au regard des lois en vigueur, elles sont placées sur le même pied que les autres, leur état arriéré rend en général cette égalité purement nominale et les empêche d'en jouir.

Les populations les plus primitives qui n'ont point eu jusqu'ici de contacts réguliers avec la civilisation en général ou avec l'administration publique en particulier, n'obéissent qu'à leurs coutumes propres. L'isolement dans lequel elles vivent, entraîne une autonomie de fait. Cet état de choses était caractéristique parmi les populations primitives au début de la colonisation. Il ne se rencontre plus qu'exceptionnellement aujourd'hui dans les territoires sur lesquels des renseignements sont fournis en exécution de l'article 73 (e). Il perdure, par contre, parmi les populations primitives vivant dans diverses régions de l'Amérique du Sud et de l'Asie. Souvent, ces régions sont de vastes étendues et forment de véritables îlots séparés du reste des territoires, les obstacles naturels et le caractère inhospitalier des habitants les rendant difficilement pénétrables (2). Bon nombre d'entre elles ont été jusqu'ici peu explorées et sont très imparfaitement connues. L'autonomie de fait, qui caractérise ces populations et qui résulte de leur isolement, ne constitue pas le terme de leur évolution; elle en est plutôt le point de départ et ne permet assurément pas de les considérer comme « s'administrant complètement elles-mêmes », au sens de la Charte.

2) La déclaration contenue dans le Chapitre XI énonce comme « une mission sacrée » l'obligation de favoriser, dans toute la mesure du possible, la prospérité et le progrès politique, économique et social des populations qui ne s'administrent pas encore complètement elles-mêmes.

Il n'y a guère d'Etat, ayant la responsabilité d'administrer des populations indigènes de civilisation inférieure, qui n'ait, de longue date, reconnu l'existence de cette obligation et de cette mission sacrée. Elle le fut dès le XVI^e siècle, en Amérique. Elle le fut plus récemment, dans un cadre collectif, par la Conférence interaméricaine de la vie indigène, au cours de sa I^{re} session en 1940. C'est elle aussi qui inspira la résolution adoptée le 11 mai 1949 par l'Assemblée Générale des Nations Unies, en vue de l'étude, « dans le cadre de la

(1) On trouvera en annexe, à titre d'exemples, une liste de populations aborigènes sur lesquelles aucun renseignement n'a été fourni jusqu'ici en exécution de l'article 73 (e).

(2) Voir notamment : « Ezequiel Padilla », « Free Man of America », 1943, p. 131. Voir aussi « Indigenous workers in independent Countries », General report, Geneva, International Labour Office, 1950, pp. 9, 11 à 27; « Safety in Mines », I. L. O., 1950, p. 10; Problems of the Indigenous Populations of Brazil, Geneva, I. L. O., 1950, p. 1; The Republics of South America (Royal Institute of International Affairs), p. 64.

BIJLAGE 2.

**FACTOREN WAARMEDE DIENST REKENING GEHOUDEN
OM TE OORDELEN
OF EEN GEBIED AL DAN NIET ER EEN IS
WAARVAN DE BEVOLKINGEN
NOG GEEN VOLLEDIG ZELFBESTUUR BEZIT.**

**Uiteenzetting
over de opvattingen van de Belgische Regering.**

1) Naar het stuk, gevoegd bij de resolutie welke door de Vergadering aangenomen werd, bestaat de opdracht dezer laatste er thans in « de factoren aan te wijzen waarmede dient rekening gehouden om te bepalen of de uitslag van de vorderingen welke gemaakt werden door de bevolkingen van een bepaald gebied van die aard zijn dat dit gebied een graad van zelfbestuur bereikt heeft dat het buiten de toepassings-sfeer van artikel 73 (e) van het Handvest stelt ». In dat opzicht kunnen de bevolking die, wegens het lager peil van beschaving waarop zij zich nog bevindt, « nog geen volledig zelfbestuur bezit », in drie reeksen ingedeeld worden.

Sommige van deze volken leven in een schier volledige afzondering en bewaren een zeer primitief karakter. Andere, hoewel zij in voeling treden met de overheidsdiensten waarvan zij afhangen, blijven voortleven, naar eigen gewoonten, binnen hun traditionele omgeving. Andere, ten slotte, hebben er zich van vrijgemaakt doch zijn nog niet bij machte volledig deel te nemen aan het openbaar leven van de Staat, noch zichzelf te besturen overeenkomstig zijn regels. Deze verschillende evolutiestadia vertonen zich, met in alle opzichten op elkaar gelijkende kenmerken, zowel onder de inlandse bevolkingen, waarover tot nog toe geen inlichtingen verstrekt werden bij toepassing van artikel 73 (e), als onder diegene die het voorwerp waren van deze inlichtingen (1).

Al deze volken hebben dit gemeen, dat zij, wegens hun lager beschavingspeil, onbekwaam zijn zichzelf te besturen zoals de bevolkingen met een hoger beschavingspeil die onder dezelfde heerschappij staan, dit wel kunnen. Zelfs indien zij door de vigerende wetten gelijkgesteld worden met de andere, dan maakt deze achterlijke toestand over 't algemeen deze gelijkheid louter tot theorie en belet ze het genot er van.

De meest primitieve volken zijn tot hertoe niet regelmatig in voeling getreden met de beschaving in het algemeen of met de overheidsdiensten in het bijzonder en leven slechts volgens eigen gewoonten. De afzondering waarin zij leven, heeft een feitelijk zelfbestuur ten gevolge. Deze stand van zaken was kenschetsend onder de primitieve volken bij het begin van de kolonisatie. Hij wordt thans slechts uitzonderlijk waargenomen in de gebieden waarover inlichtingen verstrekt worden bij toepassing van artikel 73 (e). Hij bestaat anderzijds voort onder de primitieve volken die in de verschillende streken van Zuid-Amerika en van Azië leven. Dikwijls zijn deze streken ruime gebieden en vormen werkelijk eilandjes welke van het overige der grondgebieden afgescheiden zijn: de natuurlijke hinderpalen en het ongestuurd karakter der inwoners maken dat ze moeilijk kunnen betreden worden (2). Velen onder hen werden tot nog toe weinig geëxploreerd en men heeft er slechts een zeer onvolkomen kennis van. De feitelijke zelf autonomie welke deze bevolkingen kenmerkt en het gevolg is van hun afzondering, is het eindstadium niet van hun evolutie; zij is er eerder het vertrekpunt van en laat voorzeker niet toe ze te beschouwen als « zich zelf volkomen besturend » in de betekenis van het Handvest.

2) De verklaring welke vervat is in Hoofdstuk XI vermeldt als zijnde « een verheven zending » de verplichting om naar beste krachten, de welvaart en de politieke, economische en sociale vooruitgang der volken die nog geen volledig zelfbestuur bezitten, te bevorderen.

Er is geen enkele Staat, verantwoordelijk voor het bestuur van inlandse volken met een lager beschavingspeil, die niet sedert lang het bestaan van die verplichting en van die verheven zending heeft erkend. Dat gebeurde reeds in de XVI^e eeuw in Amerika. Dat gebeurde ook op jongere datum, in een collectief kader, door de inter-Amerikaanse Conferentie voor het leven van de inlanders, tijdens haar I^{ste} zitting, in 1940. Het is ook deze conferentie die de resolutie heeft geïnspireerd, die op 11 Mei 1949 door de Algemene Vergadering der Verenigde

(1) In bijlage zal men als voorbeeld een lijst van inheemse bevolkingen vinden waarover tot nog toe geen inlichting verstrekt werd bij toepassing van artikel 73 (e).

(2) Zie namelijk : « Ezequiel Padilla », « Free Man of America », 1943, blz. 131. Zie ook « Indigenous workers in independent Countries », General report, Geneva, International Labour Office, 1950, blz. 9, 11 tot 27; « Safety in Mines », I. L. O., 1950, blz. 10; Problems of the Indigenous Populations of Brazil, Geneva, I. L. O., 1950, blz. 1; The Republics of South America (Royal Institute of International Affairs), blz. 64.

coopération internationale de la situation des populations autochtones et des groupes sociaux sous-développés des États du continent américain. L'existence de la même obligation avait, une vingtaine d'années plus tôt, reçu une consécration formelle dans le Pacte de la Société des Nations. Tous les États membres y contractèrent l'engagement « d'assurer le traitement équitable des populations indigènes soumises à leur administration ». Cette disposition, qui formait l'article 23 b) du Pacte, avait une portée générale. Elle est à l'origine du Chapitre XI de la Charte, où se retrouve presque mot pour mot l'obligation « d'assurer le traitement équitable » des populations dont il s'agit. Il ne serait guère concevable qu'après avoir pris cet engagement, des États aient eu l'intention de s'y soustraire en signant la Charte des Nations Unies. Il est donc raisonnable d'admettre que la valeur en demeure généralement reconnue, en principe.

Dans la pratique toutefois, seul un petit nombre d'États ont fourni les renseignements visés à l'article 73 (e). C'est sur la base de ces renseignements limités qu'ont été formulées les recommandations adoptées jusqu'ici par l'Assemblée Générale des Nations Unies. Ces recommandations ont, à maints égards, été au delà du contenu de la déclaration du Chapitre XI.

Il en résulte une situation qui offre des aspects contradictoires. D'une part, le contenu des garanties internationales en faveur des populations indigènes a été considérablement élargi. Il l'a été d'abord en raison des termes mêmes de l'article 73 de la Charte: il l'a été ensuite en raison de recommandations adoptées par l'Assemblée qui vont bien au delà de ces termes. D'autre part, les garanties internationales en faveur des populations indigènes ont perdu, dans la pratique, le caractère général qu'elles avaient en vertu du Pacte de la Société des Nations. Tandis que leur contenu s'élargissait, on restreignait considérablement, en fait, leur champ d'application. De nombreuses populations indigènes, qui bénéficiaient précédemment de cette protection, en sont privées à présent. De ce point de vue, l'Organisation des Nations Unies a marqué un incontestable recul. En même temps, une inégalité grandissante est apparue parmi les États ayant l'administration de populations indigènes, suivant qu'ils reconnaissent ou non que l'article 73 leur est applicable, bien que les uns et les autres soient placés devant les mêmes devoirs et les mêmes responsabilités. La persistance d'une telle discrimination ne peut que nuire au développement harmonieux des relations internationales: elle risque de conduire à une situation difficilement tolérable.

3) Suivant le document annexé à la résolution de l'Assemblée, celle-ci « estime que les facteurs essentiels dont il convient de tenir compte pour décider si un Territoire non autonome est parvenu à l'autonomie complète, sont les suivants :

- i) *Progrès politique* : Progrès politique des populations suffisant pour leur permettre de décider elles-mêmes, en connaissance de cause, de l'avenir du territoire.
- ii) *Opinion des populations* : Opinion des populations du Territoire librement exprimée en connaissance de cause et par des voies démocratiques, en ce qui concerne le statut ou le changement de statut qu'elles désirent ».

Le document ajoute que « ces facteurs sont valables à la fois pour les territoires non autonomes qui ont accédé à l'indépendance et pour ceux qui se sont librement unis ou associés, sur la base d'une égalité de statut, avec d'autres parties constitutives de la Métropole, d'un autre pays ou d'autres pays ».

Dans le cas des populations vivant dans un isolement à peu près complet et gardant un caractère primitif, et, dans une moindre mesure, dans le cas de celles qui, tout en ayant des contacts avec l'autorité administrante dont elles relèvent, demeurent, comme les premières, dans le cadre de leurs institutions et de leurs milieux coutumiers, il ne saurait être question d'un progrès politique « suffisant pour leur permettre de décider elles-mêmes, en connaissance de cause, de l'avenir du Territoire ». L'évolution dans ce sens n'a pas encore commencé ou est à peine entamée.

L'opinion de ces populations, dans la mesure où elle existe, est purement orale et son objet se limite au milieu coutumier. On ne saurait la considérer, à l'égard de leur statut, comme une opinion « librement exprimée en connaissance de cause et par voies démocratiques ». Il en est ainsi des indigènes au sujet desquels aucun renseignement n'a été fourni jusqu'ici, en exécution de l'article 73 (e), aussi bien que des indigènes ayant fait l'objet de ces renseignements (1).

(1) A titre d'exemple on peut mentionner les *Guaharibos* du Haut-Orénoque (Cf. A. Cheerbrant, l'Expédition Orénoque-Amazone, Paris, N. R. F., 1952); les *Chavantes* du Matto Grosso (Cf. Colonel Amílcar Botelho de Magalhães dans « Boletim Indigenista », mars 1947); les *Chenchus* de Hyderabad dans l'Inde (Cf. Syed Khaja Mahboob Husain, B. Sc., Deputy Director, Social Service Department, Government of Hyderabad, Hyderabad Deccan (Bulletin Press, Secundrabad, 1949)); les *Dayaks* de Bornéo (Cf. Index Orientales néerlandaises, Renseignements transmis au Secrétaire Général des Nations Unies en application de l'article 73 (e) de la Charte).

Naties werd aangenomen, met het oog op de studie, « in het kader van de internationale samenwerking » van de toestand der inheemse bevolkingen en der onder-geëvolueerde maatschappelijke groepen van de Staten van het Amerikaanse vasteland. Het bestaan van diezelfde verplichting had, een twintigtal jaren vroeger, een uitdrukkelijke bekrachtiging gekregen in het Pact van de Volkenbond. Al de Statenleden gingen er de verplichting aan « te zorgen voor de billijke behandeling van de inlandse bevolkingen die onder hun bestuur vallen ». Die bepaling, die artikel 23 b) van het Pact uitmaakte, had een algemene betekenis. Zij vormt de oorsprong van Hoofdstuk XI van het Handvest, waar men bijna woord voor woord de verplichting terugvindt van de « billijke behandeling » van bewuste volken. Het is niet denkbaar dat sommige Staten, na die verplichting te hebben aangegaan, bij het ondertekenen van het Handvest der Verenigde Naties het inzicht zouden gehad hebben, zich daaraan te onttrekken. Het is dus redelijk aan te nemen dat de waarde er van in beginsel algemeen erkend wordt.

In de praktijk echter, hebben slechts een klein aantal Staten de bij artikel 73 (e) bedoelde inlichtingen verstrekt. Op grond van die beperkte inlichtingen, werden de aanbevelingen opgemaakt die tot dusver door de Algemene Vergadering der Verenigde Naties werden aangenomen. Die aanbevelingen zijn, in menig opzicht, verder gegaan dan de inhoud van de verklaring vervat in Hoofdstuk XI.

Daaruit vloeit een toestand voort die tegenstrijdige aspecten vertoont. Enerzijds, werd de inhoud der internationale waarborgen ten voordele van de inlandse bevolking merkkelijk verruimd. In de eerste plaats, wegens de bewoordingen zelf van artikel 73 van het Handvest: verder wegens de door de Vergadering aangenomen aanbevelingen, die heel wat verder gaan dan die bewoordingen. Anderzijds, hebben de internationale waarborgen ten voordele van de inlandse volken, in de praktijk, het algemeen karakter verloren dat zij hadden krachtens het Pact van de Volkenbond. Terwijl hun inhoud verruimd werd, beperkten men feitelijk, op aanzienlijke wijze, hun toepassingsgebied. Tal van inlandse volken die vroeger die bescherming genoten, zijn thans daarvan beroofd. In dat opzicht, is de Organisatie der Verenigde Naties onbetwistbaar achteruit gegaan. Tevens is een steeds stijgende ongelijkheid aan de dag getreden tussen de Staten die inlandse bevolkingen besturen, naargelang zij al dan niet erkennen dat artikel 73 op hen toepasselijk is, alhoewel alle staten voor dezelfde plichten en dezelfde verplichtingen staan. Het voortbestaan van een dergelijk onderscheid kan slechts schade berokkenen aan de harmonische ontwikkeling van de internationale betrekkingen: het dreigt uit te lopen op een haast ondraaglijke toestand.

3) Volgens het stuk dat gevoegd werd bij de resolutie van de Vergadering, is deze van mening « dat de hoofdfactoren waarmede rekening moet worden gehouden, om na te gaan of een niet-zelfbesturend gebied volledig zelfbestuur heeft bereikt, de volgende zijn :

- i) *Politieke vooruitgang* : voldoende politieke vooruitgang der volken om ze in staat te stellen zelf, met kennis van zaken, te beslissen over de toekomst van het gebied.
- ii) *Volkenopinie* : mening van de volken van het Gebied, vrijelijk met kennis van zaken en op democratische wijze tot uiting gebracht, betreffende het door hen gewenste statuut of verandering van statuut ».

In het stuk wordt er aan toegevoegd dat « die factoren zowel gelden voor de niet-zelfbesturende gebieden die zelfstandigheid hebben verworven, als voor die welke zich, op grond van een gelijkheid van statuut, vrijwillig verenigd of verbonden hebben met andere gebiedsdelen van het Moederland, met een ander land of met andere landen ».

In het geval van bevolkingsgroepen die vrijwel geheel afgezonderd leven en een primitief karakter hebben bewaard en, in mindere mate, in het geval van die welke, alhoewel zij in contact zijn met het behorend gezag waarvan zij afhangen, evenals de eerstgenoemden, in het kader van hun instellingen en van hun gewoonten blijven, kan geen sprake zijn van een voldoende politieke vooruitgang om hem toe te laten zelf, « met kennis van zaken, te beslissen over de toekomst van het gebied ». De ontwikkeling in die zin is nog niet of nauwelijks begonnen.

De mening van die volken, in zover ze bestaat, is van louter mondelinge aard en blijft beperkt tot het gewoonterechtelijk midden. Men kan ze, ten aanzien van hun statuut, niet beschouwen als een mening die « vrij, met kennis van zaken en op democratische wijze wordt tot uiting gebracht ». Dat geldt zowel voor de inlanders over welke tot nog toe geen enkele inlichting werd verstrekt tot voldoening van artikel 73 (e), als voor de inlanders die het voorwerp van die inlichtingen hebben uitgemaakt (1).

(1) Als voorbeelden mogen vermeld worden de *Guaharibos* van de boven-Orinoco (Cf. A. Cheerbrant, l'Expédition Orénoque-Amazone, Parijs, N. R. F., 1952); de *Chavantes* van de Matto Grosso (Cf. Colonel Amílcar Botelho de Magalhães in het « Boletim Indigenista », Maart 1947); de *Chenchus* uit Hyderabad in India (Cf. Syed Khaja Mahboob Husain, B. Sc., Deputy Director, Social Service Department, Government of Hyderabad Deccan (Bulletin Press, Secundrabad, 1949)); de *Dayaks* van Borneo (Cf. Nederlands Oost-Indië, Inlichtingen overgemaakt aan de Secretaris-generaal van de Verenigde Naties, bij toepassing van artikel 73 (e) van het Handvest).

Suivant le document annexé à la résolution, dans le cas de territoires unis ou associés avec d'autres parties constitutives du pays, cette union ou association doit s'être effectuée librement et sur la base d'une égalité de statut. Les facteurs suivants sont considérés comme essentiels et comme devant être pris en considération :

- i) « *Représentation dans les organes législatifs* : Représentation sans discrimination au sein des organes législatifs centraux, sur un pied d'égalité avec les autres habitants et les autres régions.
- ii) *Citoyenneté* : Citoyenneté sans discrimination, sur un pied d'égalité avec les autres habitants ».

Il convient d'observer sur ce point que, même quand les dispositions relatives à la représentation et à la citoyenneté ne comportent aucune discrimination ni aucune inégalité, elles n'ont à l'égard des indigènes continuant à vivre dans leur milieu coutumier, qu'une valeur toute nominale; le degré de civilisation auquel ceux-ci sont demeurés ne leur permet pas de jouir en fait des droits qui leur sont reconnus. Ils sont ainsi, pour ce qui concerne leur statut, des étrangers dans leur propre pays.

Il est cependant plusieurs cas, en Amérique et en Asie, où les dispositions légales et administratives établissent expressément, à l'égard des populations de civilisation inférieure sur lesquelles aucun renseignement n'a jusqu'ici été fourni, un régime d'exception tenant compte de leurs conditions particulières ou permettant à l'Etat d'exercer sur elles une action tutélaire. Le territoire que ces populations occupent forme, en quelque sorte, de vastes réserves où elles sont soustraites, plus ou moins complètement, au droit commun.

C'est ainsi qu'en Amérique, plusieurs constitutions stipulent que certaines divisions territoriales — habitées presque exclusivement par des populations indigènes arriérées — pourront être administrées différemment des autres parties constitutives du territoire. Dans certains cas, la citoyenneté — par opposition à la nationalité — n'est reconnue qu'aux nationaux capables de lire et d'écrire, ou de s'exprimer dans l'idiome officiel du pays — ce qui a pour effet d'exclure les populations indigènes arriérées de toute participation à la vie politique du pays.

En Asie, d'autre part, on peut relever le cas d'un Etat de structure fédérale dont la Constitution prévoit l'existence, dans le cadre des Etats composant la fédération, de zones tribales distinctes, ainsi que d'un régime particulier applicable à certaines tribus protégées, que celles-ci vivent dans les zones tribales ou soient, au contraire, dispersées dans tout le territoire de l'Etat en question. En ce qui concerne les zones tribales, le Gouverneur de l'Etat fédéré dont elles relèvent peut, avec l'approbation du Président de l'Union, suspendre ou abroger l'application, dans ces zones, de tout acte du Parlement, du Législatif de l'Etat, ou de toute loi généralement quelconque. En outre, le pouvoir exécutif de l'Union peut donner aux gouvernements des Etats des instructions spéciales relatives à l'administration et au bien-être des tribus protégées.

Parmi les facteurs de caractère général permettant de conclure qu'un territoire est librement associé sur un pied d'égalité à d'autres parties constitutives du pays, le document annexé à la résolution de l'Assemblée mentionne encore, en ces termes, des considérations d'ordre géographique : « Mesure dans laquelle les relations du territoire avec le siège du Gouvernement central peuvent être affectées par des circonstances tenant à leur situation géographique respective, telles que le fait qu'ils sont séparés par une étendue de terre ou de mer ou par d'autres obstacles naturels ».

Les populations sur lesquelles des renseignements ont été fournis jusqu'à présent en application de l'article 73 (e) appartiennent toutes à des territoires séparés du siège du Gouvernement central par une étendue de mer, et, dans un seul cas, par une étendue de terre. Il existe cependant plusieurs cas de populations indigènes de civilisation inférieure qui, malgré cette discontinuité territoriale, ne font pas l'objet de renseignements, ou à l'égard desquelles la transmission de renseignements a cessé depuis qu'elles ont fait l'objet d'un transfert de souveraineté (1). D'autre part, en Amérique, comme en Asie, partout où la colonisation s'est poursuivie et continue de se poursuivre en continuité territoriale avec la métropole, aucun renseignement n'a été fourni jusqu'à présent en application de l'article 73 (e), bien que fréquemment de grandes étendues de terre et particulièrement des régions désertiques ou des jungles difficilement pénétrables, séparent les populations indigènes de civilisation inférieure du Gouvernement central.

Volgens het bij de resolutie gevoegde stuk, moet de vereniging of associatie, in het geval van gebieden die verenigd of geassocieerd zijn met andere gebieden die deel uitmaken van het land, vrij en op grondslag van gelijkheid van statuut tot stand gekomen zijn. De volgende factoren worden beschouwd als hoofdelementen, en moeten als zodanig in aanmerking genomen worden :

- i) « *Vertegenwoordiging in de wetgevende organen* : Vertegenwoordiging zonder onderscheid in de centrale wetgevende lichamen, op voet van gelijkheid met de andere inwoners en de andere gewesten.
- ii) *Burgerschap* : Burgerschap zonder onderscheid, op voet van gelijkheid met de andere inwoners ».

In dit verband dient opgemerkt, dat de bepalingen met betrekking tot de vertegenwoordiging en het burgerschap, zelfs zo zij geen enkele discriminatie en geen enkele onwettelijkheid inhouden, ten opzichte van de inlanders die verder in hun gewoonterechtelijk milieu blijven leven slechts een louter theoretische waarde hebben: de lage trap van beschaving waarop zij gebleven zijn, maakt het hun onmogelijk gebruik te maken van de rechten die hun worden erkend. Zij zijn aldus, wat hun statuut betreft, vreemdelingen in eigen land.

Er zijn nochtans verscheidene gevallen, in Amerika en in Azië, waar, bij wettelijke en administratieve bepalingen, ten opzichte van de minder beschaafde volken, waarover tot dusver niet de minste gegevens werden verstrekt, uitdrukkelijk een uitzonderingsstelsel wordt ingevoerd, waarbij rekening gehouden wordt met hun eigen bijzondere levensomstandigheden of waarbij de Staat er toe gemachtigd wordt te kunnen opzichte een beschermende activiteit uit te oefenen. Het door deze volken bewoonde gebied vormt als het ware een uitgestrekt reservaat waar zij min of meer volledig onttrokken zijn aan het gemeen recht.

Aldus wordt in verschillende Staten van Amerika door de grondwet bepaald dat zekere gebiedsdelen, die haast uitsluitend door achterlijke inlanders bewoond worden, op een andere wijze mogen beheerd worden dan de overige gebieden die deel uitmaken van het land. In sommige gevallen wordt het burgerschap — in tegenstelling met de nationaliteit — slechts toegekend aan de landgenoten die kunnen lezen en schrijven, of zich kunnen uitdrukken in de officiële taal van het land — wat tot gevolg heeft dat alle deelneming aan het politiek leven van het land aan de achterlijke inheemse bevolking wordt onttogd.

In Azië treft men, aan de andere kant, het geval aan van een Staat met federale structuur, waar krachtens de Grondwet, binnen het kader van de Staten die de Federatie uitmaken, afzonderlijke stamzones bestaan, evenals een bijzonder stelsel, toepasselijk op zekere beschermde stammen, om het even of deze in de stamzones leven of, integendeel, verspreid zijn over het gehele gebied van de Staat in kwestie. Wat de stamzones betreft, mag de Gouverneur van de Bondsstaat waartoe zij behoren, met de instemming van de President van de Unie, in die zones de toepassing opschorsen of opheffen van elke handeling van het Parlement, van het wetgevend apparaat of van om het even welke wet. Bovendien kan de Uitvoerende Macht van de Unie aan de gouvernementen van de Staten bijzondere onderrichtingen geven met betrekking tot het beheer en het welzijn van de beschermde volkstammen.

Onder de factoren van algemene aard, waaruit kan worden afgeleid of een gebied vrij en op voet van gelijkheid geassocieerd is met andere gewesten die deel uitmaken van het land, worden in het bij de resolutie van de Vergadering gevoegde stuk in de volgende bewoordingen nog overwegingen van geografische aard gevoegd : « Mate waarin de betrekkingen tussen het gebied in kwestie en de zetel van de centrale Regering kunnen beïnvloed worden door omstandigheden die afhangen van hun geografische toestand, zoals b. v. het feit dat ze van elkaar gescheiden zijn door een uitgestrekte strook land of zee of door enige andere natuurlijke hinderpaal. »

De volken, waarover tot dusver ter voldoening van artikel 73 (e) gegevens werden verstrekt, behoren alle tot gebieden die van de zetel der centrale Regering gescheiden zijn door een zeestroom, en in één enkel geval door een strook land. Er zijn nochtans verscheidene gevallen van minder beschaafde inheemse volken, waarover, niettegenstaande die afzondering van hun gebied, geen gegevens worden verstrekt, of waarover deze gegevens niet meer worden verstrekt sedert zij het voorwerp hebben uitgemaakt van een overdracht van soevereiniteit (1). Anderzijds werd, zowel in Amerika als in Azië, overal waar de kolonisatie werd en nog wordt voortgezet in territoriale continuïteit met het moederland, tot nog toe geen enkele inlichting verstrekt bij toepassing van artikel 73 (e), alhoewel vaak uitgestrekte landstroken en inzonderheid woestijngebieden of moeilijk te doordringen wildernissen de inlandse volken met lager beschavingspeil van de centrale Regering scheiden.

(1) Par exemple, les Dayaks de Bornéo ou les aborigènes des Iles Adamian et Nicobar.

(1) Bij voorbeeld, de Dayaks uit Borneo of de inlanders van de Adamaneilanden en de Nicobareilanden.

La même observation peut être faite en ce qui concerne « les considérations ethniques et culturelles ». Les populations indigènes de civilisation inférieure, vivant soit en Amérique, soit en Asie, et sur lesquelles aucun renseignement n'est fourni, sont de race, de langue, de religion, de patrimoine culturel, totalement différents des populations civilisées, appartenant au même Etat.

Liste de populations aborigènes sur lesquelles aucun renseignement n'a été transmis jusqu'ici en exécution de l'article 73 (e) de la Charte (*).

Dezelfde opmerking geldt in verband met « de ethnische en culturele overwegingen ». De inlandse volken met lager beschavingspeil, die in Amerika of in Azië leven, en over welke geen enkele inlichting werd verstrekt, behoren tot een ras, een taal, een godsdienst, een cultureel patrimonium dat geheel verschillend is van die der beschaafde volken die tot dezelfde Staat behoren.

Lijst van inheemse volken, waarover geen inlichting totnogtoe werd overgemaakt ter voldoening aan artikel 73 (e) van het Handvest (*).

Pays Landen	Nom des groupes importants Naam van de belangrijkste groepen	Nombre Bevolkingscijfer	Sources officielles les plus récentes Jongste officiële bronnen
Argentine (Nord) ...	Région du Chaco : Tobas, Matacos, Chorotes, Churupis, Churiguano, Vilelas, Mochos. Région des Andes : Collas et Quichuas des Andes.	130.000	« Comisión Indigenista Argentina », 1947.
Argentine (Noord) ...	Chaco-gebied : Tobas, Matacos, Chorotes, Churupis, Churiguano, Vilelas, Mochos. Andes-gebied : Collas en Quichuas van de Andes.	130.000	« Comisión Indigenista Argentina », 1947.
Argentine (Sud) ...	Araucanos, Tehelches et Pampas.	—	—
Argentine (Zuid) ...	Araucanos, Tehelches en Pampas.	—	—
Autres régions ...	Guayaquis et Cainguas (Misiones), Mocobis et Tobas (Corrientes et Santa Fe), Toldos ou Ranquels (Buenos Aires).	—	—
Andere gebieden ...	Guayaquis en Cainguas (Misiones), Mocobis en Tobas (Corrientes en Santa Fe), Toldos of Ranquels (Buenos Aires).	—	—
Australie ...	—	48.000 + 25.000 de sang mêlé	« 1944 Census of Aborigines. »
Australië ...	—	48.000 + 25.000 halfbloeden	« 1944 Census of Aborigines. »
Bolivie ...	Indiens des plateaux : Quechuas et Aymaras; Indiens de la forêt : Guarayos, Chiriguano, Tobas, Chorotis, Matacos, Lengua, Apolitistas, Maropas, Tacanas, Yaracars, Tiatinaguas, Guaranahuas, Araonas, Karipunas, Mores, Sirionos, Chans.	2.200.000	« Bolivian Department of Statistics », 1949.
Bolivia ...	Indianen uit hoogvlakten : Quechuas en Aymaras; Indianen uit het woud : Guarayos, Chiriguano, Tobas, Chorotis, Matacos, Lengua, Apolitistas, Maropas, Tacanas, Yaracars, Tiatinaguas, Guaranahuas, Araonas, Karipunas, Mores, Sirionos, Chans.	2.200.000	« Bolivian Department of Statistics », 1949.
Brésil ...	Groupes linguistiques : Tupi-Guarani, Caribe ou Caraipe, Gê, Tocano, Pano, Nhambiquara, Urupa, Borôro, Guaicuru, Uapixâna, Chapacura, Guajiro, Alofila.	entre 800.000 et 1.500.000	« Introdução a antropologia Brasileira », Vol. I, p. 66, Rio 1946.
Brazilië ...	Taalgroepen : Tupi-Guarani, Caribe of Caraipe, Gê, Tocano, Pano, Nhambiquara, Urupa, Borôro, Guaicuru, Uapixâna, Chapacura, Guajiro, Alofila.	tussen 800.000 en 1.500.000	« Introdução a antropologia Brasileira », Deel I, blz. 66, Rio 1946.
Canada ...	Eskimo (partie nord du Canada et îles de la Baie d'Hudson).	8.400	Estimation gouvernementale (1948) extraite de la communication du Canada à l'O.I.T. (1950).
	Indiens (partie nord du Canada).	126.000 (y compris les Indiens assimilés)	Rapport de l'« Indian Affairs Branch », 1944.
Canada ...	Eskimo's (Noordelijk gedeelte van Canada en eilanden van de Hudson-Baai).	8.400	Raming van de Regering (1948), uit de mededeling van Canada en het I. A. B. (1950).
	Indianen (Noordelijk gedeelte van Canada).	126.000 (met de geassimileerde Indianen)	Verslag van de « Indian Affairs Branch », 1944.

(*) Renseignements extraits des publications du Bureau International du Travail, notamment : « Indigenous Workers in Independent Countries » — General Report, Geneva — ILO 1950. — (Cf. 1^{re} session du Comité des Experts sur le Travail indigène, La Paz, janvier 1951).

Dans la plupart des cas, il n'a pas été tenu compte des métis.

(*) Inlichtingen uit de publicaties van het Internationaal Arbeidsbureau, ondermeer uit : « Indigenous Workers in Independent Countries » — General Report, Geneva — ILO 1950. — (Zie 1^{ste} zitting van het Comité van de Deskundigen op de Arbeid van de Inlanders La Paz, Januari 1951).

In de meeste gevallen werd geen rekening gehouden met de mestiezen.

Pays — Landen	Nom des groupes importants — Naam van de belangrijkste groepen	Nombre — Bevolkingscijfer	Sources officielles les plus récentes — Meest recente officiële bronnen
Chili	Araucano, Aymara, Atacameno.	240.000 (y compris les métis partageant la vie des indigènes)	Pour le nombre : Ministère du Travail du Chili. Communication à l'O.I.T. (1950). Pour les groupes : Brand : « The Peoples & Languages of Chile » in « New Mexico Anthropologist », 1951.
Chili	Araucano, Aymara, Atacameno.	240.000 (met de mestiezen die met de inlanders leven)	Voor het getal : Ministerie van Arbeid van Chili. Mededeling aan het I.A.B. (1950). Voor de groepen : Brand : « The Peoples & Languages of Chile » in « New Mexico Anthropologist », 1951.
Colombie... ..	Paez, Silvia, Totoro, Polindada, Purnace, Coto- nuc, Koaikere, Guanguí, Micay, Pijao, Pírsa, Irra, Guatica, Quinchia, Anserma, Apia, Tu- nebo ou Tame, Guajiro, Arauco, Guambiano, Choco, Cuna, Chimila, Tupe, Huitoto, Ca- rijona, Fayagen, Bora, Matapie, Muinane, Mirana, Yaucana, Cuerto, Saliva, Guaipunabo, Mitua, Guacabero, Guacamayo, Vaniva, Pia- roa, Guahivo, Yoruro, Piapoco.	86.000	« Settlement Department of the Ministry of National Economy », 1940.
Columbia... ..	Paez, Silvia, Totoro, Polindada, Purnace, Coto- nuc, Koaikere, Guanguí, Micay, Pijao, Pírsa, Irra, Guatica, Quinchia, Anserma, Apia, Tu- nebo of Tame, Guajiro, Arauco, Guambiano, Choco, Cuna, Chimila, Tupe, Huitoto, Ca- rijona, Fayagen, Bora, Matapie, Muinane, Mirana, Yaucana, Cuerto, Saliva, Guaipunabo, Mitua, Guacabero, Guacamayo, Vaniva, Pia- roa, Guahivo, Yoruro, Piapoco.	86.000	« Settlement Department of the Ministry of National Economy », 1940.
El Salvador... ..	Pipel (Azèques).	400.000	« Educacion en El Salvador » (« Office of Education — Washington, Bulletin No.3, 1942 ».)
El Salvador... ..	Pipel (Azteken).	400.000	« Educacion en El Salvador » (« Office of Education — Washington, Bulletin N° 3, 1953 ».)
Costa Rica	Bribis et Borucas.	4.200	« Costa Rican Department of Statistics » (1941).
Costa Rica	Bribis en Borucas.	4.200	« Costa Rican Department of Statistics » (1941).
Equateur... ..	Indiens des plateaux : Quechua. Indiens de la forêt : Jibaros, Yumbos, Zaparos, Canelos, Omacuas, Quijos.	1.800.000	« Boletin Oficial » — Quito, Juin 1939.
Ecuador	Indianen uit hoogvlakten : Quechua. Indianen uit het woud : Jibaros, Yumbos, Zapa- ros, Canelos, Omacuas, Quijos.	1.800.000	« Boletin Oficial » — Quito, Juni 1939.
Etats-Unis	230 tribus (175 réserves).	394.000	« Table No. 3 of Hospitals, Schools, Popu- lation & School Census — U. S. Indian Service », Washington, 1949.
Vereenigde Staten	230 stammen (175 reserves).	394.000	« Table No. 3 of Hospitals, Schools, Popu- lation & School Census — U. S. Indian Service », Washington, 1949.
Guatemala	D'origine Maya : Quiché, Cakchiquel, Mam, Kekchi.	2.000.000	Institut National Indien du Guatemala (« America Indígena », avril 1948) — Mexico City.
Guatemala	Van Maja-herkomst : Quiché, Cakchiquel, Mam, Kekchi.	2.000.000	Nationaal Indiaans Instituut van Guate- mala (« America Indígena », April 1948) — Mexico City.
Honduras	Azèques et Maya.	106.000	Recensement de 1940.
Honduras	Azteken en Maja.	106.000	Telling van 1940.
Inde	175 groupes dont les Gonds, Santhals, Bhils, Pasis, Oraons, Khonds Mundas.	25.000.000	Recensement de 1941.
Indië... ..	175 groepen waaronder de Gonds, Santhals, Bhils, Pasis, Oraons, Khonds Mundas.	25.000.000	Telling van 1941.
Mexique	Mayas, Zapotecas, Otomis, Mixtecos, Tarascos, Azèques.	3.000.000 parlant dialectes indigènes	Recensement de 1940 (« Anuario Estadis- tico de los Estados Unidos » Mexico, 1943-1945).
Mexico	Mayas, Zapotecas, Otomis, Mixtecos, Tarascos, Azteken.	3.000.000 die inlandse dialecten spreken	Telling van 1940 (« Anuario Estadístico de los Estados Unidos » Mexico, 1943- 1945).
Nicaragua	Miskito, Suma, Rama.	40.000	Estimation officielle de 1943.
Nicaragua	Miskito, Suma, Rama.	40.000	Officiële raming in 1943.
Nouvelle-Zélande	Maori.	115.000	Communication du Gouvernement (1950).
Nieuw-Zeeland... ..	Maori.	115.000	Mededeling van de Regering (1950).

Pays — Landen	Nom des groupes importants — Naam van de belangrijkste groepen	Nombre — Bevolkingscijfer	Sources officielles les plus récentes — Meest recente officiële bronnen
Panama	Cunas, Guaymis, Chocos, Cholos.	56.000	« Censo de Poblacion de Panama », 1940 (1945, p. 365). Compendio General.
Panama	Cunas, Guaymis, Chocos, Cholos.	56.000	« Censo de Poblacion de Panama », 1940 (1945, blz. 365). Compendio General.
Paraguay	Tapui, Assek, Mataco.	68.000	J. Belaieff — « Handbook of South American Indians », Vol. I, p. 372 — Smithsonian Institution.
Paraguay	Tapui, Assek, Mataco.	68.000	J. Belaieff — « Handbook of South American Indians », Boek I, blz. 372 — Smithsonian Institution.
Pérou... ..	Indiens de la forêt : Amahuacas, Piros, Campas, Machigangas, Amoeshas, Cunibos, Shipibos, Cashibos, Capanahuas, Remos, Mayos, Aguarunas, Nantipas, Huambisas, Shapras, Muratos, Shimacos, Secoyas, Aoshiris, Orejons, Piojes, Huitotos, Ocainas, Boaras, Yahuas, Ticunas.	3.200.000	« Direccion Nacional de Estadistica » — El Pueblo Lima (juillet 1949).
Péru	Indianen uit het woud : Amahuacas, Piros, Campas, Machigangas, Amoeshas, Cunibos, Shipibos, Cashibos, Capanahuas, Remos, Mayos, Aguarunas, Nantipas, Huambisas, Shapras, Muratos, Shimacos, Secoyas, Aoshiris, Orejons, Piojes, Huitotos, Ocainas, Boaras, Yahuas, Ticunas.	3.200.000	« Direccion Nacional de Estadistica » — El Pueblo Lima (Juli 1949).
Philippines	Moros, Igorots.	—	Communication du Gouvernement des Philippines à l'O.I.T., mars 1950.
Philippijnen... ..	Tribus isolées : Tinggians, Negritos, Dumagats, Ilongots, Mangyans, Tagbanuas, Manobos, Bogobos.	—	Mededeling van de Regering van de Philippijnen aan het I.A.B., Maart 1950.
Vénézuéla	Guaranos, Carib, Arawak.	100.000	« Septimo Censo Nacional de Poblacion », 1941.
Venezuela	Guaranos, Carib, Arawak.	100.000	« Septimo Censo Nacional de Poblacion », 1941.

La liste ci-dessus, dressée d'après la brochure du Bureau International du Travail, intitulée « Indigenous Workers in Independent Countries », General Report, Genève 1950, peut être complétée par les renseignements suivants puisés à d'autres sources :

Bovenstaande lijst werd opgemaakt volgens de brochure van het Internationaal Arbeidsbureau « Indigenous Workers in Independent Countries », General Report, Genève 1950, en zij kan worden aangevuld met de volgende inlichtingen uit andere bronnen.

Chili	Araucanos.	150.000	« Vida Economico-social de la raza Mapuche (Haupt) », 1945. Temuco, Chili. (« American Indigena », janvier 1948.)
Chili	Araucanos.	150.000	« Vida Economico-social de la raza Mapuche (Haupt) », 1945. Temuco, Chili. (« American Indigena », Januari 1948.)
Colombie... ..	—	350.000	« Teoria y politica del Indigenismo » (Garcia) (American Indigena, octobre 1951).
Columbia	—	350.000	« Teoria y politica der Indigenismo » (Garcia) (American Indigena, October 1951).
Equateur... ..	—	1.400.000	« Comunidades indigenas del Ecuador », Cisneros (American Indigena », janvier 1949).
Écuador	—	1.400.000	« Comunidades indigenas del Ecuador », Cisneros (American Indigena », Januari 1949).
Inde	Iles Andaman & Nicobar.	60.000	« Census of India », 1941.
India	Andaman- en Nicobareilanden.	11.000 60.000 11.000	« Census of India », 1941.
Indonésie	Dayaks, Klamantan, Punan, Bahang, Ngadju.	Dayaks : 650.000	1) Recensement de 1930 (Cf. Renseignements transmis en 1946-47, 48 par le Gouvernement néerlandais sur les Indes Orientales Néerlandaises). 2) R. Kennedy : « Islands & Peoples of the Indies » (1943, The Smithsonian Institution, p. 18).
Indonesië	Dayaks, Klamantan, Punan, Bahang, Ngadju.	Dayaks : 650.000	1) Telling van 1930 (Zie. Inlichtingen overgemaakt in 1946-47, 48 door de Nederlandse Regering over Nederlands Oost-Indie). 2) R. Kennedy : « Islands & Peoples of the Indies » (1943, The Smithsonian Institution, blz. 18).

Pays Landen	Nom des groupes importants Naam van de belangrijkste groepen	Nombre Bevolkingscijfer	Sources officielles les plus récentes Meest recente officiële bronnen
Panama	Kuna, Chocoe, Guaymy.	46.000	<i>Pour les groupes</i> : Angel Rubia « American Indigena », Vol. XII, No. 1, janvier 1952. <i>Pour le nombre</i> : « Revista de Agricultura, Comercio e Industrias », janvier 1951, cité dans le « Boletin Indigenista », septembre 1951.
Panama	Kuna, Chocoe, Guaymy.	46.000	<i>Voor de groepen</i> : Angel Rubia « American Indigena », Boek XII, Nr. 1, Januari 1952. <i>Voor het getal</i> : « Revista de Agricultura, Comercio e Industrias », Januari 1951, aangehaald in « Boletin Indigenista », September 1951.
Pérou	—	2.850.000	Statistiques citées par Valcarcel dans « Supervivencias précolombinas en el Peru » (American Indigena, janvier 1950).
Peru	—	2.850.000	Statistiek aangehaald door Valcarcel in : « Supervivencias précolombinas en el Peru » (American Indigena, Januari 1950).
Terre de feu	Ona. Yamanas. Alacaluf.	40 70 100	« Transculturacion de las Tribus Fueguinas », Greta Mostny (American Indigena, juillet 1950).
Vuurland	Ona. Yamanas. Alacaluf.	40 70 100	« Transculturacion de las Tribus Fueguinas », Greta Mostny (American Indigena, Juli 1950).
U. R. S. S.	—	—	A défaut de renseignements officiels récents, il n'a pas été possible de comprendre dans la liste, les populations indigènes arriérées de ce pays.
U. S. S. R.	—	—	Bij gebis aan recente officiële gegevens, is het onmogelijk de achterlijke inheemse bevolkingsgroepen van dit land op te nemen.
Continent américain ... (aborigènes y compris les métis)	—	30.000.000	1 ^{er} Congrès Indien Inter-américain (Patzcuaro, 1940). « Boletin Indigenista », p. 144, juin 1951. Le total s'élèverait à quarante millions, d'après A. G. Carrera dans « Some aspects of the Character Structure of the Guatemala Indians » (America Indigena, avril 1948).
Amerikaans Vasteland... (inheemsen met mes- tiezen)	—	30.000.000	1 ^{ste} Inter-Americaan Indiaan Kongres (Patzcuaro, 1940). « Boletin Indigenista », blz. 144, Juni 1951. Volgens A. G. Carrera in « Some aspects of the Character Structure of the Guatemala Indians » (America Indigena, April 1948, zou het totaal veertig miljoen bedragen).

ANNEXE 3.

LE PLAN VERT.

Dans le rapport relatif au budget présenté le 23 janvier dernier, il était fait mention du projet mis sur pied par le Ministre français de l'Agriculture tendant à l'intégration des marchés agricoles européens. Le principe d'une Conférence préliminaire des ministres des pays membres de l'O. E. C. E. s'y trouvait posé. Cette réunion s'est tenue à Paris du 24 au 28 mars 1952.

Tous les pays membres du Conseil de l'Europe ont été invités à participer aux travaux de la Conférence ainsi que l'Autriche, le Portugal et la Suisse.

Le projet d'ordre du jour de cette réunion invitait les délégations à faire connaître leur sentiment sur « l'opportunité d'organiser en commun les marchés agricoles, de préparer progressivement l'établissement de marchés uniques pour les produits agricoles et de convoquer une Conférence dans ce but ».

L'unanimité s'est faite sans difficulté sur le principe; toutefois la question des modalités d'organisation et d'unification des marchés agricoles européens fit apparaître combien étaient profondes les divergences de vues entre les pays représentés à la Conférence.

Les Pays-Bas sont partisans d'une intégration complète et immédiate des marchés agricoles, cette intégration étant dotée d'institutions comparables à celles de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier. La France, par contre, prône une intégration progressive limitée au début à certains produits, les institutions pouvant, quoique pas nécessairement, s'inspirer de celles de la C. E. C. A.

Un certain nombre de pays dont le Royaume-Uni et les pays scandinaves ont repoussé l'idée d'une autorité supranationale, la nécessité ne leur en semblant pas prouvée, tout au moins dans l'état actuel des choses.

Du côté belge, le Ministre de l'Agriculture a mis en doute la nécessité d'instituer une Haute Autorité. Cependant, tout en faisant remarquer que le problème n'intéressait qu'assez peu l'agriculture belge qui trouve dans son pays les débouchés nécessaires, il s'est déclaré prêt à collaborer à l'édification d'une Europe économiquement unie et a préconisé d'aborder le problème agricole pour les produits en déficit en Europe, le blé et les céréales secondaires venant en tête des produits dont il faut favoriser l'expansion. L'idée de M. Héger était d'arriver progressivement à l'organisation en orientant la production non pas au moyen d'ordres impératifs venant d'une autorité quelconque mais en suscitant plus d'intérêt à la production dans les secteurs à favoriser.

Devant cette situation, la Conférence a décidé de créer un groupe de Travail intérimaire comprenant tous les pays participant à la Conférence préliminaire. La mission suivante lui fut confiée :

1^o étudier tous les produits proposés par les différents pays participants et ce en vue de faire à la prochaine conférence ministérielle des suggestions sur le choix des produits tout en justifiant ce choix;

2^o réunir la documentation sur les conditions générales et les problèmes économiques, techniques et sociaux concernant la production, la consommation et la distribution, ainsi que l'organisation des marchés et du commerce extérieur;

3^o réunir les études existant sur les problèmes institutionnels que pose l'organisation d'une communauté européenne.

Trois sous-groupes furent constitués et chargés d'étudier ces 3 problèmes. Leurs travaux sont actuellement achevés.

Le Groupe de Travail intérimaire se réunira à Paris le 6 janvier 1953. Cette réunion préparera la 2^e Conférence des Ministres qui aura probablement lieu dans le courant de février prochain avec l'ordre du jour suivant :

- 1) Examen des résultats des travaux du groupe de travail intérimaire;
- 2) Modalités d'organisation des marchés agricoles européens et modalités d'unification de ces marchés;
- 3) Structure et pouvoirs des institutions nécessaires pour remplir les fonctions d'organisation et d'unification prévues;
- 4) Liens à établir entre la Communauté européenne de l'Agriculture et les pays qui éventuellement ne pourraient pas participer pleinement à cette Communauté, mais qui accepteraient de s'y associer;
- 5) Liaisons à établir entre la Communauté européenne de l'Agriculture et les pays tiers non associés.

BIJLAGE 3.

HET GROENE PLAN.

In het verslag over de begroting, dat op 23 Januari 1952 werd ingediend, werd gewag gemaakt van het ontwerp van de Franse Minister van Landbouw tot integratie van de Europese landbouwmarkten. Het bevatte het beginsel van een voorafgaandelijke Conferentie van de ministers van de Landen-leden van de E. O. E. S. Bedoelde bijeenkomst had van 24 tot 28 Maart 1952 plaats, te Parijs.

Al de Landen-leden van de Raad van Europa, alsmede Oostenrijk, Portugal en Zwitserland, werden uitgenodigd om aan de werkzaamheden van de Conferentie deel te nemen.

Het ontwerp van agenda van bedoelde bijeenkomst verzocht de afvaardigingen haar standpunt te laten kennen « over de doeltreffendheid om de landbouwmarkten gemeenzaam in te richten, de vestiging van gemeenschappelijke markten voor landbouwproducten geleidelijk voor te bereiden en een Conferentie daartoe bijeen te roepen ».

Over het beginsel werd zonder moeite eenparigheid bereikt; uit het vraagstuk van de modaliteiten van de inrichting en van de eenmaking van de Europese landbouwmarkten bleek echter hoe uiteenlopend de standpunten van de op de Conferentie vertegenwoordigde landen waren.

Nederland is voorstander van een volledige en dadelijke integratie van de landbouwmarkten, en zulke integratie zou voorzien zijn van instellingen van dezelfde aard als de instellingen van de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal. Daarentegen stelt Frankrijk een geleidelijke integratie voor, die aanvankelijk zou beperkt zijn tot sommige producten; de instellingen kunnen, doch moeten niet noodzakelijk, naar het model van de instellingen van de E. K. S. G. worden opgevat.

Een zeker aantal landen, waaronder het Verenigd Koninkrijk en de Skandinavische landen, hebben de opvatting van een supra-nationaal gezag geweerd, daar zulke hun niet noodzakelijk bleek te zijn, althans niet in de tegenwoordige omstandigheden.

Van Belgische zijde heeft de Minister van Landbouw de noodzakelijkheid van de instelling van een Hoge Autoriteit in twijfel getrokken. Ofschoon hij er op wees dat het probleem tamelijk weinig belang had voor de Belgische landbouw, die over de nodige afzetgebieden beschikt in het land zelf, verklaarde hij dat hij bereid was om samen te werken aan de inrichting van een economisch verenigd Europa, en hij stelde voor het onderzoek van het landbouwprobleem aan te vatten voor de producten waarvan in Europa een tekort werd vastgesteld, met een voorrang voor tarwe en bijkomende graangewassen, eerst voorkomende op de lijst der producten waarvan de voortbrengst moet worden aangemoedigd. Naar de opvatting van de heer Héger moet men geleidelijk komen tot de inrichting door de productie te oriënteren, niet door middel van imperatieve bevelen van om het even welke overheid, doch door meer belangstelling op te wekken voor de productie in de sectoren welke aanmoediging verdienen.

In die omstandigheden besloot de Conferentie een Interimwerkgroep in te stellen, bestaande uit alle landen die aan de voorafgaandelijke Conferentie hebben deelgenomen. Zij werden met de volgende opdracht belast :

1^o al de producten, voorgesteld door de deelnemende landen, in studie nemen om, op de eerstkomende Conferentie van de ministers, voorstellen te doen omtrent de keuze van de producten en bedoelde keuze te verantwoorden;

2^o documentatie verzamelen omtrent de algemene voorwaarden en de economische, technische en maatschappelijke problemen in verband met productie, verbruik en distributie, alsmede de inrichting van markten en van de buitenlandse handel;

3^o de studiën verzamelen, die thans bestaan in verband met het vraagstuk van de instellingen, dat gesteld wordt door de inrichting van een Europese gemeenschap.

Drie ondergeschikte groepen werden samengesteld en belast met de studie van bedoelde 3 problemen. Hun werkzaamheden zijn nu ten einde.

De Interim-Werkgroep zal te Parijs op 6 Januari 1953 vergaderen. Bedoelde bijeenkomst zal een voorbereiding zijn tot de 2^e Conferentie van Ministers, die waarschijnlijk in de loop van de maand Februari aanstaande plaats zal grijpen met de volgende agenda :

- 1) Onderzoek van de uitslagen van de werkzaamheden van de interim-werkgroep;
- 2) Modaliteiten tot inrichting van de Europese landbouwmarkten en modaliteiten tot eenmaking van bedoelde markten;
- 3) Structuur en bevoegdheid van de instellingen, die noodzakelijk zijn om de voorziene inrichtings- en eenmakingsfunctiën waar te nemen;
- 4) Banden, die gevestigd moeten worden tussen de Europese Landbouwgemeenschap en de landen, die eventueel niet volledig zouden kunnen deelnemen aan bedoelde gemeenschap, doch er in zouden toestemmen zich er bij aan te sluiten;
- 5) Betrekkingen die tot stand moeten komen tussen de Europese Landbouwgemeenschap en de niet aangesloten derde landen.

ANNEXE 4.

LE PLAN DE LA SANTE.

Le 15 octobre dernier, le Conseil des ministres français décidait d'inviter les Etats membres du Conseil de l'Europe ainsi que la Suisse, étant donné le rôle humanitaire traditionnel joué par ce pays, à participer à une conférence sur cet objet. L'Ambassade de France à Bruxelles remettait au Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur, le 1^{er} octobre 1952 un mémoire dans lequel se trouvaient exposées les grandes lignes du projet : la communauté européenne de la santé serait chargée de coordonner et de perfectionner la protection sanitaire et sociale des Etats participants; elle aurait pour mission, par la mise en commun des ressources destinées à soulager la maladie et l'infirmité, de contribuer au bien être moral et physique des populations. Elle organiserait un vaste échange de tous les moyens sanitaires sur le triple plan culturel, économique et social. La communauté aurait pour base un traité dont une Haute Autorité assurerait l'exécution avec l'assistance d'un comité consultatif comprenant des personnalités particulièrement qualifiées. Le Conseil des ministres de la Communauté harmoniserait l'action de la Haute Autorité avec la politique sanitaire des différents gouvernements. Enfin la Communauté de la Santé pourrait utiliser les institutions, non techniques de la C.E.C.A., à compétence générale politique et juridictionnelle, éventuellement modifiée eu égard aux Etats participants.

* * *

La conférence préparatoire de la Communauté Européenne de la Santé s'est tenue les 12 et 13 décembre 1952 à Paris.

Quinze gouvernements européens, membres de l'O. E. C. E., avaient envoyé un délégué. L'Islande ne s'était pas rendue à l'invitation de la France. Le Danemark et l'Irlande avaient envoyé des observateurs.

La Belgique était représentée à la Conférence par M. de Laet, Secrétaire Général du Ministère de la Santé Publique. Celui-ci, tout en rendant hommage à l'intention généreuse à la base de l'initiative française, mit la Conférence en garde contre des décisions prématurées et la prolifération d'organismes qui, résultant d'initiatives insuffisamment mûries ou trop dispersées, ne produiraient rien de constructif. Le délégué belge conclut qu'une étude plus approfondie des propositions françaises devrait précéder une décision de principe sur la création d'une communauté européenne de la santé. Les délégués des Pays-Bas, de l'Allemagne et de l'Italie s'exprimèrent dans le même sens. La Suisse et l'Angleterre furent plus réservées encore et suggérèrent de confier la réalisation des principaux aspects du projet français aux services de l'Organisation Mondiale de la Santé (O. M. S.).

Les délégués turcs et luxembourgeois plaidèrent en faveur du projet français.

Finalement la Conférence se sépara après avoir adopté le texte d'une recommandation dont voici l'essentiel : « Reconnaissant que dans l'intérêt de la Santé et du bien-être des peuples, comme dans celui de la paix, cette coopération doit être réalisée dans les plus brefs délais possibles, compte tenu d'une étude préalable approfondie, (la Conférence) décide de proposer aux Gouvernements des Etats participants de désigner des experts en vue d'étudier les propositions du Gouvernement français et notamment d'examiner, compte tenu de l'œuvre déjà réalisée sur le plan international, le champ d'activité qui pourrait être assigné à une Communauté européenne de la Santé et les autres mesures qui pourraient être prises pour assurer en Europe une coopération plus étendue dans le domaine de la santé. Les experts devraient se réunir à la fin du mois de février de telle sorte que leur rapport puisse être déposé à la fin du mois de mars 1953. »

BIJLAGE 4.

HET PLAN VOOR DE GEZONDHEID.

Op 15 October jl. besloot de Franse Ministerraad de Staten-leden van de Raad van Europa, alsmede Zwitserland, dit wegens de traditionele menslievende rol welke door dat land wordt vervuld, uit te nodigen op een conferentie over dat onderwerp. Op 1 October 1952, overhandigde de Franse Ambassade te Brussel aan het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel een memorandum, waarin de hoofdlijnen van het ontwerp werden uiteengezet : de Europese gemeenschap voor de gezondheid zou er mede belast zijn, de sanitaire en sociale bescherming der deelnemende Staten samen te ordenen en te verbeteren; zij zou tot opdracht hebben, door het samenbrengen van de middelen bestemd tot verlichting van ziekte en gebrek, bij te dragen tot het zedelijk en lichamelijk welzijn van de bevolking. Zij zou een uitwisseling op grote schaal van al de sanitaire middelen inrichten op cultureel, economisch en sociaal gebied. De grondslag van de gemeenschap zou een verdrag zijn, waarvan een Hoge Autoriteit de tenuitvoerlegging zou verzekeren, met de medewerking van een comité van advies, bestaande uit bijzonder bevoegde personaliteiten. De Raad van Ministers van de Gemeenschap zou de actie van de Hoge Autoriteit in harmonie brengen met de gezondheidspolitiek der verschillende regeringen. Ten slotte, zou de Gemeenschap voor de Gezondheid gebruik kunnen maken van de niet-technische instellingen van de E. G. K. S., met algemene politieke en jurisdictionele bevoegdheid, eventueel gewijzigd ten opzichte van de deelnemende Staten.

* * *

De voorbereidende conferentie van de Europese Gemeenschap voor de Gezondheid werd te Parijs gehouden op 12 en 13 September 1952.

Vijftien Europese regeringen, leden van de E. O. E. S., hadden een afgevaardigde gestuurd. IJsland had geen gevolg gegeven aan de uitnodiging van Frankrijk. Denemarken en Ierland hadden waarnemers zonden.

België was op de Conferentie vertegenwoordigd door de heer de Laet, Secretaris-generaal van het Ministerie van Volksgezondheid. Deze bracht hulde aan de edelmoedige bedoeling die de grondslag vormde van het Franse initiatief, doch hij stelde de Conferentie op haar hoede tegen voorbarige beslissingen en tegen de vermenigvuldiging van organismen die, voortvloeiend uit niet genoeg doordachte of al te verspreide initiatieven, niets constructiefs zouden opleveren. De Belgische afgevaardigde besloot, dat een grondiger studie van de Franse voorstellen zou moeten voorafgaan aan een principiële beslissing over de oprichting van een Europese gemeenschap voor de gezondheid. De afgevaardigden van Nederland, Duitsland en Italië spraken zich in dezelfde zin uit. Zwitserland en Groot-Brittannië maakten nog meer voorbehoud en stelden voor, de verwezenlijking van de hoofdaspecten van het Franse ontwerp toe te vertrouwen aan de diensten van de Wereldorganisatie voor de Gezondheid (W. O. G.).

De Turkse en de Luxemburgse afgevaardigde pleitten ten voordele van het Franse ontwerp.

Ten slotte, ging de Conferentie uiteen, na de tekst van een aanbeveling te hebben aangenomen, waarvan de hoofdzaak luidt als volgt : « Erkennend dat die samenwerking, in het belang van de Gezondheid, van het welzijn der volken, en tevens van de vrede, zo spoedig mogelijk moet tot stand gebracht worden, met inachtneming van een grondige voorafgaande studie, beslist (de Conferentie) aan de Regeringen van de deelnemende Staten voor te stellen, deskundigen aan te duiden, ten einde de voorstellen van de Franse regering in studie te nemen en o.m., met inachtneming van het werk dat reeds op internationaal gebied werd geleverd, het actiegebied te onderzoeken dat zou kunnen toevertrouwd worden aan een Europese gemeenschap voor de gezondheid, alsmede de andere maatregelen die zouden kunnen genomen worden om in Europa een zeer uitgebreide samenwerking op het gebied van de gezondheid tot stand te brengen. De deskundigen zouden einde Februari moeten bijeenkomen, opdat hun verslag op het einde van de maand Maart 1953 zou kunnen ingediend worden. »

ANNEXE 5.

**NOTE CONCERNANT LA SUBVENTION ACCORDEE
PAR LE MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES
A L'ASSOCIATION BELGE POUR LES NATIONS UNIES
EN 1952 ET EN 1953.**

Un subside exceptionnel a été inscrit au budget de 1952, par la voie d'un amendement au premier feuillet de crédits supplémentaires, afin de permettre à l'Association de faire face aux dépenses exceptionnelles encourues durant l'exercice 1^{er} novembre 1951-31 octobre 1952.

Ce subside était d'un montant de 125.000 francs.

BIJLAGE 5.

**NOTA BETREFFENDE DE TOELAGE
DIE DOOR HET MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN
WERD VERLEEND AAN DE BELGISCHE VERENIGING
VOOR DE VERENIGDE NATIES, IN 1952 EN 1953.**

Een uitzonderlijk krediet werd in de begroting voor 1952 ingeschreven, bij amendement op het eerste blad van bijkredieten, ten einde de Vereniging in staat te stellen, de uitzonderlijke uitgaven te bestrijden die tijdens het dienstjaar van 1 November 1951 tot 31 October 1952 werden gedaan.

Die toelage bedroeg 125.000 frank.

ANNEXE 6.

REPOSE A LA QUESTION POSEE
AU SUJET DE LA COORDINATION DES ECONOMIES
DES ETATS MEMBRES DU CONSEIL DE L'EUROPE
ET DES PAYS D'OUTRE-MER.

Au stade où en est la constitution de l'Europe, le problème de l'intégration des territoires d'outre-mer dans la sphère d'influence de la nouvelle Europe est toujours à l'étude. Aucun des Gouvernements intéressés ne s'est encore prononcé à ce sujet. Jusqu'à présent, on n'a vu se dessiner à cet égard que des tendances; encore sont-elles peu nettes.

Au demeurant, la recommandation votée par l'Assemblée du Conseil de l'Europe, le 25 septembre 1952, ne prévoit pas « la mise en pool des territoires d'outre-mer ». Elle se borne à indiquer une série de mesures ayant pour but d'accroître le potentiel économique de la nouvelle Europe par une mise en valeur plus poussée des territoires d'outre-mer et un accès plus large aux matières premières qu'ils recèlent.

Cette recommandation devra être soumise à l'examen du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe où l'unanimité est nécessaire pour arriver à une décision finale.

BIJLAGE 6.

ANTWOORD OP DE GESTELDE VRAAG
BETREFFENDE DE SAMENORDENING DER ECONOMIEËN
VAN DE STATEN-LEDEN VAN DE RAAD VAN EUROPA
EN VAN DE OVERZEESE LANDEN.

In het huidige stadium van de vorming van Europa, ligt het vraagstuk van de integratie der overzeese gebieden in de invloedssfeer van het nieuwe Europa nog steeds ter studie. Tot nog toe vallen in dit opzicht slechts strekkingen waar te nemen, en bovendien zijn zij weinig duidelijk.

Trouwens, in de aanbeveling aangenomen door de Vergadering van de Raad van Europa op 25 September 1952, komt het samenbrengen van de overzeese gebieden in een « pool » niet voor. Zij bepaalt zich er toe een reeks maatregelen aan te duiden die er toe strekken het economisch potentieel van het nieuwe Europa te versterken door een krachtiger ontginning van de overzeese gebieden en door een ruimere toegang tot de grondstoffen die zij bevatten.

Die aanbeveling zal voor onderzoek moeten voorgelegd worden aan het Comité der Ministers van de Raad van Europa, waar eenparigheid vereist is om een eindbeslissing te nemen.